L'OTAN

UNE ALLIANCE AU SERVICE DE LA GUERRE

MEDEA BENJAMIN
DAVID SWANSON

LUX

L'OTAN

UNE ALLIANCE AU SERVICE DE LA GUERRE

MEDEA BENJAMIN
DAVID SWANSON

LUX

L’OTAN

Une alliance au service de la guerre

MEDEA BENJAMIN ET DAVID SWANSON

Traduit de l’anglais par Nicolas Calvé

© Medea Benjamin et David Swanson, 2022
Titre original: *NATO: What You Need to Know*
Cette traduction est publiée en accord avec OR Books LLC.

© Lux Éditeur, 2025 pour la présente édition
www.luxediteur.com

Conception graphique de la couverture: David Drummond

Dépôt légal: 2e trimestre 2025
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN (papier): 978-2-89833-220-3
ISBN (epub): 978-2-89833-222-7
ISBN (pdf): 978-2-89833-221-0

Financé par le gouvernement du Canada | Canada

Ouvrage publié avec le concours du Programme de crédit d'impôt du gouvernement du Québec et de la SODEC. Nous reconnaissons
l'appui financier du gouvernement du Canada.

Table des matières

Préface. L’OTAN, une machine de guerre
Avant-propos
1. Quand et pourquoi a-t-on fondé l’OTAN?
2. L’élargissement de l’OTAN
3. Les offensives militaires de l’OTAN
4. L’OTAN en Ukraine, mais pas d’Ukraine dans l’OTAN?
5. Les «partenaires» de l’OTAN
6. Qui décide? Qui paie?
7. L’OTAN, les Nations Unies et le droit international
8. L’OTAN et les armes nucléaires
9. Des divisions au sein de l’OTAN
10. Les projets de l’OTAN
11. Des solutions de rechange
Remerciements

Préface

L’OTAN, une machine de guerre

Vous vous apprêtez à lire un ouvrage indispensable. Il pourrait vous sauver la vie – nous sauver la vie à tous, en fait. L’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord (OTAN) représente une réelle menace pour la paix mondiale. Machine de guerre incontrôlable, elle ne fait l’objet d’aucune délibération démocratique au sein de ses États membres.

Grâce à cette machine de guerre, les fournisseurs en armement qui gravitent autour de son noyau, telles les sociétés états-uniennes Lockheed Martin et Northrop Grumman ou leurs concurrentes européennes BAE Systems (Royaume-Uni), Rheinmetall (Allemagne) et BAE Systems Bofors (Suède), se remplissent les poches. Ce faisant, l’OTAN aspire un pays après l’autre dans le vortex de la guerre, de l’instabilité, des déplacements de population et de la pauvreté. Dès le milieu des années 1990, l’Alliance atlantique a fomenté la violence sur de vastes territoires s’étendant de la Libye à l’Afghanistan, non sans faire d’innombrables victimes.

Aussi, l’OTAN ne cesse de nous rapprocher de l’apocalypse nucléaire. L’actuelle guerre en Ukraine résulte de la vieille obsession des États-Unis d’étendre l’OTAN à ce pays et à la Géorgie afin de prendre la Russie en étau à l’est de la mer Noire. Ce conflit a engagé les deux principales superpuissances nucléaires dans un affrontement militaire direct qui ne cesse de s’intensifier.

Nous avons urgemment besoin de l’éclairage qu’apporte ce livre, car le fonctionnement de l’Alliance repose sur la propagande et le détournement d’attention. L’OTAN, affirment nos gouvernements, œuvre pour la paix, même si elle ne cesse de provoquer des guerres. L’OTAN, affirment-ils,

joue un rôle défensif, même si elle a fait tomber des régimes par la violence. L'OTAN, affirme son propre traité fondateur, a pour objet l'Atlantique Nord, même si son bellicisme s'étend à l'Afrique et à l'Asie.

Comble de l'ironie, l'important élargissement qu'a connu l'OTAN s'est déroulé après la fin de la guerre froide. L'Alliance atlantique avait pour fonction première de protéger l'Europe occidentale d'une éventuelle invasion par l'Union soviétique. La dissolution de l'URSS, en 1991, aurait donc dû sonner le glas de l'OTAN. Mais c'est plutôt le contraire qui s'est produit, celle-ci étant passée de 16 membres en 1991 à 32 en 2024. Cette expansion vers l'est a été conçue en vue d'affaiblir la Russie, voire de provoquer son effondrement.

Comme l'illustrent rigoureusement les auteurs, les avertissements n'ont pas manqué de la part de diplomates de haut rang selon lesquels un élargissement de l'OTAN attiserait les tensions avec la Russie et, ce faisant, menacerait la paix. «L'élargissement de l'OTAN serait l'erreur la plus fatale de la politique états-unienne de toute la période d'après-guerre froide», jugeait George Kennan, doyen de l'appareil diplomatique états-unien, en 1997[1]. La même année, 50 spécialistes de la politique étrangère livraient un message identique au président Bill Clinton dans une lettre collective.

Les pages qui suivent dressent en détail le sombre bilan de l'OTAN, des années 1990 aux années 2020. Les interventions militaires de l'Alliance ont donné lieu à des années, voire à des décennies, d'instabilité dans les pays visés, dont font partie la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, l'Afghanistan, la Libye et l'Ukraine. Usant d'un langage orwellien, on a justifié toute cette violence en invoquant la nécessité de défendre un «ordre international fondé sur des règles», et ce, même si l'OTAN a contrevenu à maintes reprises aux principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies.

La triste vérité, c'est que l'OTAN n'est ni une alliance défensive ni un rempart destiné à protéger un ordre mondial fondé sur des règles. À partir de 1992, elle est devenue une force expéditionnaire vouée à favoriser l'hégémonie des États-Unis. L'ambition hégémonique de Washington est effectivement d'une arrogance démesurée, comme si un pays qui compte 4 % de la population mondiale pouvait vraiment dicter sa loi aux 96 %

restants. La prétention des États-Unis à la primauté et leur recours à l'OTAN pour affirmer celle-ci sont non seulement contraires au bon sens et au droit international, mais font fi des limites de leur sagesse et de leur pouvoir.

Comme vous le constaterez, il existe de véritables solutions de rechange aux guerres sans fin. Nous pouvons et nous devons construire un monde plus sûr, fondé sur la Charte des Nations Unies, la paix et la diplomatie. Comme les auteurs l'affirment de façon convaincante, le temps est venu de lancer un mouvement citoyen mondial qui dira non à l'OTAN et non à la guerre.

Jeffrey D. Sachs
Professeur à l'Université Columbia
Président de Sustainable Development
Solutions Network

Avant-propos

Nous avons écrit ce livre à l'occasion du 75e anniversaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), fondée en 1949. Avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, l'OTAN semblait être une alliance à bout de souffle, voire caduque, dont les membres se chamaillaient, cherchant une raison de rester ensemble. Une vingtaine d'années après l'effondrement du communisme, elle allait à la dérive, désorientée. Il n'y avait guère de raisons de craindre la Russie, pays dont le PIB équivalait à celui de l'Espagne et dont les dépenses militaires étaient cinq fois moindres que celles des 28 États membres de l'Union européenne réunis. Pendant ce temps, l'armée des États-Unis, force militaire la plus puissante et la plus technologiquement avancée de la terre, pansait les blessures qu'elle avait subies en Afghanistan et en Irak.

Le président français Emmanuel Macron disait alors de l'Alliance atlantique qu'elle était en état de «mort cérébrale[1]», et son homologue états-unien Donald Trump la qualifiait d'«obsolète[2]». Sous la présidence de ce dernier, les alliés de Washington se demandaient si l'OTAN interviendrait dans l'éventualité où on les attaquerait. Un analyste européen avait même comparé le pouvoir dissuasif des forces états-uniennes sur le Vieux Continent au mur de Berlin avant sa chute: «Fort et puissant extérieurement, il peut s'effondrer du jour au lendemain[3].»

Or, quand les troupes russes ont franchi la frontière ukrainienne le 24 février 2022, l'OTAN a trouvé un nouveau souffle. Les divisions qui la minaient ont vite été dissimulées sous le tapis, et les États-Unis, qui avaient perdu beaucoup de crédibilité dans le sillage de leur catastrophique «guerre

contre le terrorisme», ont de nouveau pu mener la charge pour «sauver le monde libre».

Cependant, malgré cette résurrection temporaire, l'unité retrouvée ne pourra assurément pas durer. Sous la surface, l'OTAN est encore une relique de la guerre froide qu'il aurait fallu dissoudre au moment de l'effondrement de l'Union soviétique. Dans ce livre, nous remontons aux origines de l'OTAN. Nous nous penchons, entre autres, sur sa vocation première, telle que formulée dans son traité fondateur, et sur ses véritables fonctions, qui consistaient non seulement à endiguer l'expansion du bloc soviétique, mais aussi à réprimer les partis communistes et socialistes en Europe de l'Ouest, à écraser les mouvements de libération à l'étranger et à veiller à ce que les États-Unis conservent leur statut de puissance dominante sur le Vieux Continent.

Nous expliquons pourquoi, au lieu de crier victoire et de mettre la clé sous la porte au moment où l'Union soviétique s'est effondrée, l'OTAN a non seulement poursuivi ses activités, mais a entrepris de s'étendre jusqu'aux frontières de la Russie.

Nous dressons également le bilan de l'Alliance atlantique en matière d'offensives militaires, relatant ses interventions en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Afghanistan, en Irak et en Libye. Afin que celui-ci soit à jour, nous examinons son rôle dans l'actuelle guerre d'Ukraine, soulignant son appel provocateur à l'admission de ce pays dans ses rangs, son influence sur le «coup d'État» de 2014, ses opérations d'entraînement et d'armement des forces armées ukrainiennes en vue de les préparer à un conflit avec la Russie, et le torpillage de négociations qui auraient pu mettre un terme à la guerre dès le premier mois.

Dans le chapitre consacré aux «partenaires» de l'OTAN, nous montrons que celle-ci s'est dotée d'un réseau tentaculaire dont les ramifications s'étendent aux quatre coins du monde, de la Colombie à l'Australie, en passant par la Mongolie. Nous décrivons son processus décisionnel (alerte au divulgâcheur: les États-Unis mènent le bal) et révélons ce qui se cache derrière les récriminations états-uniennes selon lesquelles certains de ses membres ne paient pas leur «juste part».

Les chapitres sur le droit international et l'armement nucléaire révèlent que l'OTAN a maintes fois dérogé aux principes de la Charte des Nations Unies et que le déploiement d'armes atomiques états-uniennes dans cinq pays d'Europe contrevient au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1970 et au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires de 2021.

Nous soulignons les divisions qui ont miné l'Alliance au fil du temps, de la quête d'autonomie militaire de la France à l'opposition de la Turquie à l'adhésion de la Suède, en passant par les points de vue divergents de ses membres sur la guerre d'Israël contre Gaza.

Tournant le regard vers l'avenir, nous exposons les projets risqués de l'Alliance atlantique relativement à la Chine et à la Russie, et nous concluons l'ouvrage par une discussion fondamentale, soit l'exploration de solutions de rechange à l'OTAN et du potentiel d'émergence d'un mouvement voué à lui couper les ailes.

Soulignant le 75e anniversaire du Traité de l'Atlantique Nord, le sénateur James Risch, membre de la Commission sénatoriale des affaires extérieures des États-Unis, a rendu hommage à l'OTAN pour sa contribution au maintien de la sécurité et à la défense de la liberté, la qualifiant d'«Alliance politico-militaire la plus efficace de tous les temps[4]».

Le professeur Jeffrey Sachs, lui, affirme précisément le contraire et considère plutôt que l'OTAN est une «réelle menace pour la paix mondiale» et une «machine de guerre incontrôlable».

Qui dit vrai? Poursuivez votre lecture et forgez-vous votre propre opinion.

Chapitre 1

Quand et pourquoi a-t-on fondé l’OTAN?

Le 4 avril 1949, alors qu’une guerre froide se profile après la dévastation provoquée par la Seconde Guerre mondiale, les ministres des Affaires étrangères de 12 pays se réunissent à Washington pour signer le Traité de l’Atlantique Nord et constituer l’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord (OTAN), également désignée sous le nom d’Alliance atlantique. Les premiers États membres sont la Belgique, le Canada, le Danemark, la France, l’Islande, l’Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni et les États-Unis.

La nouvelle alliance dit poursuivre trois objectifs, soit endiguer l’expansionnisme soviétique, prévenir toute résurgence du militarisme nationaliste en Europe par l’entremise d’une forte présence militaire nord-américaine sur le Vieux Continent, et encourager l’intégration politique européenne. Autrement dit, comme le lance d’un ton badin son premier secrétaire général lord Ismay, il s’agit de «garder les Russes à l’extérieur, les Américains à l’intérieur et les Allemands sous tutelle[1]».

Également connu sous le nom de traité de Washington, l’accord ne compte que 1 100 mots pour 14 articles et un bref préambule, formulé comme suit:

> Les États parties au présent Traité, réaffirmant leur foi dans les buts et les principes de la Charte des Nations Unies et leur désir de vivre en paix avec tous les peuples et tous les gouvernements. Déterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit. Soucieux

de favoriser dans la région de l'Atlantique Nord le bien-être et la stabilité. Résolus à unir leurs efforts pour leur défense collective et pour la préservation de la paix et de la sécurité. Se sont mis d'accord sur le présent Traité de l'Atlantique Nord.

L'OTAN a été conçue pour durer vingt ans, précise l'article 13 du Traité: «Après que le Traité aura été en vigueur pendant vingt ans, toute partie pourra mettre fin au Traité en ce qui la concerne un an après avoir avisé de sa dénonciation le gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui informera les gouvernements des autres parties du dépôt de chaque instrument de dénonciation[2].» Jusqu'ici, bien que l'Alliance atlantique ait fait face à d'importantes divisions et à des menaces de retrait (la France s'est retirée de la structure de commandement militaire de l'OTAN en 1966, mais l'a réintégrée en 2009), aucun État membre n'a encore quitté ses rangs.

Les premiers articles du Traité font écho à la Charte des Nations Unies, les États membres s'engageant à régler les différends internationaux par des moyens pacifiques et à s'abstenir d'employer ou de menacer d'employer la force. Comme nous le verrons ultérieurement, l'OTAN a complètement cessé d'appliquer ces principes élémentaires après la fin de la guerre froide en devenant partenaire en second des États-Unis dans leurs ambitions militaires mondiales et leurs guerres illégales.

Dans d'autres articles du Traité, les États signataires s'engagent à se consulter les uns les autres en cas de menace à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique ou à la sécurité de l'un d'entre eux, à «éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales» et à encourager la collaboration économique.

Le Traité mentionne également la nécessité pour les membres de développer «leur capacité individuelle et collective de résistance à une attaque armée», et ce, en vue de se prêter mutuellement assistance.

Suivant cette reconnaissance de la Charte des Nations Unies, qui enjoint à ses signataires de régler pacifiquement leurs conflits et de ne pas recourir ou menacer de recourir à la force, le Traité entre dans le vif du sujet, à savoir la constitution d'une alliance militaire, et non d'un groupe de pays amis qui se tiennent la main pour réitérer leur engagement en faveur de la paix, engagement qu'ils ont déjà pris en signant ladite Charte.

L’article le plus controversé et le plus lourd de conséquences du Traité – l’article 5 – stipule ce qui suit:

> Les parties conviennent qu’une attaque armée contre l’une ou plusieurs d’entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d’elles, dans l’exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l’article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d’accord avec les autres parties, telle action qu’elle jugera nécessaire, y compris l’emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l’Atlantique Nord[3].

L’article 5 oblige les membres de l’OTAN à se prêter assistance par des moyens militaires, mais autorise chacun d’entre eux à décider du type d’action qu’il mettra en œuvre en riposte à une éventuelle attaque armée contre l’un de ses alliés. Au lieu de répliquer par la force, un membre pourrait simplement envoyer du matériel militaire ou imposer des sanctions économiques à l’agresseur, voire organiser une action non violente ou saisir la Cour internationale de justice (CIJ). Néanmoins, l’article 5 est généralement interprété comme une obligation d’assistance militaire.

Même si un allié de l’OTAN est attaqué et qu’on invoque l’article 5, les États membres sont tenus de respecter leurs propres lois. En effet, l’article 11 du Traité stipule que «ses dispositions seront appliquées par les parties conformément à leurs règles constitutionnelles respectives[4]».

Aux États-Unis, en vertu de la Constitution et des lois sur les pouvoirs de guerre, l’exécutif doit obtenir l’autorisation expresse du Congrès avant d’envoyer l’armée dans une zone de conflit ou d’utiliser la force d’une autre manière, car seul ce dernier dispose du pouvoir de déclarer la guerre ainsi que de financer et de superviser les forces armées. Dans les faits, toutefois, les présidents successifs ont eu recours à la force, en violation de la Constitution et de la Charte des Nations Unies, et le Congrès a systématiquement failli à ses obligations en n’exerçant pas son autorité pour les en empêcher.

L’article 5 n’a été invoqué qu’une seule fois dans l’histoire de l’OTAN, en réponse aux attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis.

On l’a cependant brandi à tort, soit pour justifier l’invasion de l’Afghanistan, qui n’avait pourtant attaqué ni les États-Unis ni quelque autre membre de l’Alliance atlantique. Sur les ondes de NPR, Benjamin Ferencz, ancien procureur au tribunal de Nuremberg, a commenté la situation en ces mots: «Il n’est jamais légitime de punir des gens qui ne sont pas responsables des torts que d’autres ont causés.» (Voir la section sur l’OTAN en Afghanistan dans le chapitre 3.)

A-t-on vraiment créé l’OTAN pour sauvegarder les «valeurs partagées que sont la démocratie, les libertés fondamentales et les droits de l’homme[5]»?

C’est bien ce qu’affirme son traité fondateur, mais, malgré cette profession de foi démocratique, c’est l’opposition au communisme et au socialisme qui a constitué le véritable ciment du ralliement des membres de l’OTAN. Il ne s’agissait pas uniquement de faire obstacle à l’Union soviétique et aux structures militaires qu’elle avait mises en place en Europe orientale, mais aussi de réprimer les mouvements communistes actifs en Europe occidentale et de contrer les luttes révolutionnaires et anticoloniales engagées ailleurs dans le monde.

Les fondateurs de l’OTAN affirmeraient qu’ils ne faisaient que réagir à l’expansionnisme soviétique et à une guerre froide déjà en cours. Or, la mise sur pied de l’Alliance et le refus d’admettre l’Union soviétique dans ses rangs ont plutôt intensifié et institutionnalisé la guerre froide. Le pendant soviétique de l’OTAN – le pacte de Varsovie – n’a été fondé que six ans plus tard, en réponse au Traité de l’Atlantique Nord.

Parmi les véritables objectifs de l’OTAN figurait celui d’entraver l’essor du communisme dans une Europe occidentale elle-même dévastée par la guerre. Pendant la Seconde Guerre mondiale, en de nombreux pays de la région, les communistes et les socialistes avaient été des acteurs de premier plan de la résistance à l’occupation allemande et italienne. Une fois le conflit terminé, les partis de gauche, qui étaient donc très populaires,

s’attendaient naturellement à jouer un rôle important dans les gouvernements. Alliés à de puissants syndicats, notamment en Italie et en France, ils ont d’ailleurs remporté plusieurs élections nationales, régionales et municipales.

Les États-Unis ont alors entrepris de financer, d’armer et d’entraîner des forces réactionnaires qui mèneraient une longue guerre occulte contre les vigoureux mouvements socialistes et communistes européens. De telles initiatives seraient institutionnalisées sous l’égide de l’OTAN, qui deviendrait ainsi un rempart contre le communisme en Europe et ailleurs dans le monde[6]. Au lieu de promouvoir les «valeurs partagées» de la «démocratie», l’Alliance atlantique contribuerait ainsi à l’anéantissement de mouvements populaires et à la restriction des options démocratiques.

Premiers nouveaux membres à se joindre à l’OTAN en 1952, la Grèce et la Turquie ont vidé de son sens le principe fondateur qui consistait à «favoriser dans la région de l’Atlantique Nord le bien-être et la stabilité», car la Turquie se trouve à plus de 3 000 kilomètres de l’océan Atlantique, dont la Grèce n’est guère plus proche. Mais aussi parce qu’aucun de ces deux pays n’était une démocratie.

La Grèce a été admise après que son impitoyable gouvernement, soutenu par l’Occident, eut exécuté ou emprisonné les derniers de ses partisans qui l’avaient libérée du joug nazi. De 1967 à 1974, bien qu’elle fût gouvernée par une cruelle junte militaire, elle est restée membre de l’Alliance.

L’adhésion de la Turquie a donné à l’OTAN le contrôle militaire du Bosphore, unique voie navigable entre la mer Méditerranée et la mer Noire et goulet d’étranglement pour les ports soviétiques d’Odessa et de Sébastopol, et a étendu l’encerclement occidental de l’Union soviétique, dont la Turquie ne pourrait plus, dès lors, devenir l’alliée.

Moins de dix ans après leur entrée dans l’Alliance, la Turquie et la Grèce ont vu leurs gouvernements renversés par des coups d’État. La première aura connu des coups d’État en 1960, en 1971 et en 1980 sans que son adhésion à l’OTAN soit remise en cause.

La valeur stratégique de ces deux pays l’emportait manifestement sur l’importance des «principes de la démocratie» qu’affirme le Traité de

l’Atlantique Nord.

Comment l’OTAN s’est-elle positionnée face aux mouvements de décolonisation?

Le tiers des membres fondateurs de l’Alliance, soit le Royaume-Uni, la France, la Belgique et le Portugal, possédaient de vastes empires en Afrique et menaient de violentes campagnes en vue de conserver leurs colonies. La version originale du Traité précisait même que les obligations de l’OTAN s’appliquaient à d’éventuelles attaques contre «les départements de l’Algérie française[7]», ce qui revenait à reconnaître que l’Algérie était partie intégrante de la France. L’OTAN a d’ailleurs soutenu Paris pendant la guerre d’indépendance de l’Algérie, une des guerres de décolonisation les plus longues et les plus sanglantes, laquelle a fait rage de 1954 à 1962.

Au moment de devenir membre fondateur de l’OTAN, le Portugal était encore dirigé par le dictateur António Salazar. Son admission découlait principalement du fait que les États-Unis souhaitaient établir une base militaire dans les Açores, archipel stratégiquement situé dans l’Atlantique Nord. L’Alliance et ses membres ont armé et équipé le régime portugais, l’aidant à mener pendant vingt-cinq ans une guerre coloniale dans ses colonies africaines de Guinée-Bissau du Cap-Vert, d’Angola et du Mozambique.

Les luttes de libération en Afrique ont fait l’objet de nombreuses discussions au Conseil de l’Atlantique Nord (principal organe de décision politique de l’OTAN) dans les années 1950 et 1960, et leur répression était un élément constitutif de la stratégie politique, diplomatique et militaire contre-révolutionnaire de l’Alliance.

Lors de la conférence afro-asiatique de Bandung, en 1955, le premier ministre indien Jawaharlal Nehru a qualifié l’OTAN de «plus puissant protecteur du colonialisme» et affirmé que le Maroc, l’Algérie et la Tunisie «seraient probablement indépendants en l’absence de l’OTAN[8]».

En 1965, le révolutionnaire guinéen Amílcar Cabral a révélé que des armes en provenance de pays membres de l'Alliance atlantique (dont les États-Unis, l'Allemagne, la France et l'Italie) étaient utilisées contre les mouvements de décolonisation un peu partout en Afrique[9].

En quoi l'OTAN servait-elle les intérêts des États-Unis?

Du point de vue de Washington, toute guerre entre les États-Unis et l'Union soviétique aurait placé les populations d'Europe sur la ligne de front, à la fois comme combattantes et comme victimes potentielles d'une hécatombe. C'est la raison pour laquelle l'un des objectifs de l'OTAN consistait à veiller à ce que les Européens jouent le rôle que les États-Unis leur avaient assigné dans leurs plans de guerre.

Washington a utilisé l'Alliance atlantique comme tremplin pour imposer son leadership aux pays occidentaux. L'Europe s'est ainsi vue inexorablement liée aux intérêts militaires, géopolitiques et économiques des États-Unis, dont elle dépendait pour se protéger de l'Union soviétique. L'OTAN a aussi empêché la France, l'Allemagne et leurs partenaires de ce qui deviendrait l'Union européenne de faire de l'Europe un contrepoids véritablement indépendant à la puissance des États-Unis dans le monde occidental.

Au milieu des années 1960, une analyse du département d'État concluait que l'Alliance était «essentielle pour les États-Unis en tant qu'instrument bien établi et facile d'accès leur permettant d'exercer leur influence politique en Europe[10]».

L'OTAN remplissait aussi une fonction économique. Dans un document où elle présentait son «concept stratégique», elle soulignait la nécessité pour ses membres de «réaliser l'intégration de leurs moyens sur les plans politique, économique et psychologique aussi bien que sur le plan strictement militaire[11]». Les pays de l'OTAN se devaient donc de défendre une vision anticommuniste du monde et de favoriser une économie capitaliste et libre-échangiste.

Tout État qui souhaite adhérer à l'Alliance atlantique se doit de privatiser son économie. En 1997, lors d'une réunion en Pologne, le sénateur états-unien Joe Biden a commenté l'intérêt de ce pays à se joindre à l'OTAN en indiquant que tous les membres de cette dernière étaient dotés d'une économie de marché où le secteur privé jouait le rôle principal. Par conséquent, a-t-il poursuivi, il fallait que Varsovie privatise ses grandes sociétés d'État: «Pour se hisser à l'avant-garde des économies occidentales du XXIe siècle, la Pologne devra privatiser ses banques, son secteur de l'énergie, sa compagnie aérienne, son industrie du cuivre et son monopole des télécommunications[12].»

L'OTAN a contribué à l'essor de la puissance économique des États-Unis dans le monde. De la privatisation à l'hégémonie du dollar, en passant par le commerce international, sans parler du torpillage d'accords économiques bilatéraux entre des membres de l'Alliance et l'Union soviétique, les gouvernements états-uniens successifs ont utilisé la prédominance militaire de leur pays comme levier pour s'assurer de la coopération de l'Europe dans des dossiers économiques d'importance vitale pour Washington.

Si les dirigeants politiques des États-Unis se plaignent depuis des lustres de l'insuffisance des contributions financières de certains membres, leurs hauts gradés militaires, eux, sont conscients des avantages économiques que l'OTAN procure à leur pays. Dans une note rédigée en 1994 alors que les États-Unis commençaient à intervenir en ex-Yougoslavie, le secrétaire adjoint délégué à la Défense David Ochmanek écrivait que ces derniers devaient se mêler du «désordre sécuritaire de l'Europe» s'ils voulaient «une place à table quand les Européens prennent des décisions en matière de politique commerciale et financière[13]».

Directeur de la National Security Agency de 1985 à 1988, le général William Odom soutenait que «seule une OTAN forte où les États-Unis jouent un rôle de premier plan peut empêcher l'Europe occidentale de sombrer dans l'esprit de clocher nationaliste et de régresser en matière de coopération économique et politique[14]».

Cette logique s'est maintenue au fil des ans. En 1992, un document du Pentagone sur la planification militaire de l'après-guerre froide, lequel avait

fait l’objet d’une fuite, soutenait que la puissance militaire états-unienne était essentielle à la stabilité en Europe et que les États-Unis se devaient par conséquent de «décourager les pays industrialisés de contester notre leadership et même d’aspirer à jouer un rôle international ou régional plus important[15]».

On y affirmait ensuite que les alliances nouées par Washington pendant la guerre froide, dont l’OTAN, garantissaient l’existence d’une «zone de paix prospère, essentiellement démocratique et favorable au marché qui englobe plus des deux tiers de l’économie mondiale». Le maintien de ces alliances constituait la priorité «la plus vitale» de la politique extérieure des États-Unis.

Parmi les intérêts économiques des États-Unis figure aussi leur industrie de l’armement. Dans un essai intitulé *The Spoils of War,* portant sur l’élargissement de l’Alliance atlantique, le journaliste Andrew Cockburn rend compte de l’influence déterminante exercée par les marchands d’armes états-uniens qui souhaitaient vendre leurs produits aux États de l’ancien bloc de l’Est. Un lobby des États-Unis, le Comité pour l’expansion de l’OTAN, était d’ailleurs dirigé par un vice-président de la firme Lockheed Martin. Malgré leurs graves difficultés à répondre aux besoins de base de leur population, des pays comme la Roumanie ont compris qu’ils ne pourraient devenir membres de l’OTAN que s’ils achetaient de grandes quantités d’armes états-uniennes[16].

En quoi consistait le pacte de Varsovie?

Une fois la Seconde Guerre mondiale terminée, après que la Russie eut été envahie depuis son flanc ouest pour la troisième fois depuis 1800 et que 27 millions de ses citoyens eurent péri, l’Union soviétique a voulu s’assurer qu’une zone tampon, constituée de régimes communistes amis, la sépare de l’Allemagne.

En 1946, Winston Churchill a forgé le terme «rideau de fer» pour décrire la division de l’Europe d’après-guerre en deux camps ennemis et la

fondation de l’OTAN. La création du pacte de Varsovie ferait de cette image une réalité alors qu’une succession de frontières militarisées s’étendrait du nord au sud de l’Europe.

Le pacte de Varsovie s’est constitué en 1955, cinq jours après que l’OTAN eut admis l’Allemagne de l’Ouest dans ses rangs, et neuf jours après la cessation officielle de l’occupation militaire de ce pays par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France[17].

En réalité, le Royaume-Uni ne fermerait sa dernière base allemande qu’en 2020, la France en possède toujours une de nos jours, et les États-Unis comptent encore 48 000 soldats et 45 bases militaires en Allemagne. La situation des États-Unis peut être qualifiée de gagnant-gagnant: sans jamais vraiment avoir mis fin à leur occupation militaire, ils ont su faire de l’Allemagne de l’Ouest (puis de l’Allemagne réunifiée) un allié de premier plan et un client pour leur industrie de l’armement.

Les membres fondateurs du pacte de Varsovie étaient l’Union soviétique, l’Allemagne de l’Est, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et l’Albanie (cette dernière se retirerait du pacte en 1968 pour dénoncer l’invasion soviétique de la Tchécoslovaquie).

Fait peu connu, un an avant la formation du pacte de Varsovie, l’Union soviétique, qui craignait un réveil du militarisme en Allemagne de l’Ouest, a fait une demande d’adhésion à l’OTAN. Cette proposition, qui aurait pu changer radicalement le cours de l’histoire en plaçant l’URSS sous la protection du parapluie sécuritaire européen, a été rejetée par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Le désir soviétique de participer à la sécurité collective de l’Europe est clairement énoncé dans le préambule du pacte de Varsovie, qui affirme l’«aspiration [de ses membres] à créer un système de sécurité collective en Europe fondé sur la participation de tous les États européens, indépendamment de leur régime social et politique».

Le Pacte déclare ensuite qu’une Allemagne de l’Ouest remilitarisée et l’intégration de celle-ci à l’Alliance atlantique accentuent le risque d’une nouvelle guerre et constituent une menace pour la sécurité nationale des États européens[18].

À titre de membre du pacte de Varsovie, l’Allemagne de l’Est a été autorisée à se réarmer, en réplique au réarmement de l’Allemagne de l’Ouest. Ainsi fut instituée son Armée populaire nationale. L’Europe s’est trouvée plongée dans une impasse marquée par la peur, impasse symbolisée par l’érection du mur de Berlin en 1961 et assombrie par le danger d’anéantissement que faisaient peser les arsenaux nucléaires états-unien et soviétique.

Tout comme les États-Unis étaient le membre dominant de l’OTAN, l’Union soviétique pilotait le pacte de Varsovie. Elle aussi a eu recours à la force, entre autres pour juguler les élans d’indépendance de la Hongrie (quand le gouvernement d’Imre Nagy a voulu se retirer du pacte de Varsovie en 1956) et de la Tchécoslovaquie (en 1968).

Malgré une rhétorique de la guerre froide qui condamnait l’intervention soviétique en Hongrie et en Tchécoslovaquie, tant le président Dwight D. Eisenhower, en 1956, que son successeur Lyndon B. Johnson, en 1968, ont résisté aux appels à intervenir militairement. Conscients du risque de déclenchement d’une nouvelle guerre mondiale, les États-Unis avaient choisi d’accepter que l’Union soviétique use de la force dans sa sphère d’influence d’Europe orientale.

Dans les années 1960 et 1970, les deux superpuissances se sont livré bataille par procuration. Le monde s’est retrouvé à deux doigts de la guerre nucléaire lors de la crise des missiles de Cuba, en 1962. Elles se sont cependant gardées de déclencher une guerre ouverte entre elles, bien qu’elles se soient dotées d’arsenaux nucléaires qui, aujourd’hui encore, menacent l’existence même de l’humanité.

À la fin des années 1980, les mouvements anticommunistes et antisoviétiques d’Europe orientale avaient acquis une telle vigueur que le pacte de Varsovie a commencé à s’étioler. En 1988, Mikhaïl Gorbatchev, alors président du Soviet suprême de l’Union soviétique, a répudié la doctrine Brejnev, en vertu de laquelle toute menace au régime socialiste d’un État du bloc soviétique était considérée comme une menace pour l’ensemble des membres du Pacte et justifiait par conséquent une intervention.

C’est ce qui a permis aux pays d’Europe centrale et orientale de transformer leurs systèmes politiques et économiques, inaugurant des changements radicaux dans toute la région. Gorbatchev a proposé l’idée d’une «maison commune européenne», et on espérait que la guerre froide et le système bipolaire d’alliances qu’elle avait engendré seraient bientôt chose du passé.

En 1990, l’Allemagne de l’Est s’est retirée du pacte de Varsovie en vue de préparer sa réunification avec l’Allemagne de l’Ouest. La Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne et la Bulgarie lui ont emboîté le pas. Le Pacte a été officiellement dissous le 1er juillet 1991, soit quelques mois avant la dislocation de l’Union soviétique, en décembre de la même année.

De nombreux observateurs s’attendaient à ce que la fin du pacte de Varsovie sonne le glas de l’OTAN, la dissolution de l’Union soviétique et du bloc de l’Est ayant rendu celle-ci caduque. Mais ils se trompaient. Au lieu de prendre acte de la nouvelle réalité, de crier victoire et de démanteler sa machine de guerre, l’Alliance atlantique a fait précisément le contraire. Elle s’est saisie des dividendes du pouvoir tout en rejetant les dividendes de la paix que les populations de ses États membres souhaitaient pourtant récolter – et méritaient amplement.

Chapitre 2

L’élargissement de l’OTAN

Au lieu de se démanteler, l’OTAN est passée de 12 à 32 membres en dix vagues d’élargissement. Elle dit appliquer une politique de «porte ouverte» en vertu de laquelle tout pays d’Europe peut déposer une demande d’adhésion. Selon l’article 10 de son texte fondateur, en effet, elle peut inviter «tout autre État européen susceptible de favoriser le développement des principes du présent Traité et de contribuer à la sécurité de la région de l’Atlantique Nord[1]».

Quels sont les critères d’adhésion?

Bien qu’ils n’aient aucune liste de contrôle à remplir, les États candidats à l’adhésion sont tenus de répondre, en théorie, à certains critères: «Il leur est demandé d’avoir un système politique démocratique fonctionnant bien et reposant sur une économie de marché; de traiter les communautés minoritaires de manière équitable; de s’engager à régler les conflits de manière pacifique; d’être capables et désireux d’apporter une contribution militaire aux opérations de l’OTAN; et d’être attachés au caractère démocratique des relations entre civils et militaires et des institutions[2].» Leurs forces armées sont censées être encadrées par les autorités civiles et doivent viser l’interopérabilité avec les partenaires de l’OTAN.

Les étapes d’une adhésion sont les suivantes:

Étape 1. Pourparlers d’adhésion avec des représentants de l’OTAN à Bruxelles. L’objectif consiste à établir si l’État candidat répond aux critères d’adhésion. Depuis 1999, les membres potentiels sont invités à souscrire à un plan d’action pour l’adhésion destiné à les aider à mettre en œuvre les réformes politiques, économiques, militaires, financières, sécuritaires et juridiques jugées nécessaires.

Étape 2. Envoi d’une lettre d’intention au secrétaire général de l’OTAN dans laquelle l’État invité confirme son acceptation des obligations liées au statut de membre et propose un calendrier de réformes.

Étape 3. Signature des protocoles d’accession par les membres.

Étape 4. Ratification des protocoles d’accession par les membres, conformément à leurs procédures respectives. Aux États-Unis, par exemple, cette étape requiert l’approbation d’une majorité des deux tiers du Sénat.

Étape 5. Invitation du nouvel État membre potentiel à faire partie du Traité de l’Atlantique Nord par le secrétaire général.

Étape 6. Accession de l’État invité au Traité, conformément à sa procédure propre.

Étape 7. Une fois les instruments d’accession présentés au département d’État des États-Unis, adhésion officielle du pays invité à l’OTAN.

Il s’agit là d’un long processus, généralement étalé sur de nombreuses années, en particulier si l’État candidat doit engager des réformes économiques et juridiques.

La décision d’accepter un nouveau membre requiert l’unanimité des membres actuels. Cette exigence a parfois constitué une pierre

d’achoppement, certains États ayant affiché des désaccords. Par exemple, la Grèce a longtemps refusé l’adhésion de la Macédoine à l’OTAN; elle n’y a consenti qu’en 2018, quand ce pays a officiellement changé de nom pour celui de Macédoine du Nord. Plus récemment, la Hongrie a bloqué l’admission de la Suède pendant dix-huit mois, avant de céder en février 2024.

Au fil des ans, le processus de ratification a aussi provoqué des débats au Sénat des États-Unis. L’opposition à l’élargissement de l’OTAN était le fait tant de républicains conservateurs que de démocrates progressistes, les craintes allant de l’augmentation des coûts au risque d’envenimer les relations avec la Russie par l’admission d’anciens pays du bloc de l’Est, en passant par la prolongation excessive d’engagements militaires états-uniens à l’étranger. Cependant, dans tous les cas, les tenants de l’élargissement ont fini par l’emporter.

À quels moments et à quels pays l’OTAN s’est-elle élargie?

En 1955, l’Allemagne de l’Ouest a été admise dans l’OTAN, ce qui a accentué la fracture avec l’Union soviétique. L’élargissement suivant n’aurait lieu que près de trente ans plus tard, en 1982, quand l’Espagne nouvellement démocratique se joindrait à l’Alliance après la chute du régime franquiste.

En 1990, les deux Allemagne se sont réunifiées, et le nouvel État a été intégré à l’OTAN. C’est cependant dans la foulée de l’effondrement de l’Union soviétique que plusieurs anciens pays du bloc de l’Est ont envisagé d’adhérer à l’Alliance atlantique, par crainte d’une éventuelle agression russe. Les interventions militaires de Moscou, dont la première guerre de Tchétchénie, font partie des facteurs qui ont poussé des pays d’Europe centrale et orientale à vouloir s’abriter sous le parapluie de l’OTAN.

Les États-Unis, eux, considéraient l’élargissement comme un moyen de tirer avantage de la faiblesse de la Russie et de s’assurer qu’aucun dispositif

indépendant de sécurité européenne ne vienne menacer leur hégémonie.

Malgré les protestations de la Russie et les débats internes dans les pays membres, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque sont entrées dans l'OTAN en 1999. La majorité des Polonais et des Hongrois étaient favorables à l'adhésion, mais l'idée rencontrait une forte opposition chez les Tchèques, les sondages faisant état d'un soutien oscillant entre 50 % et 60 % seulement[3]; aussi, la perception selon laquelle leur pays faisait face à une menace extérieure n'était partagée que par une minorité d'entre eux, et ceux qui l'entretenaient ne s'entendaient pas sur sa nature.

L'expansion de l'Alliance atlantique s'est concrétisée malgré des promesses faites aux Russes que celle-ci ne se rapprocherait pas de leurs frontières. Ces promesses n'avaient pas été inscrites dans un traité officiel, mais, selon des documents états-uniens, soviétiques, allemands, britanniques et français déclassifiés et conservés aux archives de la sécurité nationale, sises à l'université George Washington, les dirigeants occidentaux les avaient maintes fois répétées au président Mikhaïl Gorbatchev et à d'autres responsables soviétiques pendant le processus de réunification allemande, en 1990 et 1991[4].

Prononcée lors d'une rencontre avec Gorbatchev le 9 février 1990, la célèbre déclaration du secrétaire d'État des États-Unis James Baker, selon laquelle l'OTAN ne s'étendrait «pas d'un pouce vers l'est[5]», n'est qu'une de ces promesses parmi d'autres qui ont toutes été rompues dans les années qui ont suivi.

Selon un rapport du département d'État produit en 1990, l'OTAN et les États-Unis n'avaient pas intérêt à admettre des pays d'Europe orientale dans l'Alliance, car la constitution par Washington d'une coalition aux marches de l'URSS «serait perçue très négativement par les Soviétiques[6]».

Au sein du gouvernement états-unien, les débats visant à déterminer si l'élargissement de l'OTAN était possible ou souhaitable ont commencé sous George Bush père. Au milieu de l'année 1992, on a conclu que l'expansion de l'Alliance atlantique était un choix judicieux qui renforcerait et étendrait l'hégémonie euro-américaine. Cette orientation serait maintenue sous la présidence de Bill Clinton.

En 1997, 50 éminents spécialistes de la politique étrangère ont pressé Clinton de ne pas étendre l'OTAN vers l'est. À leurs yeux, la concrétisation d'un tel projet serait une erreur politique «d'une ampleur historique» qui «déstabiliserait l'Europe[7]». Ils en soulignaient aussi le coût élevé et le caractère superflu, la Russie ne faisant peser aucune menace sur ses voisins occidentaux immédiats. Le président a ignoré leur conseil: on rapporte qu'il se préoccupait surtout des conséquences politiques d'un éventuel refus d'admettre la Pologne sur l'électorat d'origine polonaise du Midwest. Son administration a même fini par faire de l'élargissement de l'OTAN une partie intégrante de sa politique étrangère.

Dans ses mémoires, la secrétaire d'État de Clinton, Madeleine Albright, faucon parmi les faucons, écrit que le président russe Boris Eltsine et ses compatriotes étaient résolument opposés à l'élargissement, considérant celui-ci «comme une stratégie destinée à exploiter leur vulnérabilité et à repousser vers l'est la ligne divisant l'Europe, ce qui aurait pour conséquence de les isoler[8]». En 1998, lorsque l'OTAN a admis dans ses rangs les trois anciens membres du pacte de Varsovie mentionnés ci-dessus, elle s'est grandement rapprochée des frontières de la Russie.

Dans un texte d'opinion publié dans *The New York Times* en 1997, George Kennan, père de la politique d'endiguement de la guerre froide, a lancé un avertissement selon lequel «l'élargissement de l'OTAN serait l'erreur la plus fatale de la politique états-unienne de toute la période d'après-guerre froide». La Russie, poursuivait-il, «ne se laissera pas berner par les assurances des États-Unis voulant qu'ils n'aient pas d'intentions hostiles[9]».

Interviewé par le même journal l'année suivante, Kennan affirmait que l'expansion de l'OTAN inaugurait une nouvelle guerre froide: «Je pense que les Russes réagiront graduellement de façon très négative et que cela influera sur leurs politiques. Je pense que c'est une erreur tragique. Il n'y avait aucune raison d'agir ainsi. Nul ne menaçait personne[10].»

Parmi les mises en garde les plus prémonitoires figure celle de William J. Burns, haut fonctionnaire d'expérience au département d'État et futur directeur de la CIA sous la présidence de Joe Biden. En 1995, alors qu'il

était conseiller politique principal de l'ambassade des États-Unis à Moscou, il rapportait que «l'amorce d'élargissement de l'OTAN suscite de l'hostilité dans la quasi-totalité du spectre politique russe[11]».

Aux yeux de Burns, le choix de l'administration Clinton d'admettre la Pologne, la Hongrie et la République tchèque dans l'Alliance atlantique était au mieux prématuré, au pire inutilement provocateur. «Pendant que les Russes ruminent leur rancœur, écrivait-il, un amoncellement de théories du "coup de couteau dans le dos" menace de dégénérer en tempête, ce qui marquera les relations de la Russie avec l'Occident pour les décennies à venir[12].»

L'étape la plus fulgurante de l'expansion de l'OTAN a eu lieu en 2007, lorsque sept pays ont joint ses rangs, soit la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie. La Russie était particulièrement contrariée par l'adhésion des trois États baltes (l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie), ceux-ci étant d'anciennes républiques soviétiques et ayant abrité des bases militaires russes jusqu'en 1995. Ils avaient même fait partie de l'Empire russe à l'époque tsariste.

Cette vague d'élargissement a été suivie par l'admission de l'Albanie et de la Croatie en 2009, du Monténégro en 2017 et de la Macédoine du Nord en 2020.

En analysant avec le recul la politique provocatrice de l'OTAN à l'égard de Moscou à partir des années 1990, on comprend mieux pourquoi des membres haut placés de l'administration états-unienne ont lancé de sévères mises en garde selon lesquelles une poursuite de l'expansion de l'alliance militaire la plus lourdement armée de l'histoire jusqu'aux frontières de la Russie aboutirait à une confrontation.

Vladimir Poutine a lui-même clairement énoncé son opinion sur le sujet dans un discours prononcé à la Conférence de Munich sur la sécurité, en février 2007. L'OTAN, déplorait-il, «rapproche ses forces avancées de nos frontières», son élargissement «représentant une provocation sérieuse et abaissant le niveau de la confiance mutuelle. Nous sommes légitimement en droit de demander ouvertement contre qui cet élargissement est opéré. Que

sont devenues les assurances données par nos partenaires occidentaux après la dissolution du pacte de Varsovie[13]?»

Les défenseurs de l'élargissement tendent à présenter l'arrivée de nouveaux membres ou de nouveaux partenaires (voir le chapitre 5) comme le résultat d'un choix qu'un État devrait pouvoir faire. Si un pays veut faire partie de l'OTAN, pourquoi n'en aurait-il pas le droit? On peut comprendre pourquoi un pays souhaite se joindre à l'Alliance atlantique. Tant que celle-ci reste une organisation militaire exclusive dirigée par les États-Unis et d'autres grandes puissances, la protection hypothétique qu'elle offre aux petits États semble presque trop belle pour être vraie, d'autant plus qu'elle laisse beaucoup de flexibilité à ses membres en ce qui a trait à leurs obligations.

Toutefois, l'élargissement ne fait qu'aggraver la menace que représente l'Alliance atlantique pour tout pays qu'elle exclut et désigne comme ennemi. C'est le cas de la Russie, que l'OTAN a progressivement encerclée avec ses armes puissantes et ses forces armées. Qu'il le veuille ou non, un État d'Europe orientale qui adhère à l'OTAN exacerbe les craintes de Moscou, ce qui rapproche tout le continent (et le reste du monde) d'une guerre nucléaire qui mettrait fin à la civilisation.

Pourquoi la Finlande et la Suède ont-elles adhéré à l'OTAN?

Le triomphalisme de l'OTAN pourrait avoir atteint son paroxysme lors de l'adhésion de la Finlande, en 2023, et de la Suède, en 2024. C'est l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en 2022, qui a catalysé le désir de ces États de se joindre à l'Alliance.

La première ministre suédoise Magdalena Andersson a déclaré que «l'agression à grande échelle de la Russie contre un voisin souverain et démocratique a constitué un moment charnière pour la Suède, et mon gouvernement en est venu à la conclusion que c'est au sein de l'OTAN que la sécurité de la population suédoise serait le mieux protégée[14]».

La décision de la Suède d'adhérer à l'Alliance atlantique a marqué un tournant majeur dans une tradition de neutralité et de non-alignement militaire qui remonte à l'époque napoléonienne. Or, malgré sa neutralité apparente, ce pays avait participé aux missions de l'OTAN en Bosnie, au Kosovo et en Afghanistan. Huit chasseurs-bombardiers Gripen et deux avions d'appui suédois ont contribué au bombardement meurtrier et à l'invasion déguisée de la Libye en 2011.

Au fil des ans, la Suède a développé une puissante industrie de l'armement, laquelle est devenue une grande exportatrice. En 2022, la société Saab, qui fabrique les avions Gripen, occupait le 39e rang mondial des entreprises d'armement en matière de revenus[15]. Son pdg Micael Johansson a publiquement déclaré que l'adhésion au «cercle restreint» de l'OTAN permettrait à l'industrie de l'armement de son pays d'élargir ses marchés: «Nous entrevoyons déjà des contrats potentiels, et nous continuons à travailler sur les acquisitions communes envisagées par l'OTAN», a-t-il précisé[16].

Avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'opinion publique suédoise s'opposait à l'adhésion à l'OTAN. C'est en mars 2022, soit peu après le déclenchement de l'offensive russe, qu'un premier sondage a fait état d'une majorité d'appuis (51 %).

L'admission de la Suède a été retardée de vingt mois en raison de l'opposition de la Hongrie et de la Turquie. La première a cédé quand le gouvernement suédois lui a offert un surcroît d'armes, et la seconde a plié quand celui-ci a accepté de se montrer plus ferme envers le Parti des travailleurs du Kurdistan, qu'elle combat depuis des décennies.

À l'instar de la Suède, la Finlande possède une industrie de pointe dans le secteur de l'armement, laquelle est désormais en position de profiter de son intégration au lucratif marché des pays de l'OTAN, d'un meilleur accès de ses forces aux armes dernier cri des États-Unis et de leurs alliés, et de la possibilité de collaborer à des projets conjoints d'armement avec les firmes de grandes puissances de l'OTAN.

Or, cette adhésion à l'OTAN s'avère particulièrement tragique, car ce pays a ainsi tourné le dos à son rôle traditionnel de pacificateur respecté.

Sous la présidence d'Urho Kekkonen, la Finlande avait conduit des négociations, étalées sur deux ans, qui avaient mené aux accords d'Helsinki de 1975, étape importante d'une détente où 35 pays des deux côtés du rideau de fer s'étaient entendus sur dix principes que tous respecteraient dans leurs relations.

En 2008, l'ex-président Martti Ahtisaari s'était vu décerner le prix Nobel de la paix pour son travail de médiation en Namibie, en Irlande du Nord, au Kosovo et ailleurs dans le monde. En se joignant à l'OTAN, la Finlande a assurément renoncé à cette fonction conciliatrice.

L'appui de l'opinion publique finlandaise à une éventuelle adhésion à l'OTAN a longtemps oscillé entre 20 % et 30 %, mais il a vite grimpé à 60 % quand la Russie a envahi l'Ukraine, ce qui montre que les problèmes de sécurité de l'Europe peuvent entraîner un pays, même résolument neutre, dans la spirale de l'escalade militaire.

Mais les dirigeants de la Finlande ont toujours été plus favorables à l'OTAN que sa population. Partenaire de l'Alliance depuis 1997, ce pays a participé à l'occupation de l'Afghanistan par les États-Unis et l'OTAN, pendant laquelle deux soldats finlandais ont perdu la vie.

Selon une étude de l'Institut finlandais des affaires internationales, des militaires finlandais «ont régulièrement pris part à des combats lors d'une opération militaire menée par l'OTAN et sont ainsi devenus parties prenantes du conflit». La Finlande avait pour objectif déclaré de «stabiliser et soutenir l'Afghanistan en vue de renforcer la sécurité et la paix internationales». Dans les faits, toutefois, «son désir de maintenir et de consolider ses relations avec les États-Unis et d'autres partenaires internationaux en matière de sécurité ainsi que sa volonté d'intensifier sa collaboration avec l'OTAN» l'ont emporté sur celui-ci[17].

Avec ses quelque 1 300 kilomètres de frontière commune avec la Russie (la plus longue de tous les pays de l'OTAN), la Finlande sera tout aussi incapable qu'elle l'a été en Afghanistan d'influer sur le déroulement du conflit de l'OTAN avec Moscou, de plus en plus virulent.

Elle constatera que sa décision tragique l'a dangereusement placée, à l'instar de l'Ukraine, sur la ligne de front d'une guerre menée depuis

Moscou, Washington et Bruxelles – une guerre qu’elle ne pourra ni gagner, ni arrêter de son propre chef, ni empêcher de dégénérer en Troisième Guerre mondiale.

Chapitre 3

Les offensives militaires de l’OTAN

L’OTAN s’est toujours présentée comme une alliance défensive. Or, privée de vis-à-vis depuis la fin de la guerre froide et la dissolution du pacte de Varsovie, elle n’a pas su résister à la tentation de recourir à la force militaire offensive, en violation de la Charte des Nations Unies. C’est ce qui l’a amenée à prendre part aux aventures militaires des États-Unis, lesquelles ont semé le chaos et la désolation en Serbie, en Afghanistan, en Irak et en Libye.

Combiné à son élargissement en Europe et à son statut d’alliance militaire la plus lourdement armée de tous les temps, l’empressement de l’OTAN à agir comme partenaire en second des États-Unis dans leurs offensives militaires laisse planer une menace implicite de violence dévastatrice sur tout pays impliqué dans un conflit international avec Washington ou d’autres membres de l’Alliance atlantique. Or, l’alinéa 3 de l’article 2 de la Charte des Nations Unies stipule que «les membres de l’Organisation règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger[1]».

Quand une puissante organisation militaire comme l’OTAN contrevient à l’engagement solennel de ses membres à respecter la Charte des Nations Unies – engagement d’ailleurs réitéré dans son propre document fondateur –, comment un pays qu’un différend oppose à l’un de ses membres peut-il prendre le risque de croire aux assurances que ses objectifs sont purement défensifs, alors que ce discours s’est révélé faux à maintes reprises?

Au lieu d’essayer de régler les problèmes criants de sécurité internationale que soulèvent son expansion et ses guerres illégales, l’OTAN se complaît dans une chambre d’écho où résonnent son triomphalisme malavisé et ses évaluations unilatérales et malhonnêtes des menaces, ce qui la rend incapable de tirer des leçons de sa propre histoire.

Quel rôle l’OTAN a-t-elle joué en Bosnie-Herzégovine?

En 1992, alors que la Yougoslavie commence à se désintégrer sous la pression de mouvements nationalistes soutenus par l’Occident, l’OTAN déploie des navires et des avions pour faire appliquer les sanctions des Nations Unies contre le gouvernement de ce pays.

En 1994, face à l’aggravation des conflits, l’Alliance atlantique lance sa première opération de combat en quarante-cinq ans d’histoire pour faire respecter une «zone d’exclusion aérienne» au-dessus de la Bosnie. Des chasseurs états-uniens abattent quatre avions de guerre de la nouvelle République serbe de Bosnie. Jusqu’à l’automne 1995, l’OTAN mènera des centaines de frappes aériennes. Par la suite, en vertu des accords de Dayton, l’Alliance stationnera 60 000 soldats en Bosnie jusqu’en 2004.

En intervenant militairement dans la guerre civile qui déchirait la Bosnie, l’OTAN a franchi la ligne rouge qui l’avait jusqu’alors confinée dans un rôle purement défensif. Elle a recouru à la force contre un mouvement insurgé qui n’avait ni attaqué ni même menacé un de ses membres. Cette intervention, qui n’enchante guère l’opinion publique de nombreux États membres de l’Alliance, a sapé les efforts déployés par la France et le Royaume-Uni pour en arriver à une solution négociée.

Dans les décennies qui suivront, la Bosnie-Herzégovine restera une zone dysfonctionnelle pour l’OTAN, qui assumera avec enthousiasme son nouveau rôle de partenaire en second des États-Unis dans leur recours de plus en plus belliqueux à la force militaire ailleurs dans le monde.

Pourquoi l’OTAN est-elle intervenue en Serbie et au Kosovo?

Tout au long des années 1990, le démembrement de la Yougoslavie se poursuit, si bien que l’État qui se désigne sous le nom de «République fédérale de Yougoslavie» n’a plus pour composantes que la Serbie et le Monténégro en 1999. Cette année-là, le président des États-Unis Bill Clinton et ses homologues de l’Alliance atlantique déclenchent une campagne illégale qui se concrétisera par le largage de 23 000 bombes sur la Serbie, suivi d’une invasion et d’une occupation du Kosovo par les forces de l’OTAN[2].

Les gouvernements des États-Unis et des autres pays de l’OTAN présentent la guerre au public occidental comme une «intervention humanitaire» visant à protéger la majorité albanaise du Kosovo contre un nettoyage ethnique orchestré par le président yougoslave Slobodan Milošević. Or, ce récit ne cessera de s’effriter par la suite; au moment où nous écrivons ces lignes, dix dirigeants du principal groupe allié kosovar de l’OTAN, la Ushtria Çlirimtare e Kosovës (Armée de libération du Kosovo, UÇK) soutenue par la CIA, croupissent en cellule à La Haye pendant leur procès pour les crimes sordides qu’ils auraient commis sous couvert de la campagne de bombardement de l’Alliance atlantique.

Parmi ces prévenus figure l’ancien chef politique de l’UÇK, Hashim Thaçi, qui s’est élevé au rang de premier ministre puis de président du Kosovo après la guerre. Les crimes contre l’humanité dont on l’accuse incluent l’administration d’un programme en vertu duquel l’UÇK envoyait des prisonniers de guerre en Albanie, où on les assassinait avant de retirer leurs organes pour les vendre sur le marché mondial de la transplantation.

Ces allégations ont d’abord fait l’objet d’une enquête de Carla Del Ponte, procureure générale du Tribunal pénal international pour l’ex-Yougoslavie de 1999 à 2007, mais la non-coopération des Nations Unies et des forces

d’occupation de l’OTAN l’ont empêchée de faire toute la lumière sur l’affaire avant la fin de son mandat[3].

Par la suite, le Conseil de l’Europe a mandaté le juriste et député suisse Dick Marty de poursuivre l’enquête, qui s’est soldée par le dépôt d’accusations devant un tribunal spécial de La Haye[4]. Jack Smith était procureur en chef de ce procès avant d’être rappelé à Washington par le département de la Justice des États-Unis, qui l’a nommé procureur spécial chargé de superviser deux procès fédéraux intentés contre l’ex-président Donald Trump.

À partir de 1996, la CIA et son pendant allemand le Bundesnachrichtendienst (Service fédéral de renseignement) ont secrètement collaboré avec l’UÇK pour semer et alimenter la violence et le chaos au Kosovo. La CIA y écartait des dirigeants nationalistes modérés au profit de truands et de trafiquants d’héroïne comme Thaçi et ses sbires, qu’elle recrutait comme terroristes membres d’escadrons de la mort chargés d’assassiner des policiers de la République fédérale de Yougoslavie et quiconque s’opposait à eux, fût-il Serbe ou Albanais. Comme elle l’avait fait dans d’innombrables pays depuis les années 1950, l’agence de renseignement états-unienne a déclenché une guerre civile dont les élus et les médias occidentaux ont scrupuleusement attribué la responsabilité aux autorités yougoslaves.

En février 1998, l’envoyé spécial des États-Unis Robert Gelbard qualifiait lui-même l’UÇK de «groupe terroriste». Un mois plus tard, le Conseil de sécurité des Nations Unies condamnait les «actes de terrorisme» commis par l’UÇK et «tout appui extérieur aux activités terroristes au Kosovo, notamment sous la forme de ressources financières, d’armes et de formation[5]». Une fois la guerre terminée et le Kosovo occupé par les États-Unis et l’OTAN, des sources de la CIA salueraient ouvertement le rôle de l’agence dans la fabrication de la guerre civile qui avait préparé le terrain à l’intervention de l’Alliance atlantique[6].

En septembre 1998, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 1199, qui appelait à un cessez-le-feu, à l’envoi d’une mission internationale d’observation, au retour des réfugiés et à un règlement

politique du conflit[7]. Un nouvel envoyé des États-Unis, Richard Holbrooke, a persuadé le président Milošević d'accepter un cessez-le-feu unilatéral et la présence d'une mission d'observation de 2 000 personnes, mandatées par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Holbrooke a ensuite convaincu le président de l'OSCE et ministre polonais des Affaires étrangères, Bronisław Geremek, de nommer William Walker, qui avait été l'ambassadeur des États-Unis au Salvador pendant la guerre civile, à la tête de la mission d'observation au Kosovo[8]. Washington a aussitôt embauché 150 mercenaires de la société DynCorp pour constituer le noyau de l'équipe de Walker, dont les 1 380 membres utiliseraient des appareils GPS pour cartographier les infrastructures militaires et civiles yougoslaves en vue d'une campagne de bombardement par l'OTAN, qui était déjà en phase de planification.

Gabriel Keller, ex-ambassadeur de France en Yougoslavie et adjoint de Walker, a accusé ce dernier de saboter la mission d'observation. Des sources de la CIA admettraient par la suite que l'agence de renseignement états-unienne utilisait la mission comme couverture pour se coordonner avec l'UÇK et espionner la République fédérale de Yougoslavie.

Une fusillade survenue en janvier 1999 dans le village de Račak, que l'UÇK avait fortifié pour y établir une base où tendre des embuscades aux patrouilles policières et constituer des escadrons de la mort en vue d'assassiner des «collaborateurs» locaux, a été le tournant crucial qui a préparé le terrain politique aux bombardements et à l'invasion par l'OTAN. La police yougoslave a pris la base d'assaut, tuant 43 hommes, une femme et un adolescent.

La police a ensuite quitté les lieux, et l'UÇK a maquillé la scène afin de faire passer la fusillade pour un massacre de civils. Arrivés sur les lieux le lendemain, Walker et une équipe de la mission d'observation ont donné crédit au récit forgé par l'UÇK et l'ont relayé dans la presse internationale, ce qui en a fait un élément déterminant du prétexte brandi par l'OTAN pour bombarder et occuper le Kosovo.

Les autopsies pratiquées par une équipe internationale de médecins légistes ont révélé la présence de traces de poudre à canon sur les mains de presque tous les cadavres, ce qui témoignait du fait que les victimes avaient tiré des coups de feu[9]. La majorité d'entre elles avaient subi des tirs multiples, typiques d'une fusillade, et non des tirs précis comme lors d'une exécution sommaire, et une seule avait été abattue à bout portant. Les résultats complets des autopsies ne seraient toutefois rendus publics que beaucoup plus tard, et la médecin légiste en chef finlandaise accuserait Walker d'avoir fait pression sur elle pour qu'elle les modifie[10].

Dépêchés sur les lieux, deux journalistes français d'expérience et une équipe de prise de vue de l'Associated Press ont contesté le récit des événements de Račak livré par Walker. Christophe Chatelot, du journal *Le Monde*, a intitulé son article «Kosovo: les morts de Račak ont-ils vraiment été massacrés froidement[11]?» Le correspondant du *Figaro* en Yougoslavie a quant à lui posé une autre question fondamentale: «L'UÇK a-t-elle voulu transformer une défaite militaire en victoire politique[12]?»

L'OTAN a immédiatement menacé de bombarder la Yougoslavie, et la France a accepté d'être l'hôte de négociations de haut niveau. Cependant, au lieu d'inviter les dirigeants nationalistes modérés du Kosovo à Rambouillet, la secrétaire d'État Madeleine Albright a fait venir une délégation menée par le commandant Thaçi, de l'UÇK, que les autorités yougoslaves ne connaissaient alors que comme bandit et terroriste.

Albright a présenté aux deux camps une ébauche d'accord à deux volets, l'un civil et l'autre militaire. Le volet civil accordait au Kosovo une autonomie sans précédent vis-à-vis de la République fédérale de Yougoslavie, ce à quoi la délégation yougoslave s'est dite prête à obtempérer. Le volet militaire, lui, contraignait cependant la Yougoslavie à avaliser une occupation militaire qui ne serait pas limitée au Kosovo, car aucune limite géographique n'était précisée, ce qui revenait à placer l'ensemble du territoire sous la botte de l'OTAN[13].

Jugeant cette condition équivalente à une reddition inconditionnelle, Milošević l'a refusée. Les États-Unis et l'OTAN ont réagi en affirmant qu'il refusait la paix et que la guerre était leur dernier recours. Ils ne sont

toutefois pas retournés devant le Conseil de sécurité des Nations Unies pour tenter de faire légitimer leur plan, car ils savaient très bien que la Russie, la Chine et d'autres pays le rejetteraient. Quand le secrétaire d'État aux Affaires étrangères du Royaume-Uni a informé son homologue états-unienne du fait que le projet de l'OTAN d'attaquer la Yougoslavie sans autorisation du Conseil de sécurité causait à son gouvernement «des problèmes avec ses avocats», celle-ci lui a répondu d'«embaucher de nouveaux avocats[14]».

En mars 1999, les équipes de la mission d'observation au Kosovo ont été rapatriées et les bombardements ont commencé. «La situation sur le terrain, à la veille des bombardements, ne justifiait pas une intervention militaire», a rapporté Pascal Neuffer, membre suisse de la mission. «Nous aurions certainement pu continuer notre travail. Et l'explication donnée à la presse, disant que la mission était compromise par des menaces serbes, ne correspondait pas à ce que j'ai vu. Disons plutôt qu'on nous a évacués parce que l'OTAN avait décidé de frapper[15].»

Au bout de trois jours, l'OTAN avait détruit toutes les cibles militaires serbes qui figuraient sur sa liste, mais elle continuerait à pilonner des infrastructures civiles et militaires en Serbie et au Monténégro pendant soixante-dix-huit jours. Des hôpitaux, des écoles, des ponts, des trains de passagers, des autobus, des quartiers résidentiels, des centrales électriques, la chaîne de télévision nationale, l'ambassade de Chine à Belgrade[16] et d'autres sites diplomatiques[17] ont été bombardés. Des milliers de civils auraient ainsi perdu la vie[18].

Bien que les États-Unis aient mené eux-mêmes la plupart des frappes aériennes, l'OTAN était un partenaire à part entière de l'opération. Des pilotes espagnols ont largué les premières bombes sur la capitale serbe, Belgrade, et les forces spéciales britanniques et norvégiennes ont été les premières à débarquer à Pristina, capitale du Kosovo.

Les bombardements ont cessé quand Moscou a convaincu ses alliés serbes de se retirer du Kosovo et a accepté la mise sur pied d'une force d'occupation conjointe OTAN-Russie, comme en Bosnie. Cependant, avant

l’arrivée des militaires britanniques et norvégiens à Pristina, des soldats russes venus de Bosnie en occupaient déjà l’unique aéroport[19].

Le général états-unien Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe, a alors ordonné à un officier britannique de «neutraliser» et de «détruire» les forces russes. Ce dernier a refusé d’obéir. Le commandant britannique des forces de l’OTAN au Kosovo, le général Mike Jackson, l’a soutenu. «Je ne vais pas déclencher la Troisième Guerre mondiale pour vous!» aurait-il lancé à Clark. À son gouvernement, il a déclaré qu’il démissionnerait plutôt que de donner suite à l’ordre de Clark. Heureusement, l’impasse s’est dénouée pacifiquement. Les forces russes sont restées au Kosovo sans être placées sous le commandement de l’OTAN[20].

Après l’invasion, les États-Unis ont établi le camp Bondsteel dans le sud-ouest du Kosovo. D’une superficie de 3,9 kilomètres carrés, celui-ci est aujourd’hui encore l’une de leurs plus grandes bases militaires d’Europe. Après avoir visité le camp en 2002, le commissaire aux droits de l’homme du Conseil de l’Europe, Álvaro Gil-Robles, a révélé qu’il s’agissait d’une prison secrète où la CIA pratiquait des détentions extrajudiciaires et la torture, le qualifiant de «reconstitution de Guantánamo en plus petit[21]».

Une fois les bombardements terminés, la population kosovare n’était pas au bout de ses peines. Ceux-ci avaient fait fuir beaucoup plus de gens que le prétendu «nettoyage ethnique» provoqué par la CIA pour leur servir de prétexte. Secrétaire général de l’OTAN dans la seconde moitié des années 1980, Peter Carrington a condamné l’opération de l’OTAN, considérant qu’elle avait provoqué un nettoyage ethnique au lieu de le prévenir[22]. On estime que 900 000 réfugiés, soit près de la moitié de la population kosovare, sont rentrés dans une province en ruine désormais gouvernée par des bandits et des caïds étrangers.

S’accrochant tant bien que mal aux maisons et aux villages que bon nombre de leurs familles habitaient depuis des générations, les Serbes, les Roms et d’autres minorités ont été relégués au rang de citoyens de seconde classe, et plus de 200 000 d’entre eux ont quitté le Kosovo. Le camp Bondsteel est devenu le principal employeur de la province, et des sociétés

militaires privées états-uniennes ont envoyé des Kosovars travailler en Afghanistan et en Irak occupés.

En 2007, un rapport du renseignement militaire allemand qualifiait le Kosovo de «société mafieuse» fondée sur l'«appropriation de l'État» par des criminels. Alors chef du Parti démocratique du Kosovo, Hashim Thaçi y était présenté comme un exemple des «liens étroits entre les principaux décideurs politiques et la classe criminelle dominante[23]». En 2000, les gangs kosovars contrôlaient 80 % du trafic d'héroïne en Europe[24], et la présence de milliers de soldats de l'OTAN et des États-Unis alimentait une explosion de la prostitution et du trafic sexuel, contrôlés eux aussi par la nouvelle classe criminelle dominante de la province[25]. En 2021, le PIB par habitant du Kosovo n'était que de 4 430 dollars (constants de 2024), soit le plus bas d'Europe avec ceux de la Moldavie et de l'Ukraine[26].

À mesure que s'effilochait le tissu de mensonges de Clinton et Albright et qu'émergeait la vérité sanglante, le conflit yougoslave devenait un cas de figure des affabulations que les gouvernements des États-Unis et des autres pays de l'OTAN peuvent servir à leurs populations pour partir en guerre. De leur «succès» au Kosovo, ceux-ci ont retenu que la légalité, l'humanité et la vérité ne font pas le poids face aux faussetés véhiculées par la CIA et au chaos qui en découle. Misant sur cette stratégie, les dirigeants des États-Unis ont redoublé d'ardeur pour plonger leur pays et le reste du monde dans une guerre sans fin, avec l'aide d'une OTAN qui leur est inféodée.

Quel rôle l'OTAN a-t-elle joué en Afghanistan?

Dans la foulée des attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis, l'OTAN a invoqué l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord pour la première fois de son histoire, ce qui l'amènerait à jouer un rôle déterminant dans l'occupation catastrophique de l'Afghanistan, laquelle s'étalerait sur vingt ans.

Les États-Unis ont effectué les premiers bombardements et déclenché l'invasion en octobre 2001, mais la Force internationale d'assistance à la

sécurité (FIAS), constituée pour l'essentiel d'effectifs issus de pays de l'OTAN, a été mise sur pied à peine deux mois plus tard pour entraîner de nouvelles forces militaires afghanes. En 2003, l'Alliance atlantique prendrait officiellement le commandement de la FIAS, qui, en 2011, compterait 132 000 soldats de 48 pays, dont 90 000 des États-Unis. Malgré la fin de l'opération de la FIAS en 2014, l'OTAN resterait en Afghanistan jusqu'en 2021 avec une force de 13 000 à 17 000 militaires de 36 pays, dont la moitié fournie par les États-Unis.

En vingt années de guerre en Afghanistan, des centaines de milliers de soldats afghans des deux camps et des milliers de civils ont perdu la vie sous les 85 000 bombes et missiles lancés par les forces armées des États-Unis et de l'OTAN[27], sans parler des dizaines de milliers d'opérations nocturnes «de capture et d'assassinat» qui pour la plupart visaient des civils innocents[28]. À ce bilan s'ajoutent les quelque 3 500 soldats de l'OTAN morts au combat, dont 2 465 États-Uniens, 455 Britanniques et environ 600 ressortissants d'autres États membres[29].

L'invasion a aussi fait des millions de déplacés et anéanti les infrastructures du pays, déjà endommagées par la guerre civile. Ce bourbier sanglant a pris fin en août 2021 avec la déroute des forces occidentales et le retour au pouvoir du gouvernement taliban – celui-là même que les États-Unis avaient renversé vingt ans auparavant en attaquant, en envahissant et en occupant l'Afghanistan.

Après le retrait chaotique des forces armées états-uniennes, l'administration de Joe Biden a réimposé des sanctions à Kaboul et saisi sept milliards de dollars de réserves de la banque centrale d'Afghanistan. Ce faisant, elle a ruiné l'économie du pays et affamé sa population[30].

En 2012, un chauffeur de taxi afghan de Vancouver avait résumé l'histoire de son pays en ces termes au journaliste Nicholas Davies: «Nous avons vaincu l'Empire perse au XVIIIe siècle, nous avons vaincu l'Empire britannique au XIXe siècle, et nous avons vaincu l'Union soviétique au XXe siècle. Aujourd'hui, face à l'OTAN, nous combattons 28 pays, mais nous les vaincrons eux aussi[31].»

Que savait ce chauffeur de taxi que les dirigeants des pays de l'OTAN n'avaient pas compris? Sans doute précisément ce que l'intellectuel états-unien Richard Barnet avait écrit dans sa pertinente épitaphe à la guerre du Vietnam, reproduite dans un essai intitulé *Roots of War* en 1972: «Au moment même où le pays le plus puissant du monde venait de perfectionner la science du massacre, celle-ci devenait un instrument de domination politique inefficace[32].»

La démesure des dirigeants occidentaux est telle que même la débâcle des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan ne les a pas incités à remettre en cause la vaine présomption voulant que la puissance de leurs armées et de leurs arsenaux leur permette d'imposer leur volonté politique à d'autres pays. Bien au contraire, au lieu de tirer les leçons de l'expérience afghane, les États-Unis et l'OTAN ont retourné leur machine de guerre vaincue contre des ennemis beaucoup mieux armés, telles la Russie et la Chine.

L'OTAN a-t-elle joué un rôle dans l'invasion illégale de l'Irak par les États-Unis?

En 2003, la décision des États-Unis d'envahir l'Irak a amèrement divisé les membres de l'OTAN, dont la majorité ne souhaitait pas prendre part à une autre guerre catastrophique. La France et l'Allemagne, qui s'y opposaient fermement, se sont jointes à la Russie pour dénoncer le projet au Conseil de sécurité des Nations Unies. Deux semaines avant le déclenchement de l'invasion, ces trois pays ont émis une déclaration commune qui fermait la porte à toute résolution visant à autoriser le recours à la force contre l'Irak, déclaration dont voici un extrait: «Notre objectif commun demeure le désarmement effectif et complet de l'Iraq [sic], conformément à la résolution 1441. Nous considérons que cet objectif peut être atteint par la voie pacifique des inspections. […] Dans ce contexte, nous ne laisserons pas passer un projet de résolution qui autoriserait le recours à la force. La Russie et la France, en tant que membres permanents du Conseil de sécurité, prendront toutes leurs responsabilités sur ce point[33].»

Le 19 mars 2003, les États-Unis et le Royaume-Uni ont tout de même envahi l'Irak, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies. Ils ont ainsi déclenché une guerre qui dévasterait le pays, dévastation dont il ne s'est pas encore remis. Du côté des autres membres de l'OTAN, seuls quelques soldats des forces spéciales danoises et polonaises ont activement participé aux opérations.

Le nombre total de victimes irakiennes est vite devenu l'un des principaux fronts d'une campagne de propagande orchestrée par les États-Unis pour minimiser les torts qu'ils infligeaient à leur réputation en perpétuant ce conflit catastrophique. Dans les faits, ces morts se comptent probablement en millions. L'Irak a été plongé dans un chaos dont il n'est toujours pas sorti. De nombreux Irakiens se remémorent le règne du dictateur Saddam Hussein avec nostalgie.

L'occupation militaire hostile de l'Irak a vite dérapé, ce qui a suscité un vaste mouvement de résistance populaire. Le 14 août 2003, les Nations Unies, qui espéraient réinstituer une forme de gouvernement légitime, ont mis sur pied la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak.

Cinq jours plus tard, la résistance irakienne a réagi à la complicité des Nations Unies dans l'occupation états-unienne du pays par un attentat-suicide qui a fait 23 morts, dont le représentant spécial du secrétaire général Kofi Annan en Irak, Sérgio Vieira de Mello, et précipité l'évacuation de 600 membres du personnel de l'ONU.

Plusieurs États membres de l'OTAN ont envoyé des troupes pour prendre la relève des forces d'invasion états-uniennes et britanniques en matière de «sécurité» dans certaines régions de l'Irak[34]. Le 12 novembre, 18 soldats et policiers italiens qui avaient remplacé les *marines* états-uniens à Nassiriya, dans le sud du pays, ont perdu la vie lorsqu'un kamikaze a précipité un camion-citerne rempli d'essence sur les portes de leur quartier général. Les morts seraient exposés pendant plusieurs jours en chapelle ardente au Vittoriano de Rome, où l'on viendrait de partout en Italie pour leur rendre hommage. La scène offrirait un contraste saisissant avec le secret entourant le rapatriement, en pleine nuit, des corps de milliers de militaires états-uniens, et ce, avec interdiction formelle de photographier

leurs cercueils drapés de la bannière étoilée, interdiction qui resterait en vigueur jusqu'en 2009[35].

En 2004, les États-Unis ont tenté de donner un visage irakien à leur cruelle occupation en nommant un gouvernement «intérimaire», non élu, à la tête duquel ils ont placé Iyad Allaoui, agent du service de renseignement extérieur britannique (MI6) depuis 1978 et cheville ouvrière de l'un des échecs les plus spectaculaires de la CIA, à savoir le coup d'État raté de 1996 en Irak[36].

L'imposition d'Allaoui comme «premier ministre par intérim» a fourni une couverture au massacre de Falloujah, perpétré par les *marines*, et au déclenchement d'une guérilla sans merci contre la résistance irakienne, laquelle durerait des années. Washington a dépêché des vétérans de ses guerres d'Amérique latine, dont le colonel James Steele, impliqué dans l'Affaire Iran-Contra en 1986, et Steven Casteel, issu de la Drug Enforcement Administration (DEA), pour recruter et entraîner des escadrons de la mort irakiens en vue d'écraser la résistance et les citoyens qui l'appuyaient.

Au paroxysme de la guerre, en 2006, au moins 1 800 corps étaient amenés à la morgue chaque mois, sans parler des gens qui disparaissaient sans laisser de traces[37]. Les grands médias occidentaux attribuaient ces morts à la «violence sectaire», ignorant le rôle prépondérant – et bien documenté – des escadrons de la mort entraînés par les États-Unis.

La nomination d'un gouvernement intérimaire a aussi incité l'OTAN à jouer un rôle actif dans l'occupation. Issus du Canada, de la Hongrie, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Norvège, 60 instructeurs de l'Alliance atlantique sont arrivés en Irak en août 2004 pour instruire des officiers militaires irakiens de haut rang. En décembre 2004, la mission en compterait 300, venus de 16 pays. Le programme formerait 1 250 officiers irakiens en 2005, et 300 autres seraient instruits à l'étranger, dans 9 pays de l'OTAN, en 2007.

La frontière entre les champs d'activité des États-Unis et ceux de l'OTAN était floue, car des généraux américains assumaient le commandement conjoint des programmes de formation des États-Unis et de

l’OTAN en Irak, et au moins six pays membres de l’Alliance (Belgique, France, Allemagne, Grèce, Luxembourg et Espagne) refusaient toujours d’envoyer des soldats en Irak, mais avaient accepté de contribuer au programme de formation par d’autres moyens[38].

À partir de la deuxième année du conflit, des pays qui avaient déployé des troupes en Irak ont entrepris de les rapatrier. Le nouveau gouvernement socialiste de l’Espagne l’a fait dès 2004, suivi par la Bulgarie, la Hongrie et le Portugal à la fin de l’année 2005, par l’Italie et la Norvège en 2006, puis par la Lituanie, la Pologne et la Roumanie en 2007. Le Royaume-Uni a achevé son retrait de Bassorah en 2007 également.

De 2014 à 2021, plusieurs alliés de l’OTAN ont pris part à une campagne militaire lors de laquelle plus de 120 000 bombes et missiles ont été lancés sur l’Irak et la Syrie[39]. Ces pilonnages ont dévasté Mossoul, en Irak, Raqqa, en Syrie, ainsi qu’un grand nombre de petites villes et de villages de ces pays, le tout au nom du combat contre le groupe armé État islamique (Daech), organisation extrémiste engendrée par les États-Unis et leurs alliés proches d’Al-Qaïda en Syrie[40] ainsi que par la guerre en Irak.

En 2018, l’OTAN a lancé une nouvelle mission de formation en Irak, prenant le relais de forces états-uniennes dont la présence n’était plus la bienvenue. Six ans plus tard, le pays négociait toujours le retrait de ces troupes.

Aux 4 586 soldats états-uniens et 182 soldats britanniques morts au combat en Irak s’ajoutent 106 militaires d’autres pays de l’OTAN[41].

Quel rôle l’OTAN a-t-elle joué dans le renversement de Mouammar Kadhafi en Libye?

Méchant favori de l’Occident et allié de l’Union soviétique, de Cuba, du Congrès national africain de Nelson Mandela et du Front Polisario du Sahara occidental, Mouammar Kadhafi a créé une forme originale de démocratie directe[42] et s’est servi de l’abondance en pétrole de la Libye pour instituer la gratuité des soins de santé et de l’éducation, hisser son pays

au cinquième rang des pays africains relativement au PIB par habitant et au premier rang quant à l'indice de développement humain (indice des Nations Unies qui tient compte du revenu, de l'espérance de vie et du niveau d'instruction de la population)[43].

Kadhafi a aussi utilisé la richesse de son pays pour financer des projets destinés à assurer à des pays d'Afrique un meilleur contrôle de leurs ressources naturelles. Parmi ceux-ci figurait la construction d'une usine qui a permis au Libéria d'exporter du caoutchouc raffiné plutôt que brut[44]. En 2002, il a cofondé l'Union africaine, qu'il souhaitait voir devenir une alliance militaire et un marché commun doté d'une monnaie unique.

En 1996, le MI6 britannique et Oussama ben Laden ont engagé le Groupe islamique combattant en Libye (GICL), constitué de Libyens ayant servi contre les Soviétiques en Afghanistan dans les forces soutenues par la CIA et l'Arabie saoudite, pour tenter d'assassiner Kadhafi. Le Royaume-Uni accorderait l'asile à certains membres du GICL, dont la plupart s'établiraient dans l'importante communauté libyenne de Manchester.

En 2005, Londres a fait volte-face en interdisant le GICL et en confisquant les passeports de ses membres en raison de leurs liens avec Al-Qaïda. Nouveau revirement en 2011: ces Libyens se sont vu remettre leurs passeports, et le MI6 a aidé nombre d'entre eux à rentrer en Libye pour se joindre aux «rebelles de l'OTAN»[45]. Un membre du GICL, Ramadan Abedi, a emmené son fils Salman, alors âgé de 16 ans, avec lui en Libye. Six ans plus tard, en mai 2017, celui-ci enlèverait la vie à 23 jeunes fans d'Ariana Grande lors d'un concert à Manchester en se faisant exploser au nom de l'idéologie extrémiste de sa famille[46].

En mars 2011, le désir des dirigeants occidentaux de renverser Kadhafi a amené l'OTAN à attaquer la Libye en tirant parti de la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations Unies, laquelle n'autorisait pourtant le recours à la force que pour assurer la protection des civils[47]. Rejetant une initiative de l'Union africaine qui visait à régler la crise pacifiquement, l'Alliance atlantique a déclenché une campagne de bombardements – une invasion déguisée en vue de faire tomber le gouvernement[48].

La résolution du Conseil de sécurité exigeait «un cessez-le-feu immédiat» et interdisait toute invasion de la Libye, mais autorisait l'imposition d'«une zone d'exclusion aérienne» qui servirait de prétexte au pilonnage des infrastructures militaires et civiles du pays. L'OTAN lancerait plus de 7 700 bombes et missiles[49].

Aussi, en violation de la résolution, l'Alliance atlantique a secrètement déployé des officiers de la CIA et des unités des forces spéciales britanniques, françaises, canadiennes et qatariennes pour organiser et diriger les forces rebelles libyennes sur le terrain. Dans l'ensemble, 14 pays de l'OTAN participaient à la guerre, aux côtés de la Suède, de la Jordanie, du Qatar et des Émirats arabes unis.

Menée par les États-Unis et la France, une coalition composée de neuf pays de l'OTAN et du Qatar a lancé la campagne de bombardements le 19 mars 2011, mais, le 31 mars, l'Alliance a pris le commandement de tous les aspects de la guerre. Les navires de 12 membres de l'Alliance ont établi un blocus naval de la Libye, et 8 membres – de concert avec le Qatar et les Émirats arabes unis – ont lancé des frappes aériennes.

Après avoir pris la capitale Tripoli, l'OTAN et ses alliés ont privé de nourriture, d'eau et d'électricité les populations des villes de Syrte et de Beni Oualid, qu'ils ont ensuite pilonnées pendant des semaines. Ensemble, les bombardements aériens, navals et d'artillerie ainsi que les privations et les atrocités commises par les rebelles à l'encontre de la population ont fait de l'exigence de protection des civils, condition posée par le Conseil de sécurité, une sinistre parodie[50].

Le 20 octobre 2011, le colonel Kadhafi a été capturé à Syrte par des rebelles soutenus par l'OTAN, lesquels l'auraient sodomisé avec une baïonnette avant de l'exécuter – un crime célébré dans l'allégresse par Hillary Clinton et d'autres dirigeants américains[51].

En 2016, la commission parlementaire des affaires extérieures du Royaume-Uni concluait qu'«une intervention limitée visant à protéger des civils s'est muée en politique opportuniste de changement de régime par des moyens militaires», ce qui a entraîné «un effondrement politique et économique, des conflits armés entre milices et entre tribus, une crise

humanitaire, une crise migratoire, des violations généralisées des droits de la personne, une dissémination des armes du régime Kadhafi dans la région et un essor de l'État islamique en Afrique du Nord[52]».

La guerre civile provoquée par l'OTAN et ses alliés a fait rage pendant neuf ans. Des gouvernements concurrents avaient la haute main sur des régions de la Libye tandis que des milices locales en contrôlaient de plus petites, jusqu'à ce qu'un cessez-le-feu négocié par les Nations Unies soit conclu en 2020.

Des groupes de défense des droits de la personne rapportent que des milliers de Libyens noirs et de ressortissants d'Afrique subsaharienne ont été détenus arbitrairement et soumis à des sévices atroces par les milices que Washington et ses alliés avaient aidées à prendre le contrôle du pays, et que des Africains ont été achetés et vendus sur des marchés d'esclaves en Libye[53].

Pendant que la Libye s'efforce tant bien que mal de sortir du chaos, les États-Unis et leurs alliés, pourtant responsables de la crise, s'en lavent les mains. En 2023, l'aide extérieure de Washington à ce pays n'a totalisé que 45,5 millions de dollars, soit une infime fraction des 3 milliards de dollars dépensés par les pays de l'OTAN pour le détruire en 2011[54].

Chapitre 4

L’OTAN en Ukraine, mais pas d’Ukraine dans l’OTAN?

Depuis que la Russie a déclenché sa guerre d’agression illégale contre l’Ukraine, l’OTAN s’implique à fond dans les efforts déployés par Kyiv pour vaincre l’envahisseur. On est toutefois moins au courant de sa présence de longue date en Ukraine, du fait que sa volonté d’accueillir ce pays dans ses rangs a rendu les Russes furieux et de l’entêtement de ses membres à étouffer toute tentative de trouver une solution négociée au conflit.

Depuis la dislocation de l’Union soviétique, les pays occidentaux sont déterminés à faire sortir l’Ukraine de l’orbite de la Russie et à l’intégrer à leur camp. Les liens de Kyiv avec l’OTAN remontent à la mise en place du Partenariat pour la paix, en 1994. De 1995 à 2003, l’Alliance atlantique a mené des exercices militaires annuels avec les forces armées ukrainiennes dans leur base de Iavoriv, située près de la frontière polonaise. Jusqu’à 1 600 soldats de 27 pays y ont participé[1]. L’OTAN et l’Ukraine ont aussi effectué des manœuvres navales dans la mer Noire, au grand dam de Moscou et de la population de Crimée.

Ses relations militaires étroites avec les forces armées des États-Unis et de l’OTAN ont amené Kyiv à déployer 1 600 soldats en Irak de 2003 à 2006, pendant l’occupation états-unienne de ce pays – une collaboration qui s’est soldée par la mort de 18 d’entre eux[2]. En 2008, le président George W. Bush a déclaré que l’Ukraine était «le seul État non membre de l’OTAN à soutenir toutes les missions de l’OTAN[3]».

L’OTAN a-t-elle promis à l’Ukraine de l’admettre dans ses rangs?

Le projet d’intégrer l’Ukraine à l’Alliance atlantique remonte à 2002. Cette année-là, le président ukrainien Leonid Koutchma a souscrit à un plan d’action pour l’adhésion. Son successeur Viktor Iouchtchenko a été invité au sommet de l’OTAN de 2005, tenu à Bruxelles, mais la question n’occuperait pas le premier plan avant celui de 2008, tenu à Bucarest.

Le président Bush entendait profiter de ce sommet pour offrir à l’Ukraine et à la Géorgie une feuille de route concrète et immédiate pour l’adhésion, mais d’autres membres de l’OTAN, notamment l’Allemagne et la France, ont rejeté sa proposition. Les agences de renseignement états-uniennes ont aussi exprimé des réserves, sachant très bien comment les Russes percevraient un tel geste.

William J. Burns était alors ambassadeur des États-Unis à Moscou. Dans ses mémoires intitulées *The Back Channel*, il cite une missive qu’il a envoyée à la secrétaire d’État Condoleezza Rice: «Du point de vue de l’élite russe (et non seulement de Vladimir Poutine), l’adhésion de l’Ukraine à l’OTAN est une ligne d’un rouge on ne peut plus vif. Au fil de deux années et demie de conversations avec des acteurs clés de la scène politique – des brutes épaisses tapies dans les sombres recoins du Kremlin aux plus brillants opposants libéraux à Poutine –, je n’ai rencontré personne qui considérât l’adhésion de l’Ukraine à l’OTAN autrement que comme un affront aux intérêts de la Russie[4].»

Le 1er février 2008, Burns a fait parvenir un câble diplomatique officiel en 12 points à Rice et au secrétaire à la Défense Robert Gates, lequel serait rendu public par WikiLeaks en 2010. Son titre, écrit en lettres majuscules, se lisait comme suit: «NIET, C’EST NIET [non, c’est non]: LA LIGNE ROUGE DE LA RUSSIE FACE À l’ÉLARGISSEMENT DE L’OTAN.» En voici un extrait:

> Non seulement la Russie y perçoit une stratégie d'encerclement et une volonté de réduire son influence dans la région, mais elle en craint aussi les conséquences, imprévisibles et incontrôlables, qui nuiraient gravement à ses intérêts en matière de sécurité. Des experts nous disent que la Russie est particulièrement préoccupée par les profondes divisions qui règnent en Ukraine à propos de l'adhésion à l'OTAN: la majorité des membres de la communauté russe du pays s'y opposent, ce qui pourrait mener à une fracture béante qui dégénérerait en violence ou, pire, en guerre civile. La Russie devra décider d'intervenir ou non – un dilemme auquel elle ne souhaite pas faire face[5].

Le sommet de Bucarest s'est achevé sur un compromis de dernière minute – la pire des options possibles, aux yeux de Burns: l'Ukraine et la Géorgie deviendront membres de l'Alliance à un moment non précisé.

La question de l'adhésion à l'OTAN divisait aussi l'opinion ukrainienne. De 2003 à 2009, l'appui de la population à celle-ci n'a jamais dépassé 30 %, ce qui reflétait le clivage entre les régions de l'ouest du pays, pro-occidentales, et celles de l'est, prorusses[6].

Pendant ce temps, l'OTAN continuait à renforcer son partenariat avec l'Ukraine et à en promouvoir l'adhésion. Lors de son sommet de 2023 tenu à Vilnius, le Conseil OTAN-Ukraine a été mis sur pied: «Les Alliés aident l'Ukraine à passer des équipements et normes hérités de l'ère soviétique à leurs équivalents OTAN. Par ailleurs, ils ont décidé de la dispenser de l'étape du plan d'action pour l'adhésion, raccourcissant ainsi considérablement le chemin qu'il lui reste à parcourir. Tous s'accordent sur le fait que l'Ukraine deviendra membre de l'OTAN», a déclaré son secrétaire général Jens Stoltenberg[7].

Quel rôle l'OTAN a-t-elle joué dans le conflit avec la Russie?

Élu président de l'Ukraine en 2010, Viktor Ianoukovytch souhaitait mettre en œuvre une politique de neutralité, interrompre le processus d'entrée dans l'OTAN et maintenir de bonnes relations avec la Russie tout en poursuivant des négociations avec l'Union européenne, amorcées par son prédécesseur, en vue d'une éventuelle adhésion à celle-ci. Il a cependant fini par refuser

de signer l’accord d’association qui en avait découlé, ce qui a provoqué un soulèvement populaire soutenu par les puissances occidentales. Marqués par des flambées de violence, les événements se sont soldés en février 2014 par la destitution de Ianoukovytch et la mise en place d’un nouveau gouvernement pro-occidental et antirusse. Les régions prorusses de Donetsk et de Louhansk ont proclamé leur indépendance, et la Russie, déterminée à maintenir son accès à sa base navale dans les eaux libres de glace de la mer Noire, a procédé à l’annexion de la Crimée, avec l’appui d’une écrasante majorité des citoyens de la péninsule.

En mai, le nouveau gouvernement ukrainien a détaché des unités paramilitaires nouvellement recrutées de la garde nationale pour attaquer les républiques autoproclamées. Certaines desdites unités étaient issues de groupes d’extrême droite qui avaient fourni les forces nécessaires au renversement de Ianoukovytch. Bientôt, des instructeurs de l’OTAN formeraient des soldats ukrainiens, dont ceux du régiment Azov, d’obédience néonazie, à l’utilisation de nouveaux lance-grenades et d’autres armes états-uniennes.

Dans le but d’enrayer la violence, la France et l’Allemagne ont facilité des négociations qui ont abouti à l’accord de Minsk II, conclu en 2015. Or, au lieu de soutenir le processus de paix, les États-Unis ont envoyé en Ukraine du matériel militaire «non létal» d’une valeur de 75 millions de dollars et ont dépêché 300 instructeurs à la base de Iavoriv pour entraîner des unités de la garde nationale ukrainienne à exercer des «fonctions de combat». À ces militaires états-uniens se joindraient bientôt 200 Canadiens et 75 Britanniques[8].

Le 7e Commandement de l’instruction de l’armée de terre des États-Unis a fait de la base de Iavoriv son quartier général, où de nombreux pays de l’OTAN déploieraient des militaires chargés d’entraîner jusqu’à 10 000 soldats ukrainiens par an. L’Alliance atlantique a aussi fourni des fonds, des instructeurs et des conseillers à l’Académie militaire nationale de l’Ukraine, située à Lviv[9]. La chancelière allemande finirait par admettre que les accords de Minsk avaient «permis à l’Ukraine de gagner du temps», cette dernière ayant besoin d’armer et d’entraîner ses forces[10].

En 2019, un organisme de surveillance ukrainien rapportait que les États-Unis avaient fourni 90 % de l'aide militaire étrangère reçue par l'Ukraine depuis 2014[11]. Néanmoins, comme en Yougoslavie dans les années 1990, le rôle de partenaire en second de l'OTAN donnait un visage européen au conflit. Il contraignait aussi les membres de l'Alliance à s'aligner sur la politique de Washington consistant à préparer les forces armées ukrainiennes à une guerre contre la Russie au lieu de régler la crise pacifiquement en appliquant les termes de l'accord de Minsk II[12].

Après le déclenchement de l'invasion russe en février 2022, la plupart des troupes de l'OTAN se sont retirées de l'Ukraine. L'Alliance a cependant intensifié ses opérations d'entraînement et de formation des forces ukrainiennes dans des pays membres. Parmi les problèmes rencontrés lors de ces activités figurait l'infiltration par des groupes extrémistes de droite liés au régiment Azov, dont le Congrès des États-Unis avait interdit le financement, la formation et l'armement pour cause d'idéologie néonazie[13].

De plus, l'expérience des soldats des États-Unis et de l'OTAN en Irak et en Afghanistan n'était guère adaptée à la situation des Ukrainiens. Les entraînements offerts préparaient mal les troupes ukrainiennes à combattre leurs adversaires russes, lourdement armés et équipés de technologies avancées, en terrain découvert ou dans des tranchées, sous des tirs d'artillerie lourde et sans couverture aérienne.

C'est ainsi que, malgré les gains remarquables enregistrés par l'Ukraine peu après l'invasion russe, l'entraînement reçu, le soutien obtenu du renseignement et les milliards de dollars dépensés par les États-Unis et l'OTAN pour fournir de nouvelles armes aux forces ukrainiennes, le conflit a fini par dégénérer en une longue et sanglante guerre d'usure.

Une seule stratégie: la poursuite de l'escalade

Si la guerre d'Ukraine a uni les membres de l'OTAN, ce fut derrière une politique belliciste dictée par les États-Unis et le Royaume-Uni – une

politique qui a écarté une solution qui était à portée de main un mois à peine après l'invasion.

À la fin mars 2022, lors de pourparlers de paix organisés par la Turquie, la Russie s'est dite disposée à se retirer de l'ensemble des régions qu'elle occupait, en échange d'un simple engagement de l'Ukraine à abandonner son ambition d'adhérer à l'OTAN et à ne pas autoriser l'installation de bases militaires et de missiles de l'Alliance sur son territoire. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky était prêt à accepter une telle entente.

Or, le 9 avril, le premier ministre britannique Boris Johnson s'est rendu à Kyiv pour indiquer à Zelensky que «l'Occident» n'approuvait pas l'entente. Les pourparlers ont cessé. L'Allemagne, la France et l'Italie ont fini par se ranger derrière Washington et Londres. Le président ukrainien a fait de même.

À la fin de l'année 2023, la Russie a proposé la tenue de nouveaux pourparlers de paix, cette fois en présence des États-Unis, sachant que ceux-ci avaient poussé l'Ukraine à refuser de négocier. Après une rencontre non officielle d'intermédiaires en Turquie et une communication de la Russie avec de hauts responsables états-uniens à Washington, les États-Unis ont étouffé l'idée dans l'œuf. Le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan a déclaré à Iouri Ouchakov, conseiller de Poutine en matière de politique étrangère, que les États-Unis étaient disposés à discuter d'autres questions avec la Russie, mais pas de la paix en Ukraine[14].

Peu à peu, ces tensions ont amplifié ce qui constitue depuis toujours la plus grande faiblesse de l'OTAN, à savoir son objectif d'unir l'Europe sous l'autorité militaire des États-Unis par des moyens que ni la population de ce pays ni la population européenne n'appuient réellement. L'Alliance atlantique n'a pas su rassembler ses 32 membres et l'Ukraine derrière une stratégie de guerre réaliste. Elle a en outre rejeté les propositions de paix avancées par des dirigeants africains, des présidents d'Amérique latine, le pape et le gouvernement chinois.

Pendant que cette guerre d'usure fait rage plane la menace d'un conflit de plus grande ampleur. Quand on lui a demandé quelle était sa pire crainte lors d'une interview télévisée en décembre 2022, le secrétaire général

Stoltenberg a évoqué l'éventualité que les combats dégénèrent en une guerre dévastatrice entre l'OTAN et la Russie: «Si les choses tournaient mal, elles pourraient tourner horriblement mal», a-t-il commenté avant d'ajouter que l'OTAN «travaille d'arrache-pied» pour éviter une telle issue, qui reste cependant tout à fait plausible[15].

En février 2024, le président français Emmanuel Macron, inquiet de l'éventualité d'une défaite ukrainienne, a proposé d'envoyer des troupes de l'OTAN en sol ukrainien. Les autres membres de l'Alliance lui ont opposé une fin de non-recevoir, mais pourraient bien changer d'idée si l'Ukraine était manifestement en voie de perdre la guerre. Une participation directe de forces de l'Alliance atlantique pourrait mener à une Troisième Guerre mondiale, voire à un conflit nucléaire – scénario catastrophe que le président Joe Biden a promis d'éviter au moment de l'invasion russe de 2022[16].

En février 2024 également, l'Union européenne a approuvé l'octroi d'une aide forfaitaire considérable de 54 milliards de dollars à l'Ukraine. Aux États-Unis, à l'instant où nous écrivons ces lignes, la demande du président Biden d'allouer 60 milliards de dollars (essentiellement en armement) à Kyiv reste sans suite pour cause de querelles politiques internes. Cependant, tandis que les dirigeants des pays de l'OTAN tentent de s'engager en faveur de l'Ukraine pour une durée indéterminée, le soutien enthousiaste des populations européennes et nord-américaines est en train de se muer en fatigue de guerre. Cette lassitude se constate particulièrement aux États-Unis, où l'envoi d'armes à l'Ukraine est contesté par Donald Trump et considéré par bien des gens comme un enjeu dont seuls les Européens devraient s'occuper.

Alors que le bilan des morts ne cesse de s'alourdir, les dirigeants occidentaux devraient peut-être s'arrêter un instant pour réfléchir à cet aphorisme du philosophe chinois de l'Antiquité Lao Tseu: «Si vous ne changez pas de direction, vous risquez d'arriver là où vous allez.»

Chapitre 5

Les «partenaires» de l’OTAN

En vertu de l’article 10 du Traité de l’Atlantique Nord, l’OTAN ne peut admettre dans ses rangs que des États européens. Mais elle ne limite pas ses activités à l’Europe pour autant. Pas plus qu’elle n’a pour unique finalité d’aider ses membres à développer leur capacité de «résistance à une attaque armée[1]». Non seulement elle a redéfini le concept de résistance à une attaque réelle pour y inclure la prévention d’attaques potentielles par la dissuasion (en adoptant souvent un comportement plus proche de la provocation que de la dissuasion), mais elle se conçoit elle-même comme une organisation mondiale autorisée à mener des guerres partout sur la planète, et ce, peu importe qu’un de ses membres ait été attaqué ou non.

Par conséquent, l’OTAN s’est associée, hors d’Europe, à des dizaines de pays auxquels elle a conféré le statut de «partenaire» plutôt que celui de membre. Pour inviter un État à joindre leurs rangs, stipule l’article 5 du Traité, les membres doivent convenir qu’une attaque contre celui-ci équivaudrait à une attaque contre l’ensemble du groupe. L’admission d’un «partenaire» ne nécessite quant à elle aucun engagement du genre: si un partenaire est agressé, l’Alliance peut certes décider de partir en guerre, mais rien dans le Traité ne l’y oblige.

Partenaires de l’OTAN, l’Arménie et l’Azerbaïdjan se sont affrontés militairement. Si ces pays avaient été membres, l’Alliance aurait été contrainte de soutenir les deux camps ou, plus vraisemblablement, d’en choisir un et de faire la guerre à l’autre.

Chaque accord de partenariat comporte ses termes propres et peut être modifié aussi souvent que nécessaire. Parmi les concepts clés des partenariats de l'OTAN figure l'«interopérabilité». Celle-ci requiert des partenaires qu'ils achètent les mêmes armes, confient la maintenance et la réparation de celles-ci aux mêmes techniciens, confient la formation du personnel militaire à leur utilisation aux mêmes instructeurs et veillent à ce que leurs forces armées puissent opérer sous un commandement unique. À l'instar de celle des membres, l'interopérabilité des partenaires est mise à l'épreuve dans des «jeux de guerre» ou des exercices militaires, voire lors de véritables guerres. Les partenaires de l'Alliance ont ainsi participé aux conflits en Afghanistan et en Libye, patrouillé en Méditerranée, contribué à la formation (et donc à l'amélioration de l'interopérabilité) de l'armée irakienne et pris part à l'occupation militaire du Kosovo, laquelle n'a pas cessé depuis 1999. Cette présence permanente a permis à l'OTAN d'utiliser le Kosovo comme terrain d'entraînement pour intégrer les forces armées de ses nouveaux partenaires. De 2001 à 2021, 52 États, dont de nombreux partenaires de l'Alliance atlantique, ont pris part à la guerre d'Afghanistan.

Les partenaires de l'OTAN sont encouragés à accroître leurs dépenses militaires, à multiplier leurs achats d'armes et à investir dans la formation militaire et le développement de leurs capacités stratégiques. L'Alliance a enseigné la pensée militaire à des milliers d'officiers et de hauts responsables civils d'États partenaires dans sa trentaine de «centres de formation et d'entraînement des partenariats» et dans des établissements comme l'École de l'OTAN, située à Oberammergau en Allemagne, ou le Collège de défense de l'OTAN, situé à Rome.

Quels sont les partenaires de l'OTAN en Europe et en Asie centrale?

Entre autres fonctions, les partenariats ont permis à l'OTAN de faire progresser des États vers l'adhésion et d'étendre sa portée vers les frontières de la Russie. Les pays qui ont été partenaires avant de devenir membres

sont la République tchèque, la Hongrie et la Pologne (1999), la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie (2004) ainsi que l'Albanie, la Croatie, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Finlande et la Suède (de 2009 à 2024).

Les partenaires actuels de l'OTAN en Europe et en Asie centrale, desquels l'éventuelle adhésion est amplement débattue, incluent l'Ukraine et la Géorgie. À ceux-ci s'ajoutent l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Moldavie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Précisons que ces États sont tous d'anciennes républiques de l'Union soviétique. On pourrait sans doute comparer la façon dont Moscou perçoit leur partenariat avec l'OTAN au sentiment qu'éprouverait Washington si des États américains déclaraient leur indépendance et nouaient des partenariats avec une alliance militaire hostile dominée par la Russie.

Les autres partenaires européens de l'Alliance sont l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, l'Irlande, Malte, la Serbie et la Suisse. Certains d'entre eux, comme c'était le cas de la Suède et de la Finlande jusqu'à tout récemment, possèdent une longue tradition de neutralité, voire une Constitution qui les y contraint. S'ils rejettent l'idée de devenir membres de plein droit de l'Alliance (souvent parce que leur population s'y oppose), ils collaborent volontiers avec elle «en partenariat».

Les partenaires européens et asiatiques actuels de l'OTAN font partie de ce qu'elle appelle, sans doute en hommage à George Orwell, le Partenariat pour la paix, mis en place en 1994. Certains d'entre eux ont connu des «révolutions de couleur» soutenues par les États-Unis. C'est le cas de la Serbie en 2000, de la Géorgie en 2003, de l'Ukraine en 2004 et en 2014, du Kirghizistan et de la Moldavie en 2005, et de l'Arménie en 2018. Essentiellement non violentes, ces révolutions reposaient sur l'engagement sincère de citoyens qui présentaient des doléances légitimes à des gouvernements corrompus, incompétents ou oppresseurs, mais ont été marquées à divers degrés par l'ingérence de Washington, qui cherchait à rapprocher ces États de l'OTAN et à les éloigner de la Russie.

Dans certains pays désireux de faire partie de l'Union européenne (UE), un partenariat avec l'Alliance atlantique, suivi d'une adhésion à cette dernière, a été perçu comme une voie prometteuse. La Croatie est devenue membre de l'OTAN en 2009, puis de l'UE en 2013. La Roumanie et la Bulgarie ont joint les rangs de l'OTAN en 2004, puis de l'UE en 2007. La Slovénie, la Slovaquie, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ont adhéré à l'OTAN et à l'UE en 2004 après avoir été partenaires de l'Alliance. La Pologne, la Hongrie et la République tchèque ont été admises dans l'OTAN en 1999 et dans l'UE en 2004 après avoir été partenaires de l'Alliance. Malte est devenue partenaire de l'OTAN en 1995 et membre de l'UE en 2004.

Ce sont toutefois les partenariats avec l'Ukraine et la Géorgie qui font peser le plus grand danger sur la relation entre les États-Unis et la Russie. L'OTAN a exprimé son intention d'admettre ces deux pays dans ses rangs à un moment indéterminé. Moscou les a menacés de représailles armées. Ce qui n'a pas empêché l'Alliance de persister dans son intention en intégrant des troupes géorgiennes à ses patrouilles en Méditerranée, en se mêlant du conflit dans l'est de l'Ukraine de 2014 à 2022, puis en appuyant Kyiv dans sa guerre contre l'envahisseur russe.

Le Partenariat pour la paix compte cependant deux membres pour le moins curieux, la Russie et le Bélarus, dont l'OTAN a «suspendu» la participation. Le partenariat avec la Russie a toujours été tendu. Bien que l'Union soviétique ait été l'alliée des États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, sa demande d'adhésion, en 1954, a été rejetée[2]. L'OTAN, qui ne comptait alors que 14 membres et aucun partenaire, a aussi refusé une proposition visant à créer une nouvelle alliance qui aurait inclus l'Union soviétique, affirmant qu'un tel regroupement serait si vaste qu'il menacerait les Nations Unies. (N'est-ce pas le cas de l'OTAN aujourd'hui?) Selon des politologues, si les États-Unis n'ont jamais envisagé d'intégrer l'Union soviétique ou la Russie à l'Alliance atlantique, c'est parce qu'ils n'ont jamais cru possible que Moscou se soumette au leadership états-unien[3].

Le président russe Vladimir Poutine aurait déposé une demande d'adhésion à l'OTAN aussi récemment qu'en 2000[4]. Il est peu probable

que le refus de l’Alliance n’ait été motivé que par l’exigence de Poutine, qui voulait être invité à y adhérer plutôt que de devoir la prier humblement d’admettre son pays dans ses rangs. D’une part, l’OTAN se démenait pour courtiser des membres potentiels. D’autre part, elle liait régulièrement sa raison d’être à une prétendue menace russe – menace brandie de longue date par le Pentagone pour assurer l’augmentation des dépenses militaires, ont admis de hauts gradés militaires des États-Unis[5].

Quels sont les partenaires de l’OTAN en Asie de l’Ouest et en Afrique du Nord?

Persistant à considérer le militarisme comme une solution aux problèmes qu’elle cause, l’OTAN a établi des partenariats en Asie de l’Ouest et en Afrique du Nord, lesquels ont semé le chaos en accentuant la militarisation et l’instabilité de ces régions.

Un dispositif appelé Dialogue méditerranéen regroupe l’Algérie, l’Égypte, Israël, la Jordanie, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie. Un autre partenariat, l’Initiative de coopération d’Istanbul, réunit le Bahreïn, le Koweït, le Qatar et les Émirats arabes unis. S’y ajoute un groupe que l’OTAN appelle Partenaires dans le monde, dont fait partie l’Irak.

Parmi les partenaires de l’OTAN figurent des États considérés comme les plus oppressifs, les plus autoritaires et les moins «libres» du monde par l’organisme Freedom House, financé par Washington[6], et accusés de graves violations des droits de la personne par le département d’État des États-Unis[7]. Des forêts entières ont sans doute été rasées pour fournir à l’Alliance atlantique le papier nécessaire à la publication de rapports où elle rappelle que sa mission consiste à répandre la démocratie et la liberté ainsi qu’à protéger le monde contre des gouvernements du type de ceux qu’elle se trouve en fait à militariser et à assister par l’entremise des partenariats. En 2005, l’OTAN a établi une collaboration avec les forces armées des 55 membres de l’Union africaine, où elle maintient des bureaux de liaison.

Quels sont les partenaires de l’OTAN ailleurs dans le monde?

Dans les autres régions du monde, l’Alliance atlantique a pour partenaires le Pakistan, l’Afghanistan, la Mongolie, la Corée du Sud, le Japon, l’Australie, la Nouvelle-Zélande et la Colombie. L’OTAN est une organisation mondiale. En font foi tant la liste de ses partenaires que ses débats internes sur ses objectifs et ses missions, dans lesquels ressort une obsession croissante pour la Chine, désormais considérée comme un ennemi sur les plans économique et militaire (la frontière entre ces deux sphères étant délibérément brouillée).

L’OTAN a aussi impliqué les Philippines dans des exercices militaires[8].

En 2014, l’Alliance a offert «de “nouvelles opportunités” ciblées de renforcement de la coopération» à l’Australie, à la Finlande, à la Géorgie, à la Jordanie et à la Suède, auxquelles s’ajouterait l’Ukraine en 2020. Y sont inclus les privilèges suivants:

- des consultations politiques régulières sur des questions de sécurité, qui pourraient inclure le niveau ministériel;
- un accès élargi aux programmes et exercices d’interopérabilité;
- le partage d’informations, notamment sur les enseignements tirés;
- une plus grande implication de ces partenaires, en période de crise et dans la préparation d’opérations[9].

L’inclusion dans ce groupe semble être une étape vers l’adhésion, car deux partenaires «nouvelles opportunités» (la Finlande et la Suède) sont devenus membres de l’Alliance, et deux autres (l’Ukraine et la Géorgie) font l’objet de discussions en ce sens.

En 2021, deux membres de l’OTAN, soit les États-Unis et le Royaume-Uni, ont conclu avec l’Australie un accord de coopération militaire appelé AUKUS (pour les initiales en anglais de l’Australie, du Royaume-Uni et des États-Unis), focalisé sur la région indo-pacifique. Parmi les

composantes centrales de l'AUKUS figure l'acquisition, par la marine australienne, de sous-marins à propulsion nucléaire de conception états-unienne et britannique (ce qui laisse en plan la France et d'autres pays producteurs d'armement). La Nouvelle-Zélande envisage de se rallier à l'accord.

L'AUKUS introduit des sous-marins à propulsion nucléaire dans une région du monde où les États-Unis, avec l'aide d'alliés qui sont aussi clients de leur industrie militaire, attisent depuis longtemps des tensions avec la Chine. La situation pourrait alimenter une course à l'armement, une accentuation de la militarisation de l'Australie et une accélération de l'intégration de cette dernière au dispositif militaire mondial de Washington. Ladite course à l'armement pourrait dégénérer en guerre. En 2020, un document intitulé *OTAN 2030* mentionnait que l'Alliance «devrait élargir et renforcer ses partenariats avec l'Ukraine et la Géorgie, s'employer à renforcer sa coopération avec la Bosnie-Herzégovine, et lutter contre la déstabilisation touchant les Balkans occidentaux. L'OTAN devrait dynamiser le Dialogue méditerranéen (DM) et l'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI) en intensifiant le dialogue politique, en renforçant les capacités et en améliorant la résilience. Elle devrait approfondir la coopération avec les partenaires de l'Indo-Pacifique[10]».

La même année, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN émettait une déclaration énumérant les priorités de l'Alliance. Entre autres recommandations, elle invitait les États membres:

> a. à souligner que l'OTAN peut contribuer à la sécurité tant euro-atlantique que mondiale en œuvrant main dans la main avec ses partenaires partout dans le monde et en renforçant leurs capacités; […] d. à veiller à ce que les pays de l'Alliance non membres de l'UE soient associés aussi pleinement que possible aux efforts visant à renforcer la sécurité et la défense européennes, dans un esprit de pleine ouverture mutuelle et dans le respect de l'autonomie décisionnelle et des procédures des deux organisations; e. à continuer à promouvoir une coopération politique et pratique avec les Nations unies, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, l'Union africaine, la Ligue des États arabes, le Conseil de coopération du Golfe et les autres organisations internationales pertinentes; f. à créer un centre d'excellence sur la région indopacifique homologué par l'OTAN[11].

Quand on pense à la portée mondiale de l’OTAN, on ne peut faire fi des nombreuses bases militaires des États-Unis à l’étranger. Ce vaste réseau compte 900 bases, dont 56 sont utilisées par l’OTAN en Allemagne, en Belgique, en Bulgarie, en Espagne, en Estonie, en Géorgie, en Grèce, au Groenland, en Hongrie, en Islande, en Italie, en Lettonie, en Norvège, aux Pays-Bas, en Pologne, au Portugal, en Roumanie, au Royaume-Uni et en Turquie. À l’exception de la Géorgie, tous ces pays sont membres de l’Alliance atlantique.

Les partenaires de l’OTAN sont-ils aussi des acheteurs d’armes?

En comparant la liste des 66 membres et partenaires de l’OTAN à celle des pays importateurs d’armes états-uniennes de 2014 à 2022, on constate des recoupements frappants[12]. En fait, 54 membres et partenaires (soit 82 % du total) sont aussi des clients de l’industrie de l’armement des États-Unis. Bien que d’autres pays de l’OTAN exportent des armes (l’ensemble des membres comptent pour environ 65 % des exportations d’armes dans le monde), les États-Unis sont de loin le plus important pays exportateur du secteur, avec 42 % du marché[13]. En règle générale, le fait pour un pays de commencer à acheter des armes états-uniennes découle beaucoup plus de son accession au statut de partenaire ou de membre de l’Alliance que de son adhésion à l’Union européenne ou de sa démocratisation. L’essor que connaît l’OTAN depuis le début de la guerre d’Ukraine s’est non seulement traduit par l’arrivée de nouveaux membres, mais aussi par une forte croissance des ventes d’armes des États-Unis et un accroissement considérable des pressions exercées sur les membres pour qu’ils développent leurs arsenaux.

Bien que l’OTAN soit considérée comme une alliance de forces armées, elle consacre aussi beaucoup d’énergie à son Agence de soutien et d’acquisition, dont la mission consiste à faciliter les transactions entre fabricants d’armes et gouvernements. Basée au Luxembourg, celle-ci

dispose de «centres d'exploitation» en France, en Hongrie et en Italie[14]. Elle compte plus d'employés et gère de plus importantes sommes d'argent que l'OTAN elle-même. Selon le *Rapport annuel du secrétaire général 2023*, le personnel international de l'Alliance est composé de 1 352 civils, tandis que l'Agence de soutien et d'acquisition «emploie plus de 1 400 agents civils internationaux». En 2023, «son chiffre d'affaires a dépassé les 5 milliards d'euros», ce qui excède le budget total de l'OTAN[15].

L'Alliance collecte aussi des fonds auprès de ses partenaires pour financer l'achat d'armement. En janvier 2024, le premier ministre du Japon lui a ainsi alloué 37 millions de dollars pour armer l'Ukraine[16]. Il est également question de développer «les relations entre l'OTAN et le secteur privé[17]».

Tous ces partenariats ont fait de l'Alliance atlantique un géant mondial de l'armement. À elles seules, les forces armées des États-Unis éclipsent celles du reste du monde, mais, en y ajoutant celles des membres et des partenaires de l'OTAN, elles se révèlent encore plus colossales. Les dépenses militaires des États-Unis dépassent celles de l'ensemble des 230 États du monde (sauf 3) combinées[18]. Les membres et les partenaires de l'OTAN sont responsables de 69 % des dépenses militaires mondiales. Celles de la Chine n'atteignent que 19 % de cette somme, celles de la Russie, 6 %, et celles de l'Iran, 0,4 %.

Quelles relations l'OTAN entretient-elle avec Israël?

En 2017, Israël a établi une mission officielle et permanente au siège de l'OTAN. Au fil des ans, cette dernière a déployé des efforts pour développer des liens plus étroits avec ce pays, dont elle souhaite tirer parti des systèmes d'armement sophistiqués[19].

Les membres de l'Alliance atlantique soutiennent cependant l'État d'Israël depuis sa création en finançant, en armant et en formant ses forces de défense et en offrant une couverture diplomatique à ses crimes.

L’étroite collaboration entre Israël et les industries d’armement des pays de l’OTAN remonte à plusieurs décennies. Chaque année, ceux-ci consacrent des milliards de dollars à l’achat d’armes israéliennes (testées sur le terrain à Gaza). Ces armes vont du système antimissile Arrow 3 (acquis par l’Allemagne pour 3,5 milliards de dollars) aux «drones kamikazes», en passant par les dispositifs antidrones. Les ventes d’armes d’Israël ont explosé à partir de l’invasion russe de 2022, qui a amené les membres de l’OTAN à s’intéresser davantage aux technologies militaires avancées de ce pays.

L’OTAN s’intéresse particulièrement à l’utilisation par Israël de l’intelligence artificielle (IA), amorcée lors de l’agression de 2021 contre Gaza et devenue un élément central de sa stratégie militaire après l’attaque du 7 octobre 2023 par le Hamas. Pour cibler des Palestiniens, l’armée israélienne utilise un programme d’IA appelé Lavender, qui a joué un rôle déterminant dans les bombardements qui ont fait des dizaines de milliers de morts dans la bande de Gaza[20].

De hauts gradés militaires israéliens ont présenté à l’OTAN les «innovations» de leur pays, dont le président Isaac Herzog a visité le siège en 2023 (ce que ni lui ni ses prédécesseurs n’avaient jamais fait). L’Alliance et le gouvernement d’Israël discutent aussi de ce qu’ils considèrent comme des menaces de l’Iran.

Dans la foulée de la réponse génocidaire d’Israël à l’offensive du Hamas, des divisions ont toutefois commencé à apparaître dans les rangs de l’OTAN. Tous les membres de l’Alliance ont condamné l’attaque, et le secrétaire général Jens Stoltenberg a affirmé qu’«Israël n’est pas seul[21]». Or, au fil des mois et face à un bilan des morts qui ne cessait de s’alourdir, des gouvernements ont commencé à réagir différemment. Certains d’entre eux, dont les États-Unis, la République tchèque, la Hongrie et l’Allemagne, ont réaffirmé leur soutien indéfectible à Israël, tandis que d’autres, dont la Belgique, l’Espagne et la Slovénie, ont affiché leur sympathie pour les Palestiniens.

Un premier signe de division est apparu en décembre 2023, lors du vote de l’Assemblée générale des Nations Unies sur une résolution appelant à un

cessez-le-feu. Celle-ci a été adoptée par une écrasante majorité, 153 États, dont la plupart des membres de l'OTAN, ayant voté pour. Parmi les 10 États ayant voté contre figuraient 2 membres de l'Alliance, soit les États-Unis et la République tchèque, et les 23 États qui se sont abstenus incluaient l'Allemagne, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Également en décembre 2023, quand le secrétaire à la Défense des États-Unis Lloyd Austin a annoncé la mise sur pied d'une coalition navale internationale afin d'empêcher les Houthis d'attaquer, en représailles au massacre perpétré par Israël à Gaza, les navires marchands en transit dans la mer Rouge, seuls quelques pays d'Europe ont signé la déclaration commune, et un nombre encore moins grand d'entre eux ont accepté de participer aux manœuvres. Certains gouvernements, dont celui de la France, ont dit préférer l'option d'une opération autonome menée par les Européens[22]. D'autres États, dont l'Espagne, ont exprimé leur scepticisme à l'égard de toute action militaire contre les Houthis[23].

Les membres de l'OTAN sont aussi divisés sur la question des ventes d'armes à Israël. Le 12 février 2024, le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Josep Borrell a lancé au président Joe Biden, qui venait de qualifier l'offensive militaire contre Gaza d'«excessive»: «Si vous pensez que trop de gens sont tués, peut-être devriez-vous fournir moins d'armes afin d'empêcher que tant de gens soient tués. N'est-ce pas logique[24]?»

Depuis des années, en effet, près de 70 % des importations israéliennes d'armement proviennent des États-Unis, qui n'ont d'ailleurs pas cessé d'envoyer des armes à l'État hébreu depuis le début du massacre. Au terme de vigoureux débats parlementaires, d'autres pays ont fini par interdire les exportations d'armes à Israël. Parmi eux figurent des membres de l'OTAN, dont le Canada, l'Espagne, les Pays-Bas et la Belgique.

Même la question de l'aide humanitaire s'est révélée litigieuse, notamment en ce qui a trait au financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), principale organisation humanitaire de Palestine. Quand Israël a lancé l'accusation non fondée selon laquelle 12 des 13 000

employés de l’Office actifs à Gaza avaient pris part à l’attaque du 7 octobre 2023, une dizaine de pays, dont les États-Unis et plusieurs membres de l’OTAN, ont suspendu leur aide financière à l’UNRWA. D’autres gouvernements, dont celui de la France, ont déclaré qu’ils attendraient les résultats de l’enquête avant de prendre une décision, et certains pays, dont le Danemark, la Belgique, le Luxembourg, l’Espagne et la Slovénie, se sont engagés à poursuivre leur soutien financier à l’Office[25]. L’Espagne, en fait, a triplé sa contribution, et le haut représentant Borrell a affirmé qu’il serait «à la fois disproportionné et dangereux» de cesser de financer l’UNRWA, comparant une telle politique à une punition collective de civils palestiniens[26].

Au moment où nous écrivons ces lignes, l’issue et les conséquences du conflit israélo-palestinien restent incertaines. Il est cependant clair que l’idée même d’un réchauffement des relations entre Israël et l’OTAN a été remise à plus tard.

Chapitre 6

Qui décide? Qui paie?

GARDIENNE AUTOPROCLAMÉE de la démocratie, du «monde libre» et d'un «ordre fondé sur des règles», l'OTAN prend ses décisions à l'abri de tout plébiscite, indépendamment de tout gouvernement élu, sans votes enregistrés, derrière des portes closes et en dehors de la structure des Nations Unies, qui n'ont d'ailleurs pas autorisé les guerres en Yougoslavie, en Afghanistan ou en Libye. En ce qui concerne la Libye, les Nations Unies ont permis l'envoi d'une mission d'appui, et non une guerre ou le renversement d'un gouvernement. Le secret qui entoure le processus décisionnel de l'OTAN est en décalage avec le fait que celle-ci forme de hauts responsables du monde entier à respecter «les principes d'intégrité, de transparence et de redevabilité» et se targue d'avoir initié, en 2023, 800 Ukrainiens à l'art de ne pas être corrompu[1].

À partir de ce qui est révélé des réunions à huis clos de l'OTAN et de ce qu'on observe sur le terrain, on peut esquisser une réponse générale à la question de savoir qui prend les décisions. Il s'agit, dans la majorité des cas, du gouvernement des États-Unis. L'Europe est riche et dispose de bons programmes sociaux, mais, sur le plan militaire, elle ne fait pas le poids face aux États-Unis, dont les forces armées sont beaucoup plus puissantes que celles de tous les pays de l'OTAN réunis. Washington stationne des troupes dans tous les pays d'Europe et possède des bases militaires importantes dans plusieurs d'entre eux, tandis qu'aucun État européen ne dispose de la moindre base sur le territoire états-unien. Sans les États-Unis, l'OTAN serait inexistante ou méconnaissable.

L’exemple suivant illustre bien la prédominance de Washington. La plupart des pays membres de l’OTAN ont déjà subi des attentats terroristes planifiés à l’étranger, mais seul l’un d’entre eux a été qualifié d’«attaque armée» exigeant de tous qu’ils agissent (essentiellement en participant à une guerre). C’était au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. À la suite de réunions secrètes avec de hauts responsables états-uniens, l’Alliance atlantique a accepté d’invoquer l’article 5, ce qui a donné lieu à l’horrible guerre d’Afghanistan.

Un incident survenu en 2003 est tout aussi révélateur du rôle des États-Unis. Le général Tommy Franks, commandant des troupes états-uniennes en Irak, allait être traduit devant un tribunal de Belgique pour avoir utilisé des bombes à sous-munitions contre des civils[2]. Pendant une réunion de l’OTAN, le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld a abordé la question en menaçant Bruxelles de suspendre le financement du siège de l’Alliance et de ne plus participer à des rencontres en Belgique. Il donnait ainsi l’impression d’envisager un déménagement du siège de l’Alliance. La menace de poursuite s’est aussitôt évanouie, et la guerre d’Irak s’est poursuivie sans que rien ne change[3].

À la tête de l’OTAN se sont succédé 13 secrétaires généraux, dont l’un, Willy Claes, a démissionné au bout d’un an après qu’on eut découvert qu’il avait accepté d’importants pots-de-vin d’un fabricant d’armes. Le secrétaire général est choisi par «consensus» des membres. Dans tous les cas où l’on sait quels pays ont avalisé une nomination, le candidat a bénéficié du soutien initial des États-Unis. Le recours à la carotte et au bâton pour en arriver à un tel «consensus» (une méthode non autorisée lors d’élections démocratiques dans un monde libre) a parfois été révélé au public. D’abord opposée à la nomination de l’ancien premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen au poste de secrétaire général, la Turquie s’est ralliée lorsqu’un accord a été conclu pour faire fermer un réseau de télévision international basé au Danemark et lié aux Kurdes (Roj TV).

La nomination, en 2024, du nouveau secrétaire général de l’OTAN, l’ex-premier ministre néerlandais Mark Rutte, a été soutenue par les États-Unis[4]. Le président de la Roumanie s’était lui aussi porté candidat, mais

on imagine mal qu'il eût pu obtenir le poste sans le soutien de Washington[5], et ce, malgré son consentement à la construction d'une nouvelle base de l'Alliance en territoire roumain, laquelle, dit-on, sera la plus grande d'Europe[6].

Le secrétaire général dirige une équipe de 1 352 personnes et préside la plus haute instance civile de l'OTAN, le Conseil de l'Atlantique Nord, constitué de délégués de chacun des États membres. Non élus, ceux-ci sont néanmoins habilités par leurs gouvernements respectifs à prendre des décisions relatives à l'activité des forces armées et à l'allocation des fonds[7].

Comment fonctionnent les comités de l'OTAN?

L'OTAN compte 23 comités, dont 21 sont subordonnés au Conseil de l'Atlantique Nord[8]. Les deux autres revêtent une telle importance qu'ils se situent au même niveau que le Conseil. Le premier d'entre eux, le Groupe des plans nucléaires, est présidé par le secrétaire général et chargé du suivi de la politique nucléaire de l'Alliance (voir le chapitre 8)[9]. Le second, le Comité militaire, adresse des avis au Conseil de l'Atlantique Nord, «donne des directives» aux commandants des forces de l'OTAN et coopère avec les partenaires[10].

Le président du Comité militaire est choisi parmi les chefs d'état-major de la «défense» des pays membres. L'usage veut qu'il ne soit pas issu des États-Unis. Le Comité est actuellement présidé par l'amiral Rob Bauer, de la Marine royale néerlandaise.

Le Comité militaire transmet les décisions de l'OTAN à deux commandants stratégiques. Le premier est le commandant suprême des forces alliées en Europe. Vingtième officier à occuper ce poste, l'actuel commandant est un États-Unien, à l'instar de tous ses prédécesseurs. En fait, il commande aussi les forces des États-Unis en Europe. Vu l'opposition de longue date de Washington à ce que des militaires des États-Unis obéissent aux ordres d'officiers étrangers, le plus haut commandant allié

d’Europe doit nécessairement être un officier états-unien. Chaque pays membre est tenu de mettre ses forces sous commandement états-unien pendant les guerres menées par l’OTAN, tandis que celles des États-Unis n’ont jamais accepté de se soumettre au commandement d’un autre pays.

Le second commandant stratégique porte le curieux nom de commandant suprême allié Transformation. Basé à Norfolk, en Virginie, où se situe la plus grande base militaire du monde, il n’a pas pour fonction de diriger les opérations militaires de l’Alliance atlantique, mais plutôt de la transformer. Une partie de cette «transformation» consiste à élargir le mandat de l’OTAN: cette institution initialement chargée de défendre l’Europe contre une éventuelle attaque militaire est ainsi devenue une organisation vouée au maintien de l’ordre dans un monde perturbé par le terrorisme, le trafic de drogue, la traite d’êtres humains, la piraterie et l’espionnage. De 2003 à 2009, un amiral et deux généraux états-uniens ont successivement occupé le poste de commandant suprême allié Transformation. Depuis lors, celui-ci est détenu par des généraux de l’Armée de l’air française (appelée Armée de l’air et de l’espace depuis 2020).

Qui finance l’OTAN?

Depuis quelques années, les médias états-uniens s’intéressent de près au financement de l’OTAN en raison des nombreux commentaires de Donald Trump sur la question, parmi lesquels figurent ces propos qu’il aurait tenus au dirigeant d’un État membre: «Vous n’avez pas payé? Vous êtes des mauvais payeurs? […] Non, je ne vous protégerais pas. En fait, j’encouragerais [les Russes] à faire ce que bon leur semble[11].» Cette déclaration a été interprétée, à juste titre, comme un encouragement, donné à Moscou, à attaquer un pays de l’OTAN en cas de non-paiement[12]. Le président Joe Biden a d’ailleurs reproché au milliardaire de «courber l’échine devant Vladimir Poutine», ce qui était peut-être un peu exagéré. Dans les reportages sur cette effroyable remarque de Trump, il manquait toutefois une compréhension fine du mode de financement de l’OTAN,

laquelle aurait permis d'expliquer en quoi le concept de «mauvais payeur» est éminemment trompeur dans ce contexte.

L'OTAN dispose d'un budget d'environ 3,6 milliards de dollars. Cette somme peut paraître élevée aux yeux du citoyen lambda, mais, dans l'univers de l'armement et des forces armées, elle est assimilable à une erreur d'arrondi. Le tapage médiatique sur les «contributions financières à l'OTAN» est vain, car le point ne réside pas tant dans le budget de l'Alliance, auquel tous les membres contribuent, que dans les dépenses militaires de chaque pays.

En 2006, de façon complètement antidémocratique, sans validation des Parlements élus ni consentement des contribuables, les ministres de la Défense de l'OTAN ont décidé que tous les pays membres devraient consacrer au moins 2 % de leur PIB respectif aux dépenses militaires, et ce, «afin que la disponibilité opérationnelle reste assurée à l'échelle de l'Alliance». Cette ligne directrice, ont-ils indiqué, servira «d'indicateur de la volonté politique de chaque État de contribuer à l'effort global. En effet, la capacité de défense de chacun des pays membres influe sur la perception d'ensemble de la crédibilité de l'Alliance en tant qu'organisation politico-militaire[13]». En 2014, les chefs d'État de l'OTAN ont entériné ce minimum, visant à ce que tous les membres l'atteignent en 2024 et consacrent au moins 20 % de ces dépenses «aux équipements majeurs» (c'est-à-dire à des armes). En 2014, seuls 3 membres allouaient 2 % de leur PIB à la défense; en 2023, ils étaient 24. Les États-Unis, dont les dépenses militaires représentent 3,5 % de leur PIB, dépassent de loin cet objectif[14].

L'OTAN (tout comme Biden, Trump, Barack Obama, les groupes de réflexion financés par l'industrie de l'armement et des experts états-uniens de tout acabit) veut que ses États membres augmentent le financement de leurs forces armées et juge que la meilleure façon d'y parvenir consiste à présenter la chose militaire comme une composante du bien public qui n'a pas de limite et dont la proportion doit être établie à l'aune de leurs économies en croissance.

Cette grille d'analyse pose problème à plusieurs égards. Si, par exemple, un gouvernement rase une forêt ancienne pour y construire un camp

d’entraînement militaire, son territoire s’enlaidira et son écosystème s’affaiblira, mais son «économie» connaîtra une croissance, si bien qu’il lui faudra à nouveau augmenter ses dépenses militaires pour maintenir à 2 % la proportion du PIB qu’il alloue à sa machine de guerre. Par ailleurs, un tel pourcentage peut sembler infime, ce qui le rend acceptable aux yeux du public. Or, le PIB prend en compte la valeur de l’ensemble des biens et services produits sur le territoire d’un État pendant une année, si bien que, dans les faits, 2 % représentent une somme colossale.

On peut mesurer les dépenses militaires en dollars; c’est ce qu’on faisait autrefois. Le problème avec cette méthode – du moins aux yeux des gens qui souhaitent que des sommes de plus en plus gargantuesques soient allouées aux préparatifs de guerre –, c’est que la population risque de comparer ces budgets pharaoniques à ceux qu’elle préférerait voir consacrés à des domaines qu’elle juge prioritaires, comme la santé, la transition écologique, l’éducation, etc. «Mille milliards de dollars», montant approximatif des dépenses militaires actuelles des États-Unis, apparaît beaucoup plus inquiétant que «3,5 % du PIB».

Pour inciter les membres de l’OTAN à hausser leurs dépenses militaires, l’invasion de l’Ukraine par la Russie a eu beaucoup plus d’effet que les vociférations de Trump. En 2023, indique le *Rapport annuel du secrétaire général*, «les dépenses de défense des Alliés européens et du Canada ont augmenté de 11 %, une hausse sans précédent» qui suivait néanmoins huit années consécutives d’accroissement. «En 2024, deux tiers des Alliés devraient atteindre ou dépasser le seuil des 2 % du produit intérieur brut (PIB) consacrés à la défense», poursuit le rapport. L’OTAN prétend faussement que ces dépenses permettront «la création d’emplois hautement qualifiés en Europe et en Amérique du Nord[15]», même si des études ont démontré qu’elles créent beaucoup moins d’emplois que les dépenses publiques non militaires ou les baisses d’impôt[16].

D’un bout à l’autre du spectre politique de l’establishment états-unien, il est largement admis que les pays d’Europe sont en faillite morale parce que leurs dépenses militaires sont insuffisantes: s’ils augmentaient celles-ci de façon substantielle, ils rendraient service au monde et seraient mieux

protégés. En février 2024, l'historien et écrivain libéral Stephen Wertheim a bien illustré cet état d'esprit sur le réseau social X: «Depuis que le leader d'un des deux partis politiques des États-Unis a déclaré, en 2016, qu'il ne se porterait pas nécessairement à leur défense, les alliés européens ont eu huit années pour renforcer leurs armées. Ils dénoncent à tour de bras, mais n'agissent guère[17].»

La possibilité que certains Européens ne soient pas des va-t-en-guerre qui vivent aux crochets d'autrui, mais plutôt des gens qui, en matière de dépenses publiques, accordent la priorité au climat, à la santé, au logement ou à la lutte contre la pauvreté est carrément inconcevable aux yeux de nombreux États-Uniens. Ces priorités, exprimées par des élus européens de divers horizons, n'ont pourtant rien d'insensé. Elles ont d'ailleurs la faveur du public.

Les dépenses militaires imposent de lourds sacrifices. Il ne faudrait investir que 3 % du budget militaire des États-Unis pour enrayer la famine sur terre, un peu plus de 1 % pour assurer l'accès à l'eau potable à tout le monde, environ 7 % pour mettre fin à la pauvreté aux États-Unis, et d'autres fractions infimes de celui-ci pour réformer l'éducation ou achever la transition énergétique[18]. Accorder la priorité à l'augmentation des dépenses militaires jusqu'à un niveau décrété par une coterie d'officiers militaires de haut rang sans soumettre l'idée au vote du public ni même à celui des parlementaires est certes un choix, mais il ne s'agit pas du seul choix possible. Car il existe d'autres façons de faire progresser la «liberté» et la «démocratie».

Chapitre 7

L’OTAN, les Nations Unies et le droit international

SELON LE DISCOURS qu’on a l’habitude d’entendre aux États-Unis, un pays qui déclenche seul une guerre d’envergure agit de façon irresponsable et immorale, tandis qu’une grande coalition de pays qui entreprend d’en bombarder un autre agit de façon responsable, en citoyenne du monde. Quoi qu’il en soit, il convient de préciser qu’aucune de ces actions n’est plus ou moins légale que l’autre. S’il est illégal d’attaquer la Yougoslavie, l’Afghanistan ou la Libye, il est tout aussi illégal de le faire en compagnie d’un groupe d’États. Voler l’épicerie du coin est un acte criminel, qu’on agisse seul ou en bande. Et déclencher une guerre est généralement criminel, peu importe qui vous aide à le faire.

En 1899, les chefs d’État signataires de la première Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux se sont engagés à «favoriser de tous leurs efforts le règlement amiable des conflits internationaux[1]».

Depuis 1907, les parties à la Convention de La Haye sont tenues d’«employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux», d’avoir recours, en cas de conflit, «aux bons offices ou à la médiation d’une ou de plusieurs Puissances amies», de créer au besoin «une Commission internationale d’enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait», et de s’adresser si nécessaire à la Cour permanente d’arbitrage de La Haye[2].

En 1928, les chefs d'État signataires du pacte Briand-Kellogg ont solennellement déclaré qu'ils «condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles», et reconnu que «le règlement de tous les différends ou conflits, de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques[3]».

Depuis 1945, tous les États signataires de la Charte des Nations Unies ont l'obligation de régler «leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger», et de s'abstenir, «dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État[4]», quoique des échappatoires légitiment des opérations militaires autorisées par les Nations Unies et des guerres d'«autodéfense». L'obligation de recourir à des moyens pacifiques et l'interdiction de la guerre ou de la menace de guerre ont été précisées au fil des ans par des résolutions des Nations Unies (dont la 2625 et la 3314), le traité ANZUS (pour les initiales en anglais de l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis), le Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est, la Déclaration de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes comme zone de paix et même le préambule du Traité de l'Atlantique Nord.

Depuis 1976, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels contraignent leurs parties à appliquer le préambule de leurs articles 1: «Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes.» L'article 20 du premier stipule que «toute propagande en faveur de la guerre est interdite par la loi[5]». Les guerres et les communications de l'OTAN contreviennent à ces traités. En fait, ce sont plutôt ses membres et ses partenaires qui contreviennent à ces règles du droit international. L'Alliance atlantique en tant que telle n'est pas un État, et n'est donc pas partie aux traités. Seuls les États peuvent faire l'objet de poursuites devant la CIJ. Des procès peuvent être intentés contre des individus devant la Cour pénale internationale

(CPI), mais, jusqu'ici, tous les individus poursuivis ont été des ressortissants africains, aucun ne provenant d'un État membre ou partenaire de l'OTAN. Ce recours partial aux tribunaux internationaux découle en grande partie de l'influence du membre dominant de l'Alliance que sont les États-Unis.

Des États-Unis hors-la-loi?

Les États-Unis entretiennent une relation singulière avec le droit international. Ils ne sont partie que de 5 des 18 grands traités sur les droits de la personne (aucun autre pays du monde n'en a signé moins qu'eux). Leur gouvernement, qui est l'un des principaux obstacles aux traités sur le désarmement, méprise les décisions de la CIJ, refuse de ratifier le Statut de Rome (qui a institué la CPI) et a puni des pays qui l'ont fait, allant jusqu'à imposer des sanctions à des employés de la Cour pour les dissuader de faire leur travail. Les États-Unis ont fait pression sur les gouvernements d'Espagne et de Belgique, pays où des tribunaux tentaient d'engager des poursuites criminelles contre de hauts responsables états-uniens. Ils ont espionné et soudoyé les représentants d'États membres des Nations Unies en vue d'influencer leur vote. (Tout comme ils ont soudoyé des membres de l'OTAN pour obtenir un «consensus», mais cette pratique n'est guère considérée comme illicite.)

Ils se sont ingérés dans des élections et ont facilité des coups d'État, disposent de grandes agences de renseignement qui ne sont pas tenues de rendre des comptes, se livrent à des assassinats ciblés, prétendent avoir le droit de faire exploser qui ils veulent, où ils veulent, avec des missiles largués par des drones, sabotent des pipelines et d'autres infrastructures sans se soucier de la loi ou des dommages infligés, et s'opposent quasi systématiquement à l'adoption de nouveaux traités internationaux, y compris de conventions visant l'interdiction de la militarisation de l'espace, des cyberattaques et des armes nucléaires. Et pourtant, les États-Unis et l'OTAN ne cessent de se dire en faveur d'un «ordre mondial fondé sur des règles».

Une des raisons pour lesquelles aucun ordre mondial fondé sur des règles n'est en vigueur réside dans le droit de veto des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies. Depuis 1972, les États-Unis en ont été de loin le principal utilisateur, ayant bloqué des initiatives de presque tous les autres pays du monde. Ils ont ainsi opposé leur veto à la condamnation, par les Nations Unies, de l'apartheid sud-africain, des guerres d'Israël et de son occupation des territoires palestiniens, des armes chimiques et biologiques, de la prolifération des armes nucléaires, du non-recours en premier aux armes nucléaires, de l'utilisation de celles-ci contre des États non nucléaires, des guerres des États-Unis contre le Nicaragua, Grenade et le Panama, de l'embargo états-unien contre Cuba, du génocide rwandais, du déploiement d'armes dans l'espace et de bien d'autres choses encore. À des dizaines de reprises, ils ont exercé leur droit de veto contre des initiatives de paix ou de justice en Palestine. Ces exemples ne représentent que la pointe de l'iceberg. Le principal mode d'application du droit de veto repose sur la menace, brandie derrière des portes closes, d'en faire usage pour empêcher l'inscription à l'ordre du jour de sujets jugés inopportuns.

Une autre lacune de l'ordre mondial fondé sur des règles découle des sanctions du type de celles qu'imposent les États-Unis et l'OTAN. Les sanctions qui sont autorisées par les Nations Unies et ne punissent pas une population entière, ciblant plutôt de puissants individus coupables de crimes majeurs, sont légales. Le gouvernement des États-Unis, lui, inflige des sanctions unilatérales pour punir des populations entières (ou forcer d'autres gouvernements à le faire avec lui). De telles sanctions violent la souveraineté des États visés et l'interdiction des peines collectives stipulée par l'une des conventions de Genève, par la Charte des Nations Unies, par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et, dans certains cas, par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Le fait que l'OTAN se joigne parfois à Washington dans l'imposition de ces sanctions ne rend pas celles-ci légales pour autant.

Pour le gouvernement états-unien, les sanctions sont une étape vers la guerre (comme en Irak) ou vers l'affaiblissement ou le renversement d'un

gouvernement (comme en Russie)[6]. Les États-Unis se sont vu demander (et ont refusé) de rendre compte des résultats de sanctions imposées à des dizaines de pays[7], lesquelles ont à tout le moins causé de terribles souffrances humaines. Ils ont soumis des pays non membres de l'OTAN à de lourdes sanctions qui ont durement frappé des populations civiles au nom de prétendues tentatives d'influencer ou de renverser des gouvernements qu'ils n'aimaient pas pour quelque raison. Quand l'OTAN les assiste dans leur tâche, elle leur sert de complice, et non de légitimation.

Dans les traités qui ont contribué à «mondialiser» la Grande Guerre se trouvent des précédents à l'obligation, définie par l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, d'assister les parties attaquées. Le Royaume-Uni a invoqué le Traité des XXIV articles (ou traité de Londres) de 1839 pour se porter à la défense de la Belgique en août 1914. Les deux guerres mondiales servent d'ailleurs de référence aux États qui, par contrainte ou par choix, prennent part aux guerres des autres. Le précédent de la Première Guerre mondiale a toutefois suscité de vifs regrets, et l'idée de s'engager à participer aux guerres futures et non spécifiées d'autrui (si défensives, humanitaires ou nobles soient-elles) n'a été soumise au vote populaire dans aucun des pays fondateurs de l'OTAN.

Chose importante, la Première Guerre mondiale s'est déroulée avant l'adoption de la plupart des traités interdisant les conflits armés. La guerre était alors généralement considérée comme légale ou extérieure au champ du droit. On pouvait ainsi affirmer qu'il n'y avait rien d'illégal à prendre part à la guerre d'un autre pays. Mais qu'en est-il de nos jours? Même en prétextant les échappatoires de la Charte des Nations Unies et en formulant l'hypothèse que ceux-ci s'appliquent à un conflit donné, une telle guerre, légale en théorie, ne le serait en fait que pour l'État ou les États dont la position serait jugée défensive ou pour ceux que les Nations Unies auraient autorisés à la mener.

L'OTAN est-elle même légale?

L’article 5 du Traité de l’Atlantique Nord stipule que toute partie se doit, en cas d’attaque contre une autre partie, d’assister celle-ci «en prenant aussitôt […] telle action qu’elle jugera nécessaire, y compris l’emploi de la force armée». Or, nul article de la Charte des Nations Unies n’autorise quiconque se rangerait dans le bon camp à recourir à la force militaire.

Les auteurs du Traité étaient sans doute conscients de s’appuyer sur des fondements juridiques fragiles, car ils ont affirmé le contraire à deux reprises, d’abord en concluant l’article 5 par la précision suivante: «Toute attaque armée de cette nature et toute mesure prise en conséquence seront immédiatement portées à la connaissance du Conseil de Sécurité. Ces mesures prendront fin quand le Conseil de Sécurité aura pris les mesures nécessaires pour rétablir et maintenir la paix et la sécurité internationales[8].» Les Nations Unies ne sont-elles pas l’instance qui devrait décider de l’opportunité ou non de prendre «les mesures nécessaires»?

Les auteurs ont ajouté un deuxième élément d’une obséquiosité factice en précisant que le Traité «n’affecte pas et ne sera pas interprété comme affectant en aucune façon les droits et obligations découlant de la Charte pour les parties qui sont membres des Nations Unies ou la responsabilité primordiale du Conseil de Sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales». Ils ont ainsi tenté de masquer le fait que le Traité autorise le déclenchement de guerres sans tenir compte de l’avis des Nations Unies.

Malgré ses fondements juridiques contestables, l’OTAN est présentée comme un gage de légalité par Washington. Quand les États-Unis, le Royaume-Uni et trois autres pays ont attaqué le Yémen en janvier 2024, un porte-parole de l’Alliance atlantique a obligeamment déclaré qu’il s’agissait d’une action «défensive[9]». Si vous confondez le moindrement l’OTAN et les Nations Unies (deux instances internationales qui ont un lien avec la guerre), vous assimilerez peut-être cette justification à un avis juridique. Il ne s’agit cependant que d’un discours creux, éminemment sujet à débat, car s’en prendre à des navires marchands dans les eaux limitrophes du Yémen

(argument servi pour justifier les attaques) n'équivaut pas à déclencher une agression militaire contre les États-Unis et les quatre autres pays impliqués.

Également en janvier 2024, un des coprésidents de la Bosnie-Herzégovine, Denis Bećirović, a demandé à l'OTAN d'intervenir militairement pour empêcher la sécession d'une région du pays. Il a ainsi illustré non pas ce que l'Alliance atlantique a le droit de faire en toute légalité, mais plutôt ce que certains la croient capable de faire et attendent d'elle[10].

Même si l'OTAN n'est pas une instance élue et représentative d'une population à qui elle aurait à rendre des comptes, le Congrès des États-Unis l'invoque pour se dérober à ses responsabilités. Il prétend souvent ne pas être tenu d'enquêter sur les atrocités d'une guerre parce que celle-ci est menée par l'Alliance.

Bien que l'OTAN soit contrôlée par Washington, les médias états-uniens en font mention pour présenter des guerres comme le fruit de décisions soigneusement réfléchies par la «communauté internationale». C'est là une des principales raisons pour lesquelles le gouvernement des États-Unis agit par l'entremise de l'Alliance et souhaite que les membres de cette dernière ne rompent pas leur adhésion.

Plus l'OTAN est perçue comme l'instance qui, plutôt que les forces armées états-uniennes, mène des actions dans le monde, plus il est difficile de s'opposer à ces actions. En effet, des citoyens en colère ne peuvent voter contre leur «député local à l'OTAN», car une telle fonction n'existe pas. Sans doute rien ne saurait mieux illustrer cet état de fait que l'exemple suivant.

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, un grand débat fait rage entre les gens qui considèrent celle-ci comme une agression «non provoquée» et ceux qui, tout en la dénonçant comme un crime abominable, soulignent qu'elle ne constitue rien de moins que l'attaque la plus ouvertement et la plus opiniâtrement provoquée de tous les temps, des diplomates occidentaux ayant lancé des mises en garde à ce sujet pendant des années. Selon les tenants de la seconde interprétation, l'élargissement de l'Alliance atlantique a joué un rôle déterminant dans cette provocation.

Mais qui se serait attendu à ce que le secrétaire général Jens Stoltenberg lui-même admette publiquement que c'est l'expansion de l'OTAN qui a conduit à l'invasion russe? Le 7 septembre 2023, lors d'une discussion avec des parlementaires européens, Stoltenberg a affirmé que, à l'automne 2021, le président russe Vladimir Poutine avait envoyé un projet de traité qu'il demandait à l'OTAN de signer, traité en vertu duquel celle-ci se serait engagée à cesser son expansion: «Il posait cela comme condition pour ne pas envahir l'Ukraine. Évidemment, nous n'avons pas signé. Nous avons rejeté sa proposition. Il a donc déclenché une guerre pour empêcher l'OTAN de se rapprocher davantage de ses frontières[11].»

Si Stoltenberg avait été un chef d'État, cet aveu aurait provoqué un tollé. Mais il n'était que le secrétaire général de l'Alliance, poste auquel la notion même de reddition de comptes ne semble pas s'appliquer.

Chapitre 8

L’OTAN et les armes nucléaires

L’OTAN se qualifie d’«alliance nucléaire» et comprend un Groupe des plans nucléaires où l’ensemble de ses membres (tant ceux qui possèdent des armes atomiques que ceux qui n’en possèdent pas) discutent, entre autres, de l’éventualité d’un type de guerre qui menacerait la vie sur Terre[1] et coordonnent des exercices militaires ou des «jeux de guerre» liés à l’utilisation d’armes nucléaires en Europe[2].

L’OTAN comme telle ne possède ni ne contrôle aucune arme nucléaire. Trois de ses membres disposent cependant de tels arsenaux. On ne peut connaître la taille de ces derniers avec certitude, car les armes atomiques sont à la fois légitimées par l’alchimie douteuse de la «dissuasion» et, paradoxalement, gardées au secret. On estime néanmoins que les États-Unis possèdent 5 344 armes nucléaires, la France 290 et le Royaume-Uni 240[3].

Du côté des partenaires de l’OTAN, Israël et le Pakistan détiendraient 170 armes nucléaires chacun.

Des armes atomiques sont stockées et contrôlées par les forces armées des États-Unis dans cinq pays membres de l’Alliance atlantique, soit la Belgique, l’Allemagne, l’Italie, les Pays-Bas et la Turquie. On estime leur nombre à 35 sur les bases aériennes italiennes d’Aviano et de Ghedi, à 20 sur celle d’Incirlik en Turquie, et à 15 chacune sur celles de Kleine-Brogel en Belgique, de Volkel aux Pays-Bas et de Büchel en Allemagne. On rapporte également que les États-Unis sont en train d’envoyer une partie de leur arsenal nucléaire à la base aérienne RAF Lakenheath, au Royaume-Uni, où ils en ont déjà stocké dans le passé[4].

Ces dernières années, les États-Unis ont remplacé leurs bombes atomiques entreposées en Europe par un nouveau modèle, la B61-12, et des membres de l'OTAN ont acheté de nouveaux avions de fabrication états-unienne conçus pour les larguer[5]. Des armes nucléaires américaines étaient entreposées en Turquie pendant que des combattants appuyés par Washington et des milices appuyées par Ankara se livraient mutuellement combat en Syrie[6], et pendant qu'une tentative de coup d'État non soutenue par les États-Unis se déroulait sur la base même où se trouvent lesdites armes[7].

Sept autres États membres de l'OTAN participent à une mission d'«appui des opérations nucléaires par les tactiques aériennes classiques» appelée Snowcat, soit la République tchèque, le Danemark, la Grèce, la Hongrie, la Norvège, la Pologne et la Roumanie[8].

La Pologne et la Roumanie abritent elles aussi de nouvelles bases des États-Unis et de l'OTAN d'où des missiles pourraient être lancés sur la Russie depuis une très courte distance, ce qui ne laisserait au gouvernement russe que quelques instants pour déterminer si ceux-ci sont nucléaires ou non et décider de riposter en lançant les siens. Washington et l'Alliance affirment que ces bases ont une fonction purement défensive, et divers défenseurs de celles-ci soutiennent même qu'elles n'ont rien à voir avec la Russie – elles auraient pour cible l'Iran (selon le président Barack Obama en 2009[9]) ou ne serviraient qu'à maintenir les emplois de travailleurs américains (selon l'ex-ambassadeur des États-Unis à Moscou Jack Matlock en 2015[10]).

Les États-Unis fabriquent ce que bon nombre de leurs hauts responsables qualifient d'armes nucléaires «faciles à utiliser» ou «tactiques» (qui ont à peine plusieurs fois la puissance de celle qui a dévasté Hiroshima)[11]. D'un autre côté, le Pentagone sait que le lancement d'une seule arme atomique «tactique» tendrait à dégénérer en guerre nucléaire totale. Secrétaire à la Défense sous Donald Trump, Jim Mattis était du même avis lorsqu'il a témoigné devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants, en 2018: «Je ne pense pas qu'une arme nucléaire puisse être

qualifiée de “tactique”. Toute arme du genre, utilisée à n’importe quel moment, change la donne stratégique[12].»

De fabrication états-unienne et sujet à s’écraser, le F-35 est le premier avion militaire «furtif» conçu pour transporter des bombes atomiques, qu’il peut en théorie lâcher sur une ville sans qu’aucun radar ne l’ait détecté[13]. Les États-Unis et l’OTAN sont parvenus à en vendre au Royaume-Uni, à l’Italie, aux Pays-Bas, à la Norvège, au Danemark, à la Belgique, à la Pologne, à Israël, à l’Australie, au Japon, à la Corée du Sud, à Singapour et au Canada, et des efforts sont actuellement déployés pour élargir ce cercle et créer une demande pour ce type d’aéronefs, ce qui pourrait généraliser le recours à de tels appareils pour des raisons d’«interopérabilité».

Les forces armées des États-Unis disposent à elles seules d’un nombre suffisant d’armes nucléaires pour menacer la vie sur Terre. Celles-ci se répartissent en trois types: missiles embarqués sur des sous-marins (qui naviguent dans tous les océans), bombes transportées dans des avions (qui sillonnent les cieux de la planète), et missiles entreposés sur le territoire des États-Unis. Dans ces circonstances, on peut se demander pourquoi des armes nucléaires sont toujours stockées en Europe, où il faudrait les charger dans des avions dont les missions (visant sans doute la Russie) seraient si «furtives» qu’aucune alerte ne pourrait être déclenchée, ou si risquées qu’elles devraient être précédées d’efforts colossaux de destruction des défenses antiaériennes de l’ennemi.

Si la décision de «passer au nucléaire» revenait à l’OTAN, il faudrait d’abord que tous les pays membres parviennent à un consensus sur la question. Or, l’atteinte d’un consensus n’est pas toujours facile. Par exemple, quand les États-Unis ont tenté de rallier l’Alliance atlantique à leur projet de guerre contre l’Irak en 2003, ils ont échoué, en partie en raison de fortes pressions citoyennes au sein des autres pays membres. La guerre nucléaire est l’une des idées les moins populaires de tous les temps; par conséquent, il faudrait sans doute que son déclenchement soit «furtif», non seulement aux yeux de la Russie, mais aussi à ceux du public occidental[14]. Si les États-Unis décidaient d’employer des armes atomiques, on peut présumer qu’ils ne se donneraient pas la peine d’essayer

d’utiliser celles qui sont stockées en Europe. Dans cette optique, pour que de hauts responsables états-uniens pensent à se réfugier dans des abris antiatomiques enfouis sous des montagnes à bonne distance de Washington, il faudrait qu’on les ait informés de la planification secrète d’une guerre nucléaire, ce qui poserait problème tant pour l’idée de dissuasion que pour l’idée de démocratie.

Rappelons que, en vertu du Traité de l’Atlantique Nord, l’OTAN a pour mission de défendre l’Europe contre une attaque, et non de mettre en œuvre une stratégie de dissuasion. Néanmoins, même dans l’éventualité d’une telle attaque (que la réponse soit nucléaire ou non), il est peu probable que les bombes américaines stockées en Europe soient utilisées. Les menaces lancées au nom de la dissuasion tendent à alimenter les courses à l’armement et les guerres. Or, le maintien en sol européen d’un stock d’armes nucléaires états-uniennes ne semble même pas répondre aux standards habituels de la théorie de la dissuasion, car le contexte le plus probable de leur utilisation serait celui d’une attaque secrète, événement plutôt improbable. Selon certains hauts responsables états-uniens, ces bombes ne remplissent aucune «fonction militaire», leur unique finalité étant d’ordre politique, soit de rassurer les pays hôtes en leur montrant que Washington se soucie de leur sort[15].

On affirme aussi que, parce que la Russie aimerait voir ces armes nucléaires retirées d’Europe, les États-Unis devraient les y laisser ou exiger quelque chose de colossal à Moscou en échange de leur retrait[16]. D’autres observateurs sont d’avis que leur maintien s’inscrit dans une volonté de répartir le fardeau avec les pays européens, ce qui concorderait avec les efforts visant à leur faire augmenter leurs dépenses militaires. Or, si ledit fardeau ne remplit aucune fonction, à quoi bon le partager? Les dirigeants européens savent très bien que ces bombes ne sont pas utiles en tant que bombes – elles servent plutôt à provoquer la Russie. Ils savent aussi que Moscou invoque le stockage d’armes atomiques états-uniennes en Europe pour justifier le stockage de bombes russes au Bélarus. En 2023, l’ambassadeur de Russie aux États-Unis a déclaré à l’un d’entre nous que

Moscou a le droit d'entreposer des armes nucléaires au Bélarus parce que Washington fait de même dans d'autres pays.

Une interprétation plus réaliste de la fonction «politique» des armes atomiques états-uniennes en Europe combinerait sans doute les trois éléments suivants: l'idée que les États-Unis se porteront à la défense de tout pays où ils stockent des armes nucléaires, le prestige saugrenu que beaucoup associent à la possession d'un tel arsenal (même si ce dernier appartient à un autre pays), et l'objectif général de Washington de maintenir l'imbrication de ses forces armées et des États européens, de conserver l'appui de leurs gouvernements aux stratégies militaires américaines et d'entretenir leur volonté de consacrer des sommes astronomiques à l'achat d'armes américaines.

La présence d'armes nucléaires états-uniennes fait depuis longtemps l'objet de contestations populaires dans les pays où celles-ci sont stockées[17]. En 1981, un demi-million de personnes sont descendues dans les rues d'Amsterdam pour dénoncer le programme nucléaire de l'OTAN[18]. De grandes manifestations sur le même thème ont eu lieu à Rome, à Bonn et dans d'autres capitales ouest-européennes. Aujourd'hui comme hier, l'opposition citoyenne exerce une pression sur les gouvernements. En 2020, la Chambre des représentants de Belgique est passée près d'adopter une résolution appelant notamment au retrait des armes nucléaires états-uniennes du territoire belge[19]. En 2010, un débat similaire avait déchiré le gouvernement allemand; le Bundestag avait voté pour que les bombes soient retirées d'Allemagne (même s'il était interdit d'admettre leur existence), mais elles sont restées[20]. Des Européens ont aussi lancé des campagnes d'envergure dans le but de forcer les institutions financières à ne plus investir dans l'industrie de l'armement nucléaire[21].

Ces armes ne violent-elles pas les traités sur le désarmement nucléaire?

Depuis 1970, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires exige de ses parties détentrices de telles armes qu'elles poursuivent «de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace». Parmi ces parties figurent les cinq principaux détenteurs, soit la Russie (l'Union soviétique à la signature du Traité), les États-Unis, la Chine, la France et le Royaume-Uni, mais pas les quatre autres que sont le Pakistan, l'Inde, Israël et la Corée du Nord. Des États non nucléaires, dont l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et la Turquie, sont également parties au Traité.

Inutile de préciser que les parties détentrices violent ouvertement le Traité en ne procédant pas à leur désarmement nucléaire, tout en entretenant un environnement socioculturel où l'idée même de «désarmement général et complet» paraît insensée et où le non-respect de cet engagement international est considéré avec indifférence.

Le Traité sur la non-prolifération stipule également ce qui suit: «Tout État doté d'armes nucléaires qui est Partie au Traité s'engage à ne transférer à qui que ce soit, ni directement ni indirectement, des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs, ou le contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs; et à n'aider, n'encourager ni inciter d'aucune façon un État non doté d'armes nucléaires, quel qu'il soit, à fabriquer ou acquérir de quelque autre manière des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs, ou le contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs.»

En découle cette obligation concomitante pour les États non nucléaires: «Tout État non doté d'armes nucléaires qui est Partie au Traité s'engage à n'accepter de qui que ce soit, ni directement ni indirectement, le transfert d'armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires ou du contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs; à ne fabriquer ni acquérir de quelque autre manière des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs; et à ne rechercher ni recevoir une aide quelconque pour la

fabrication d’armes nucléaires ou d’autres dispositifs nucléaires explosifs[22].»

Malgré ces articles, les États-Unis ont stocké des armes nucléaires dans d’autres pays en faisant passer ces transferts pour des opérations de l’OTAN, et ont formé des pilotes de ces pays à l’art du bombardement atomique en utilisant des avions de leurs hôtes. En conservant la propriété de ces armes, est-ce que Washington se conforme aux exigences du Traité?

En 2021 est entré en vigueur le Traité sur l’interdiction des armes nucléaires, qui s’inscrit dans une initiative mondiale visant l’élimination des arsenaux atomiques. Les signataires ont convenu de ce qui suit:

> Chaque État Partie s’engage à ne jamais, en aucune circonstance:
>
> a) Mettre au point, mettre à l’essai, produire, fabriquer, acquérir de quelque autre manière, posséder ou stocker des armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires;
>
> b) Transférer à qui que ce soit, ni directement ni indirectement, des armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires, ou le contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs;
>
> c) Accepter, ni directement ni indirectement, le transfert d’armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires ou du contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs;
>
> d) Employer ni menacer d’employer des armes nucléaires ou d’autres dispositifs explosifs nucléaires;
>
> e) Aider, encourager ou inciter quiconque, de quelque manière que ce soit, à se livrer à une activité interdite à un État Partie par le présent Traité;
>
> f) Demander ou recevoir de l’aide de quiconque, de quelque manière que ce soit, pour se livrer à une activité interdite à un État Partie par le présent Traité;
>
> g) Autoriser l’implantation, l’installation ou le déploiement d’armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires sur son territoire ou en tout lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle[23].

Au moment où nous écrivons ces lignes, 73 États ont ratifié le Traité. Dans d’autres pays, des mouvements citoyens pressent leurs gouvernements de le faire. Parmi les parties actuelles figurent sept partenaires de l’OTAN, soit l’Algérie, l’Autriche, l’Irlande, le Kazakhstan, Malte, la Mongolie et la Nouvelle-Zélande. Voilà qui pourrait poser problème à la politique nucléaire de l’Alliance. À l’heure où le monde envisage d’interdire les armes atomiques, où des banques internationales cessent d’investir dans le

secteur et où des entreprises renoncent à fabriquer de tels engins, la position antinucléaire est en train de s’immiscer dans l’OTAN.

Chapitre 9

Des divisions au sein de l’OTAN

Au fil des ans, de nombreuses questions ont divisé les États membres de l’OTAN. Les désaccords surgissent le plus souvent lors de discussions visant l’atteinte d’un consensus sur des enjeux comme l’adhésion d’un nouveau membre, la participation à une guerre ou la nomination d’un secrétaire général.

Dans la section intitulée «L’environnement politique, test de l’unité des Alliés» d’un rapport publié en 2020, l’OTAN rend compte de certaines des divisions qui l’ont marquée à différentes époques. Parmi ces pommes de discorde figurent la guerre du Vietnam, la présence de dictatures dans ses propres rangs, la crise des euromissiles, l’élargissement de l’Alliance et la guerre d’Irak[1].

Dès les premières années d’existence de l’OTAN, il s’est avéré que la France était l’un de ses membres les plus indépendants d’esprit (le gendarme mondial aurait pu la qualifier d’«insubordonnée»). En 1966, le président Charles de Gaulle a refusé d’inscrire le programme d’armement nucléaire de son pays dans celui de l’Alliance atlantique et d’accepter un contrôle externe de ses forces armées. Il a retiré la France de la structure de commandement militaire de l’OTAN tout en restant partie au Traité de l’Atlantique Nord et en s’engageant à ce que le pays reste membre de l’Alliance. En 2009, Paris réintégrerait la structure de commandement militaire[2].

Plus récemment, la France s’est irritée de se voir empêchée de vendre ses sous-marins à l’Australie en raison de l’accord de coopération militaire

AUKUS.

Avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Paris évoquait de plus en plus l'idée d'une alliance militaire européenne qui se substituerait à l'OTAN. Arrivé au pouvoir en 2017, le président Emmanuel Macron a introduit le terme d'«autonomie stratégique européenne». Il envisageait la mise en place d'une structure qui renforcerait la latitude décisionnelle des États d'Europe, une idée que Washington a toujours rejetée. Macron a même dit de l'Alliance qu'elle était en état de «mort cérébrale», ce qui a suscité la réprobation des autres membres. Les critiques et les propositions du président français se sont toutefois évaporées dans la foulée de l'invasion russe de l'Ukraine.

La Turquie est elle aussi une source fréquente de divisions au sein de l'OTAN. Son gouvernement est encore moins attaché à la démocratie que ceux de certains membres et fait preuve d'une plus grande indépendance que les autres en matière de politique étrangère. Trois politologues ont résumé la position d'Ankara dans un article publié en 2023:

> La Turquie a acheté le S-400 (système de défense antiaérienne russe qui menace le programme F-35 de Washington), est passée près d'ébranler l'OTAN en menaçant d'envahir la Grèce, a failli atteindre des soldats états-uniens en Syrie, est devenue le refuge des Frères musulmans après qu'on les eut chassés d'Égypte, a servi de bras financier au Hamas et à la Russie, et a échangé des menaces avec Israël autour de son soutien au Hamas. […] Malgré cela, les États-Unis maintiennent leur coopération économique avec la Turquie, lui fournissent de l'aide humanitaire et ont donné leur accord à des contrats de ventes d'armes et d'assistance à la sécurité de près de 478 milliards de dollars depuis le début du mandat du président Joe Biden. […] Le gouvernement turc se demande encore s'il approuvera ou non l'adhésion de la Suède à l'OTAN. En échange d'un vote favorable, il réclame l'autorisation d'acheter des avions états-uniens F-16 et des caméras canadiennes pour ses drones de combat. […] Les stratèges états-uniens présument souvent que l'envoi d'armes aux alliés et aux partenaires stratégiques accroît l'influence de Washington sur les destinataires. Or, la Turquie offre l'exemple le plus récent du contraire[3].

Parmi les autres concessions accordées par la Suède pour obtenir l'approbation de la Turquie à son entrée dans l'Alliance atlantique figurait la mise en œuvre de mesures répressives à l'endroit des Kurdes établis sur son territoire, a rapporté *The Guardian*:

> Dans un effort en vue de rallier le président turc Recep Tayyip Erdoğan, affirme-t-on, les autorités suédoises ont accru leur surveillance des ressortissants kurdes établis en Suède, soumis les demandeurs d'asile à des enquêtes de la Säpo (la «police de sécurité» suédoise) et fait fermer les comptes de banque des associations caritatives kurdes. On rapporte également la suspension des permis de séjour de dizaines d'innocents. La semaine dernière, après que la Turquie eut approuvé la demande d'adhésion de la Suède à l'OTAN, le radiodiffuseur public Sveriges Radio a annoncé la fermeture de sa salle de presse kurde[4].

Sans doute plus graves du point de vue de l'OTAN sont les initiatives de paix lancées par Ankara. En 2003, la Turquie a refusé d'autoriser les États-Unis à utiliser son territoire comme base pour leur agression illégale contre l'Irak[5]. Elle maintient de bonnes relations avec la Russie et a été l'hôte de pourparlers de paix qui sont passés près de mettre un terme à la guerre en Ukraine peu après son commencement – guerre qui pourrait encore prendre fin si Washington y consentait.

Malgré toutes ces contradictions, les autres membres de l'OTAN préfèrent compter la Turquie dans leurs rangs plutôt que l'inverse, si bien que le pays reste dans l'Alliance et la mésentente persiste.

Sous la gouverne de son premier ministre autoritaire Viktor Orbán, la Hongrie est un autre mouton noir de l'OTAN. Entretenant elle aussi de bonnes relations avec Moscou, elle a fait obstacle à l'envoi d'armes et d'aide financière à l'Ukraine. Comme la Turquie, elle s'opposait à l'entrée de la Suède dans l'Alliance, dont elle a été le dernier membre à se rallier au «consensus» après que Stockholm eut accepté de lui vendre des avions de chasse[6].

Bien sûr, l'OTAN reste très divisée non pas sur la question d'admettre ou non l'Ukraine dans ses rangs, mais sur le moment où il serait opportun de le faire. Et des désaccords persistent sur l'envoi de soldats de l'Alliance en sol ukrainien qu'a proposé Emmanuel Macron. L'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Pologne et la République tchèque se sont immédiatement distanciés des propos du président français. «Il n'y aura aucune troupe au sol, aucun soldat envoyé ni par les États européens ni par les États de l'OTAN sur le sol ukrainien», a déclaré le chancelier allemand Olaf Scholz[7].

Paradoxalement, ce sont les réticences de certains membres à augmenter leurs dépenses en armement qui suscitent les tensions les plus vives dans cette «alliance démocratique». Elles émanent notamment des pays dotés des institutions démocratiques les plus solides, dont les populations ont lutté pour empêcher leurs gouvernements de sous-financer les programmes sociaux au profit du trou noir que constitue le militarisme.

Donald Trump est-il contre l'OTAN?

Des dissensions sont aussi apparues au sein de l'OTAN quand Donald Trump, alors président des États-Unis, s'est emporté contre des membres auxquels il reprochait de ne pas verser leur juste part et a qualifié l'Alliance de caduque. Ces propos ont rendu le Congrès si nerveux qu'il a fini par adopter une loi interdisant à tout président de sortir le pays de l'OTAN[8].

En dressant le bilan de la présidence Trump de 2017 à 2021, on peut toutefois conclure sans l'ombre d'un doute qu'avec des ennemis comme lui, l'OTAN et la machine de guerre mondiale n'ont guère besoin d'amis!

Malgré ses plaintes selon lesquelles les États-Unis dépensaient plus que leur «juste part», Trump a augmenté les dépenses militaires du pays, tout comme l'avait fait Barack Obama et le ferait Joe Biden. Il a endossé son rôle de vendeur d'armes en chef de façon plus ostentatoire que tous ses prédécesseurs, allant même jusqu'à donner des conférences de presse où il se félicitait de la conclusion de nouveaux contrats. Il a également autorisé l'envoi d'armes états-uniennes en Ukraine, ce qu'Obama avait refusé de faire parce qu'il craignait qu'un tel geste ne mène à une guerre avec la Russie. Trump, que de nombreux observateurs dépeignaient en ami ou même en serviteur de Moscou, a aussi expulsé des diplomates russes, imposé des sanctions contre de hauts responsables russes, déployé des missiles non loin de la frontière russe, fait pression sur des pays d'Europe pour qu'ils cessent d'acheter du gaz russe, retiré les États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien et du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, rejeté la proposition russe d'interdire la militarisation de l'espace et les cyberattaques, élargi l'OTAN vers l'est, admis la Colombie

comme partenaire de l’Alliance et proposé d’y ajouter le Brésil, dépensé une fortune en armes atomiques, bombardé des troupes russes en Syrie, supervisé les plus importants exercices militaires qu’a connus l’Europe en cinquante ans (aujourd’hui surpassés), condamné tout projet de création d’une alliance militaire européenne indépendante de l’OTAN, et insisté pour que l’Europe demeure au sein de l’Alliance atlantique.

Ainsi se maintient le soutien de Washington à l’OTAN, quel que soit le parti politique au pouvoir. Certes, le potentiel de division demeure, et, s’il devient trop élevé, les États-Unis pourraient décider de quitter l’OTAN. Mais ils ne le feront que s’ils trouvent un meilleur véhicule pour dominer la planète.

Quant aux autres pays de l’OTAN, malgré leurs désaccords périodiques, ils finissent toujours par rentrer dans le rang. Rappelons qu’il est ici question d’une alliance militaire dont les membres subordonnent généralement leurs forces armées à celles des États-Unis. Dans une armée, la dissidence n’est pas permise.

Chapitre 10
Les projets de l’OTAN

L’OTAN envisage de poursuivre son expansion en accueillant de nouveaux membres, en s’adjoignant de nouveaux partenaires, en aménageant de nouvelles bases et en déployant plus de troupes. Elle compte en outre intervenir davantage dans les champs du maintien de l’ordre, de la politique, de la recherche, de l’industrie et de la propagande. Elle prévoit d’intensifier la militarisation de ses relations, de plus en plus marquées par l’hostilité, avec la Russie et la Chine[1].

Après des années d’escalade où de nombreux observateurs prédisaient que l’élargissement de l’OTAN mènerait à une guerre en Ukraine – et où certains prônaient une telle issue –, l’invasion russe anticipée a eu lieu et a tout de suite été qualifiée d’agression «non provoquée»[2].

En 2024, de hauts responsables d’États membres de l’OTAN, dont le ministre allemand de la Défense Boris Pistorius, ont émis l’avertissement que la Russie attaquerait l’OTAN d’ici quelques années[3]. Le ministre de la Défense du Danemark, Troels Lund Poulsen, a pour sa part affirmé que cela se produirait dans trois à cinq ans[4]. Le président du Comité militaire de l’Alliance, l’amiral Rob Bauer de la Marine royale néerlandaise, a souligné la nécessité d’intensifier les préparatifs en vue d’une guerre contre la Russie. Le général Micael Bydén, commandant en chef des forces armées suédoises, Carl-Oskar Bohlin, ministre suédois de la Défense civile, Władysław Kosiniak-Kamysz, ministre polonais de la Défense, et Gabrielius Landsbergis, ministre lituanien des Affaires étrangères, ont abondé dans ce sens[5]. Il va sans dire que tous ces personnages affirment,

sincèrement ou non, que la seule façon de minimiser les risques d'une guerre contre la Russie consiste à amplifier les politiques mêmes qui ont mené au conflit ukrainien.

L'incapacité ou le refus des dirigeants d'envisager des négociations ou une réconciliation pacifique avec la Russie empêchent depuis des années la cessation des hostilités en Ukraine. Des dirigeants d'États membres tel le président français Emmanuel Macron ont promu l'idée d'envoyer d'importants contingents de militaires occidentaux en sol ukrainien, ce qui pourrait accélérer de plusieurs années le déclenchement d'une guerre ouverte entre l'Alliance et la Russie[6]. En plus d'admettre la Finlande et la Suède dans ses rangs, l'OTAN a déployé de nouveaux missiles en Lituanie, à proximité de la frontière russe[7]. Selon des documents ayant fait l'objet d'une fuite en avril 2023, au moins 97 soldats des forces spéciales de pays de l'Alliance sont actifs en Ukraine, parmi lesquels figurent 50 Britanniques, 14 États-Uniens et 15 Français, ce dont les gouvernements «libres» et «démocratiques» des États membres n'ont jamais informé leurs populations[8].

Également en avril 2023, l'amiral John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale, a admis que des soldats états-uniens sont présents «en faible nombre» à l'ambassade de Kyiv pour suivre la trace des milliers de tonnes d'armes expédiées depuis les États-Unis[9]. De nombreux autres militaires états-uniens contribuent, de l'intérieur comme de l'extérieur de l'Ukraine, à la planification des opérations militaires ukrainiennes[10], à la transmission de données de surveillance par satellite et à la désignation d'objectifs pour les armes fabriquées aux États-Unis[11].

Bien que les membres de l'OTAN ne soient pas tous disposés à accueillir l'Ukraine dans leurs rangs, certains d'entre eux ont signé ou s'apprêtent à signer des ententes bilatérales de soutien militaire et d'interopérabilité avec Kyiv, lesquelles comprennent un engagement à l'aider à se joindre à l'Alliance atlantique. Ces pays incluent le Royaume-Uni[12], l'Estonie[13], la Grèce[14], la France, l'Allemagne, la Roumanie, la Pologne et les Pays-Bas[15].

Au-delà de l'incapacité à faire la paix avec Moscou, de nombreuses voix au sein de l'OTAN prônent l'anéantissement de la Russie. Kusti Salm, secrétaire permanent du ministère estonien de la Défense, préconise de «ruiner» le pays[16]. Lloyd Austin, ex-membre du conseil d'administration de l'entreprise d'armement Raytheon et secrétaire à la Défense des États-Unis, a affirmé que l'objectif de Washington en Ukraine consiste à affaiblir la Russie[17]. Le sénateur états-unien Lindsey Graham a publiquement recommandé l'assassinat du président russe Vladimir Poutine[18]. Les communications entre l'OTAN et les forces armées russes sont rompues à un moment où, contrairement à l'époque de la guerre froide, il n'y a plus d'États tampons entre l'Alliance et la Russie, où pratiquement plus aucun traité sur le désarmement n'est en vigueur et où l'OTAN se targue d'«intercepter» des centaines d'avions militaires russes par année[19]. La carte et la liste des armes et des troupes de l'Alliance déployées près de la frontière russe sont ahurissantes. Elles pourraient figurer dans la section sur la Troisième Guerre mondiale d'un manuel d'histoire… si les manuels scolaires et les humains existent encore après la Troisième Guerre mondiale[20].

Au moment où nous écrivons ces lignes, 90 000 soldats de l'Alliance atlantique participent au plus important exercice militaire effectué depuis la guerre froide[21]. Les forces armées allemandes ont élaboré leurs propres plans en fonction de l'éventuel déclenchement d'une guerre d'envergure entre l'OTAN et la Russie, avant laquelle les deux camps masseraient des troupes, déploieraient des armes et attiseraient les peurs de part et d'autre de la frontière – ce qui correspond précisément à ce que l'Alliance est en train de faire[22]. Les exercices militaires incluent également des préparatifs en vue d'une cyberguerre[23].

Des pays que l'OTAN adore détester

L'hostilité de l'OTAN envers la Russie et la Chine a pour effet d'encourager les pires tendances militaristes présentes dans ces pays et de les rapprocher

l’un de l’autre, ce qui lui qui donne des raisons de s’opposer à eux encore plus vigoureusement.

Parmi les sujets les plus débattus au Congrès des États-Unis ces dernières années figurait la Chine – la concurrence avec la Chine, la crainte de la Chine, l’hostilité envers la Chine. Le besoin de concurrencer ce pays est considéré comme allant de soi, et on évite généralement de distinguer concurrence économique et antagonisme militaire.

La rivalité entre Washington et Pékin a cependant placé les nombreux pays d’Europe dont le commerce dépend de la Chine face à un dilemme. Bien que les États-Unis enregistrent un volume d’échanges commerciaux avec la Chine qui dépasse celui de presque tous les autres pays, les Européens sont plus vulnérables qu’eux, car leurs économies sont plus dépendantes du commerce international. Selon le Fonds monétaire international, une interruption des flux d’investissement entre l’Occident et la Chine entraînerait une baisse de 2 % du PIB européen, contre moins de 1 % pour celui des États-Unis[24]. Plus grave encore serait une guerre de l’OTAN contre la Chine pour défendre Taïwan, que les membres de l’Alliance seraient peu disposés à soutenir.

C’est pour ces raisons que, en 2019, les pressions de Washington en vue d’inciter ses alliés de l’OTAN à adopter une position plus hostile à l’égard de Pékin se sont heurtées à cette réponse indignée du président Macron: «Est-ce que, comme je l’entends parfois, notre ennemi aujourd’hui est la Russie? Est-ce que c’est la Chine? Est-ce la vocation de l’Alliance atlantique de les désigner comme ennemis? Je ne le crois pas[25].»

Or, dès l’année suivante, les alliés européens sont rentrés dans le rang, et l’intransigeance envers la Chine est devenue une politique officielle de l’OTAN, comme en fait foi cet extrait d’un rapport produit en 2020:

> L’OTAN doit consacrer davantage de temps, de ressources politiques et d’énergie aux défis de sécurité liés à la Chine, sur la base d’une évaluation des capacités du pays, de son poids économique et des objectifs idéologiques affichés par ses dirigeants. Il lui faut, d’ici à 2030, élaborer une stratégie politique pour se positionner dans un monde où le rôle de la Chine va aller croissant. L’Alliance devrait faire en sorte que le défi chinois imprègne les travaux de toutes ses structures, et envisager de créer un organe consultatif en vue d’examiner toutes les questions

> relatives à la Chine qui toucheraient les intérêts de sécurité des Alliés. Elle doit intensifier les efforts visant à analyser les incidences du développement des capacités technologiques chinoises, et assurer le suivi des activités chinoises et se protéger contre toutes celles qui sont susceptibles de fragiliser la défense collective, de nuire à la disponibilité opérationnelle et/ou d'affaiblir la résilience dans la zone de responsabilité du SACEUR [commandant suprême allié Transformation] [26].

Le «concept stratégique 2022 de l'OTAN» confirme cette inflexibilité: «La Chine affiche des ambitions et mène des politiques coercitives qui vont à l'encontre de nos intérêts, de notre sécurité et de nos valeurs. Les Alliés uniront leurs efforts afin de répondre aux défis systémiques que la Chine fait peser sur la sécurité euro-atlantique tout en demeurant disposés à interagir avec elle de façon constructive, l'objectif étant de protéger les intérêts de sécurité de l'Alliance et de parvenir à une plus grande transparence mutuelle[27].»

Les défenseurs de l'OTAN affirment que des poudrières comme Taïwan, la mer de Chine méridionale, la mer de Chine orientale et la frontière sino-indienne devraient faire partie d'une stratégie de sécurité tournée vers l'avenir. C'est la raison pour laquelle l'Alliance développe ses relations dans la zone indo-pacifique.

Tout en étendant ses tentacules dans l'Indo-Pacifique, l'OTAN s'efforce d'affirmer sa présence dans les pays du Sud, y compris en Asie de l'Ouest et en Afrique du Nord, régions qu'elle qualifie de «voisinage méridional[28]», rappelant de façon troublante l'époque où les États-Unis considéraient l'Amérique latine comme leur «cour arrière». Dans les régions arctiques, elle cherche à contrôler les eaux nouvellement libres de glace, notamment dans le but d'assurer l'accès à des gisements de combustibles fossiles – dont l'extraction et l'utilisation auront pour effet d'accélérer la fonte de la banquise. Le tout en prétendant être une organisation «verte».

Comme si cette mondialisation des opérations ne suffisait pas, des membres de la classe politique états-unienne, dont Donald Trump, reprochent à l'OTAN l'insuffisance de ses activités antiterroristes.

L’Alliance tente de corriger le tir, comme en fait foi ce passage d’un document conceptuel intitulé *OTAN 2030. Unis pour une nouvelle ère*:

> Le terrorisme constitue l’une des menaces les plus immédiates et les plus asymétriques pesant sur les pays et sur les citoyens de l’Alliance. L’OTAN devrait intégrer la lutte contre le terrorisme de manière plus explicite dans ses tâches fondamentales. Cette lutte devrait être incorporée dans les structures de l’OTAN et se voir affecter des ressources suffisantes, à la mesure de la menace que représente ce fléau. L’OTAN devrait faire une plus large place à la lutte contre le terrorisme dans les travaux consacrés à l’hybride et au cyber, et veiller à ce que la menace terroriste soit abordée dans les exercices militaires et dans les enseignements qui en sont tirés. L’OTAN devrait s’efforcer d’améliorer les pratiques actuelles en matière de partage du renseignement entre Alliés afin de parvenir à une meilleure connaissance commune de la situation dans des domaines clés, notamment les nouveaux sanctuaires des terroristes, l’utilisation que ceux-ci font des TE/TR [technologies émergentes et technologies de rupture], ainsi que les tactiques hybrides qu’ils emploient[29].

Et n’oublions pas, non plus, que les ambitions tentaculaires de l’OTAN incluent la recherche conjointe dans le domaine de la haute technologie, où elle envisage ce qui suit:

> L’OTAN devrait envisager la création d’un équivalent transatlantique à l’Agence américaine pour les projets de recherche avancée de défense (DARPA) ou au Fonds européen de la défense (FED), qui serait chargé de favoriser chez les Alliés le soutien à l’innovation dans des domaines stratégiques. Cette entité pourrait bénéficier du concours d’un groupe consultatif pour les petites et moyennes entreprises associé au Groupe consultatif industriel OTAN (NIAG), qui conseillerait l’Alliance sur les moyens de suivre le rythme des évolutions technologiques. L’un des principaux objectifs de cette initiative serait de favoriser l’établissement d’un programme de R&D centré sur l’IA au sein de l’Alliance[30].

Qu’est-ce qui pourrait aller de travers?

Chapitre 11

Des solutions de rechange

Les amis de la Russie affirment que celle-ci n'avait d'autre choix que d'envahir l'Ukraine pour freiner l'expansion de l'OTAN, même s'il était flagrant que l'agression donnerait un énorme coup de pouce à l'Alliance atlantique.

Les amis de l'OTAN affirment que la seule réplique possible à l'invasion russe consiste à poursuivre l'expansion de l'Alliance atlantique, même s'ils savent très bien que rien ne saurait mieux encourager le bellicisme de Moscou.

On assiste ainsi à l'implantation de nouvelles bases de l'OTAN en Finlande et au déploiement de troupes russes supplémentaires à proximité de la Finlande, ce qui incite l'OTAN à implanter encore plus de bases en Finlande. On assiste également au déploiement de nouvelles armes nucléaires états-uniennes et russes en Europe. Les courses à l'armement et les menaces militaires sont des cercles vicieux qui accentuent le risque de guerre nucléaire – risque qui n'a jamais été aussi élevé que de nos jours selon de nombreux observateurs, dont les scientifiques responsables de l'«horloge de la fin du monde[1]». La militarisation est amplifiée par la propagande. Des affirmations comme «Poutine menace ouvertement les frontières de l'Europe» apparaissent dans les médias occidentaux sans s'appuyer sur des propos qu'aurait tenus le président russe[2].

Il existe pourtant des solutions de rechange. Au sujet de l'Afghanistan, par exemple, il est difficile d'imaginer une autre option qui ait eu de pires conséquences que vingt années de guerre. Ne pas faire la guerre aurait été

une solution infiniment meilleure. L’OTAN a empêché la tenue de pourparlers de paix en Libye et en Ukraine, puis a opté pour les armes. Il aurait été possible de négocier la paix ou, dans le cas de l’Ukraine, de se conformer à des protocoles existants comme l’accord de Minsk II de 2015.

L’idée voulant que toute guerre passée n’ait pu être évitée en raison de l’intransigeance du camp adverse est un non-sens qui masque le potentiel de diverses formes de diplomatie et d’action non violente. Tout conflit armé est précédé d’étapes claires qu’on peut franchir pour l’éviter.

Et la neutralité?

Aucune loi de la physique n’oblige un État à être un allié ou un ennemi de l’OTAN. Un État peut être neutre. Pendant la guerre froide, certains pays d’Europe ne faisaient partie ni de l’Alliance atlantique ni du pacte de Varsovie. Ils étaient soit neutres, soit membres du Mouvement des non-alignés. Les pays neutres étaient l’Autriche, la Suisse, l’Irlande, la Finlande et la Suède – jusqu’à ce que ces deux derniers pays adhèrent à l’OTAN dans la foulée de l’invasion russe de l’Ukraine. Les pays non alignés étaient la Yougoslavie, Chypre et Malte. Tous ces États avaient en commun une détermination à conserver leur indépendance et à promouvoir la paix et le désarmement.

Les États neutres ne sont pas censés autoriser la présence de soldats étrangers sur leur territoire, mais l’Irlande permet depuis longtemps aux aéronefs militaires de divers pays de faire le plein à l’aéroport de Shannon – une option que les États-Unis ont régulièrement utilisée à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Contrairement à ceux d’autres États neutres, les gouvernements irlandais successifs ont jugé que cette autorisation n’était pas assimilable à la participation à un conflit donné et qu’elle était donc compatible avec la neutralité.

Qu’il soit officiellement neutre ou non, un État peut opter pour la neutralité face à une guerre en particulier. La plupart des États sont d’ailleurs neutres dans la plupart des conflits armés. Quand les États-Unis ont tenté de forcer d’autres pays à prendre le même parti qu’eux dans la

guerre d’Ukraine, la plupart ont refusé. Il est plus facile pour un État d’être neutre si une guerre se déroule loin de ses frontières ou n’influe pas sur sa politique intérieure. Le monde a cependant besoin d’une application universelle du principe de neutralité – d’une neutralité face à toutes les guerres, proches comme lointaines.

Les États qui ne sont pas mûrs pour abolir leurs forces armées, comme l’a fait le Costa Rica, et qui craignent trop leur propre population pour la former à la résistance civile non armée peuvent néanmoins s’engager à ne mener que des guerres défensives. Bien que le fait de se préparer à des guerres défensives tende à conduire à la guerre tout court et à la militarisation de la société (et bien que des groupes autochtones aient défendu leur territoire et que des populations aient renversé des dictatures sans recourir aux armes), s’y limiter reste un important pas dans la bonne direction.

Pour de nombreux pays, la question ne consiste pas à choisir entre neutralité et militarisation, mais bien entre neutralité et intégration à un empire étranger et à sa machine de guerre mondialisée – entre neutralité et soumission à une doctrine Monroe planétaire.

Membre des non-alignés, l’Afrique du Sud a entrepris, en 2024, de faire respecter la primauté du droit en Palestine en saisissant la CIJ. Des États neutres auraient aussi pu faire de même. Refusant d’alimenter le cercle vicieux de la folie guerrière, elle n’a pas envoyé d’armes aux Palestiniens. L’Afrique du Sud a plutôt proposé d’empêcher le gouvernement israélien de commettre un génocide en plaçant celui-ci face à ses obligations en matière de droit international. Seul un État affichant un certain degré de neutralité aurait pu prendre une telle initiative. Il est probable que de nombreux gouvernements n’aient pas agi en ce sens précisément parce qu’ils ne sont pas neutres.

Les États qui se disent neutres ou le sont dans les faits ont vu la Suède et la Finlande quitter leurs rangs à cause de la catastrophe survenue en Ukraine, catastrophe que la neutralité aurait pu prévenir et qui ne pourra prendre fin sans une forme ou une autre de neutralité. Ces deux pays pourraient regretter d’avoir adhéré à l’OTAN. Quand on adhère à une

alliance militaire, on devient une cible potentielle pour les ennemis de celle-ci – peut-être même une cible plus probable que la capitale de l'empire. L'Ukraine est traitée comme une zone sacrifiée, et la Finlande devrait s'attendre à subir un sort comparable.

Ne pourrait-on pas abolir la guerre?

Si une guerre avait lieu qui fasse plus de bien que de mal, comme le conçoit la «théorie de la guerre juste», les bienfaits de ce conflit inusité ne l'emporteraient toujours pas sur le fait d'avoir maintenu l'institution guerrière, les armées de métier, les bases, les navires et les avions militaires en vue d'une «guerre juste». L'état de préparation militaire engendre des guerres, dont la plupart ne sont qualifiées de justes par personne.

Et le coût de la guerre ne se limite pas aux victimes humaines. La guerre détruit l'environnement, alimente l'intolérance, mine l'État de droit, amène les dirigeants à se sentir justifiés de prendre leurs décisions en secret et, par-dessus tout, détourne des ressources normalement destinées à répondre à des besoins humains.

Les raisons d'abolir la guerre sont nombreuses. La guerre est immorale, elle met des vies en danger, restreint la liberté, engendre l'intolérance, gaspille 2 000 milliards de dollars par année, menace l'environnement et appauvrit les gens. Bref, la guerre détruit tout ce qu'elle touche – et elle touche à peu près tout. Or, il existe bel et bien d'autres options. Si l'on portait le regard au-delà des drapeaux et de la propagande, on pourrait bâtir une vaste coalition capable d'inclure presque tout le monde – y compris la majorité des travailleurs de l'armement, lesquels seraient plus heureux et mieux nantis s'ils occupaient d'autres emplois. À un coût de loin inférieur à celui des guerres, on pourrait investir dans la sauvegarde du climat, régler la crise du logement, éliminer la pauvreté et combattre de nombreuses maladies. Un État qui en aiderait d'autres de cette façon assurerait d'ailleurs sa sécurité de façon beaucoup plus efficace que ne pourra jamais le faire une armée[3].

La résistance non armée peut-elle faire une différence?

La résistance non violente a maintes fois montré qu'elle pouvait porter ses fruits. Certains épisodes sont bien connus, comme la lutte menée par le Mahatma Gandhi qui a chassé le colonisateur britannique de l'Inde, et d'autres ont été oubliés. Au Liban, un soulèvement non violent a mis un terme à trente années de domination syrienne en 2005. En 1961, quatre généraux français ont fomenté un coup d'État en Algérie, lequel a été mis en échec au bout de quelques jours par un mouvement de résistance non violente. Pendant la première intifada, à la fin des années 1980, une bonne partie de la population palestinienne asservie s'est constituée en entités autonomes alimentées par des initiatives de non-coopération et de désobéissance civile non violentes. Des mouvements non violents ont réclamé et obtenu le retrait de bases militaires états-uniennes en Équateur et aux Philippines.

En 1991, en Union soviétique, des apparatchiks ont fait arrêter Mikhaïl Gorbatchev, envoyé des tanks dans les grandes villes, fermé les médias et interdit tout rassemblement de protestation; des manifestations non violentes ont mis fin au putsch en quelques jours. La Lituanie, la Lettonie et l'Estonie se sont affranchies de l'occupation soviétique grâce à la résistance non violente avant même l'effondrement de l'Union soviétique, et non grâce à une intervention militaire de l'OTAN ou de quelque autre force. Tout le monde devrait visionner le documentaire intitulé *The Singing Revolution,* qui relate cet épisode de l'histoire de l'Estonie[4]. Ce qu'on y voit est incroyable!

Quand l'Union soviétique a envahi la Tchécoslovaquie, en 1968, des citoyens ont organisé des manifestations, déclenché une grève générale, refusé de collaborer avec l'occupant, retiré des plaques de rue et tenté de gagner des soldats à leur cause. Malgré les concessions de dirigeants dépassés par les événements, la prise de contrôle a été entravée, et le Parti communiste a vu sa réputation ruinée[5].

Quand la Russie a envahi l’Ukraine, des centaines d’actes de résistance non armée ont eu lieu malgré la décision du gouvernement de combattre l’agression par les armes. Des actions non violentes ont bloqué le passage de tanks, convaincu des soldats d’arrêter de se battre et chassé des militaires de quartiers entiers. Des civils sans armes ont tenu les Russes à distance de la centrale nucléaire de Zaporijjia sans déplorer une seule victime, avant que l’intervention de la garde nationale n’aboutisse à la prise des installations par les forces armées russes, qui ont attaqué celles-ci aussitôt qu’il s’y est trouvé des soldats sur qui tirer.

Pour un pays envahi, il est extrêmement difficile d’établir un plan de défense civile, surtout après des décennies de préparatifs militaires et d’endoctrinement culturel sur la supposée nécessité d’une défense armée. C’est pourquoi les gouvernements qui ne sont pas en guerre devraient se renseigner sur la défense civile non armée et instituer des ministères chargés de l’organiser. Bien préparé, un ministère de la Défense non armée (dont le financement ne représenterait que de 2 % à 3 % d’un budget militaire) serait capable de rendre un pays ingouvernable en cas d’agression extérieure.

Les pays sans armée comme le Costa Rica et l’Islande pourraient se doter de solides ministères de la Défense non armée. Pour les États qui disposent de forces armées et d’industries de l’armement inféodées à des puissances impérialistes, toutefois, la tâche se révélerait plus difficile. Celle-ci serait grandement facilitée par l’absence de conflit armé et le serait encore plus par l’existence de gouvernements vraiment représentatifs de leur population. Un gouvernement non représentatif craindra l’établissement d’une défense civile non armée, non parce que celle-ci ne constitue pas un puissant outil de dissuasion et de protection contre une agression étrangère, mais parce qu’elle est aussi un puissant outil de contestation contre un mauvais gouvernement.

Que pourrait faire le gouvernement des États-Unis au lieu de soutenir l’OTAN?

Au lieu de soutenir l'OTAN et d'intervenir militairement aux quatre coins du monde, les États-Unis pourraient – et devraient – adhérer aux traités internationaux afin de promouvoir la paix. Parmi ceux-ci figurent les suivants:

- la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (ou Convention d'Ottawa);
- le Traité sur le commerce des armes;
- la Convention sur les armes à sous-munitions;
- le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires;
- le Statut de Rome instituant la CPI.

Qu'est-ce que les États-Unis pourraient faire d'autre? Ils pourraient cesser de punir des pays qui soutiennent les tribunaux internationaux, entreprendre leur propre désarmement nucléaire, engager des négociations avec les autres puissances nucléaires en vue d'un désarmement général (en conformité avec le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qu'ils ont signé et ratifié, mais pas mis en œuvre), encourager la négociation de traités sur la militarisation de l'espace et la cyberguerre, fermer les centaines de bases militaires qu'ils possèdent à l'étranger et cesser d'imposer des sanctions à des pays entiers.

Il s'agit là, bien entendu, d'une approche radicalement différente des relations internationales dont l'adoption impliquerait pour Washington une réorientation en profondeur de ses priorités. Cependant, à l'heure où le statu quo rend l'apocalypse nucléaire de plus en plus probable et prive le monde des ressources nécessaires à la résolution de problèmes réels comme le bouleversement du climat, un virage radical s'impose. L'OTAN n'est pas une option soutenable.

Comment le reste du monde perçoit-il l'OTAN?

En décembre 2014, un sondage d'opinion mené dans 65 pays par les firmes WIN et Gallup International Association a révélé que les États-Unis sont de loin considérés comme la plus grave menace pour la paix dans le monde[6].

Une enquête d'opinion internationale du Pew Research Center effectuée en 2017 a pour sa part montré que, dans la plupart des 30 pays sondés, la majorité des répondants percevaient «la puissance et l'influence» des États-Unis comme une menace. En Russie, 79 % des gens les considéraient comme une menace mineure ou majeure; au Mexique, ce taux atteignait 85 %; au Japon, 84 %; en Turquie, 87 %; en Allemagne, 80 %; en France, 79 %; en Espagne, 79 %; en Australie, 76 %; au Royaume-Uni, 74 %; au Canada, 74 %; aux Pays-Bas, 74 %; et ainsi de suite. Ces chiffres sont stupéfiants. La proportion de répondants qui percevaient la Chine et la Russie comme des menaces était élevée elle aussi, mais pas autant que pour les États-Unis[7].

En 2017, l'ex-secrétaire général de l'OTAN et ex-premier ministre du Danemark Anders Fogh Rasmussen a cofondé la fondation Alliance of Democracies. Selon lui, les États-Unis sont en train de renoncer de manière irresponsable à leur rôle de leader mondial, laissant un vide qui ne demande qu'à être rempli par des autocrates ou des dictateurs (pas ceux que Washington arme et forme, mais bien ceux que l'OTAN qualifie d'ennemis, tels Vladimir Poutine, Kim Jong-un et Bachar el-Assad)[8].

En 2021, Alliance of Democracies a commis l'erreur de mener un sondage auprès de 50 000 répondants de 53 pays. Les résultats ont montré que 44 % des personnes interrogées s'inquiétaient de la menace que les États-Unis font peser sur la démocratie dans leur pays, tandis que 38 % se préoccupaient du danger que représente la Chine et 28 % de celui que constitue la Russie. L'OTAN et certains de ses anciens gros bonnets prétendent ainsi protéger la démocratie contre des pays jugés moins menaçants pour elle que le membre dominant de l'Alliance atlantique[9].

En 2024, l'Arab Center Washington DC a interrogé 8 000 personnes dans 16 pays du monde arabe. «À la question de savoir quels pays menaçaient le

plus la sécurité et la stabilité de la région, 51 % des répondants ont désigné les États-Unis[10].»

Les sondages d'opinion internationaux menés dans des pays non membres de l'OTAN au sujet de cette dernière semblent rares. Si les répondants considèrent l'Alliance atlantique comme une force capable de modérer Washington ou s'ils n'en connaissent pas la nature, on peut présumer que l'OTAN obtiendrait de meilleurs résultats que ceux affichés par les États-Unis dans les sondages résumés ci-dessus. Si, au contraire, ils perçoivent l'Alliance comme un véhicule destiné à accroître l'influence de Washington et la puissance de ses forces armées, il est probable que celle-ci présente de moins bons résultats.

La société Gallup a mené un tel sondage en 2022 (à l'exclusion de la Chine et de la Russie). L'appui à l'OTAN atteignait 5 % en Serbie, 7 % au Yémen, 8 % en Iran, 9 % au Pakistan, 9 % en Afghanistan, 11 % en Éthiopie, 11 % en Libye, 15 % au Maroc et 17 % en Indonésie. La Turquie et la Grèce, membres de l'Alliance, exprimaient un soutien de 20 % et de 21 % respectivement. Parmi tous les pays d'Afrique, seuls le Kenya (53 %) et le Libéria (58 %) affichaient un appui dépassant 50 % des répondants. Dans les pays d'Amérique latine, ce soutien n'a jamais dépassé la barre des 35 %. En Océanie, il dépassait les 50 % uniquement en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Voici la description des résultats globaux que donne le sondeur:

> La première étude menée par Gallup à l'échelle mondiale sur la perception de l'Alliance en 2022 montre que, pour l'ensemble des 138 pays sondés, le taux médian d'approbation du leadership de l'OTAN est de 34 %. Les répondants sont un peu moins nombreux à réprouver l'Alliance (30 %), mais une forte proportion d'entre eux (27 %) n'ont pas d'opinion sur la question, ce qui en dit long sur la visibilité relativement faible de celle-ci dans les pays qui n'en sont pas membres. Au sein des États membres de l'OTAN, le taux d'approbation moyen du leadership de l'OTAN est élevé, atteignant 64 %. Dans les États non membres, en revanche, ce taux est deux fois moindre (31 %), et les répondants qui réprouvent l'OTAN (31 %) ou n'ont pas d'opinion (31 %) sont aussi nombreux[11].

Il semble que, dans les pays membres, l'OTAN n'est pas considérée comme aussi menaçante que les États-Unis, tandis que, dans les pays non membres,

elle est perçue comme une menace encore plus grande. Chez les membres, l'Alliance offre donc une bonne façade aux forces armées des États-Unis: une conférence de presse de l'OTAN passe mieux qu'un point de presse du Pentagone. Dans le reste du monde, il vaut mieux garder le silence au sujet de l'Alliance atlantique si l'on veut «gagner les cœurs et les esprits».

Les pays qui envisagent de se joindre à l'OTAN sont le théâtre de débats vigoureux. En Irlande, l'idée de voir le pays adhérer à l'Alliance et ainsi renoncer à sa neutralité fait face à une vive résistance populaire[12]; la Peace and Neutrality Alliance fait partie des organisations qui militent activement pour le maintien de cette neutralité. Plus à l'est (en Ukraine, en Suède et en Finlande), de fortes majorités se sont opposées à l'adhésion pendant des années, mais l'invasion russe de l'Ukraine a renversé la tendance, les appuis à l'entrée dans l'OTAN atteignant désormais des sommets[13].

Des sondages de l'International Republican Institute, financé par le gouvernement des États-Unis, ont montré que, de 2021 à 2023, le soutien à l'adhésion à l'OTAN est passé de 21 % à 26 % en Moldavie, de 77 % à 80 % en Géorgie, de 54 % à 83 % en Ukraine et de 89 % à 95 % au Kosovo[14].

Y a-t-il une opposition populaire à l'OTAN dans les pays membres?

Les sondages menés dans la plupart des pays membres font état d'un soutien majoritaire à l'OTAN, quoique pas nécessairement à l'une ou l'autre de ses missions[15]. Ce sont des guerres en particulier qui suscitent les opinions les plus négatives et le militantisme le plus actif, suivies de certaines dépenses, puis de l'OTAN comme telle.

Un sondage de la firme Gallup mené en février 2024 aux États-Unis a révélé que 47 % de la population souhaitent que les États-Unis maintiennent leur degré d'engagement dans l'OTAN en l'état, contre 20 % qui voudraient le voir augmenter et 28 % qui préféreraient le voir diminuer ou carrément prendre fin[16].

Un vaste fossé sépare cependant l'électorat démocrate et son pendant républicain. Seuls 14 % des démocrates souhaitent une diminution ou une cessation de la participation des États-Unis à l'OTAN, contre 42 % des républicains. Cette divergence découle entre autres du penchant isolationniste de certains républicains, qui jugent que l'Europe devrait gérer ses problèmes elle-même. En outre, Donald Trump est largement perçu comme opposé à l'Alliance, et ce, même s'il cherchait avant tout à inciter les autres membres à acheter des armes états-uniennes lorsqu'il était président.

Aux États-Unis et dans les autres pays membres, toutefois, des associations citoyennes militent activement pour une réduction de la taille de l'OTAN, voire pour son démantèlement pur et simple, non pas parce que certains gouvernements n'achètent pas assez d'armes, mais plutôt parce que l'Alliance alimente le militarisme, la guerre, le risque d'holocauste nucléaire, l'hostilité entre nations et le non-respect du droit international. Ces opposants expriment leur préférence pour un monde fondé sur la coopération, le désarmement et l'investissement dans la satisfaction des besoins humains et la protection de l'environnement.

Au sein des pays de l'OTAN, il est plus facile de bâtir des coalitions et des mouvements contre des guerres ou des armes en particulier que contre le bellicisme en tant que tel, et il est aussi plus facile de s'opposer au bellicisme en tant que tel qu'à l'Alliance atlantique, considérée par certains comme une source de légitimation de guerres justes menées par la «communauté internationale».

Ces dernières années, le Monténégro, membre de l'OTAN depuis 2017, a tenté de construire un immense site d'entraînement militaire à la demande de Washington et de l'OTAN. Beaucoup trop vaste pour les besoins de ses seules forces armées, celui-ci était en fait destiné aux troupes de l'Alliance. Des habitants de la région ont formé des chaînes humaines pour bloquer le chantier, organisé des rassemblements, fait circuler des pétitions, érigé des panneaux d'affichage, rencontré des élus, manifesté, protesté… Au moment où nous écrivons ces lignes, ils semblent avoir réussi à faire dérailler le

projet, dont la mise en œuvre aurait ravagé leur plateau montagneux au nom de l'OTAN[17].

L'Alliance peut donc être freinée par des mouvements populaires. Notons cependant que, si noble fût leur cause, les militants monténégrins ne s'opposaient pas tant à l'OTAN comme telle qu'à un projet néfaste pour leur environnement et leur culture, quels que fussent ses responsables.

En Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, en Italie, au Royaume-Uni et ailleurs en Europe, de nombreux groupes s'impliquent activement contre la présence de bases militaires de l'OTAN et des États-Unis, et plus précisément contre le stockage d'armes nucléaires. Il est courant de voir des militants prendre le risque de se faire arrêter et emprisonner en menant des actions non violentes[18]. Aussi, de grandes manifestations dénoncent l'utilisation des bases militaires pour la guerre par drones.

En 2012, la ville de Chicago a été le théâtre d'un grand rassemblement de protestation contre le sommet de l'OTAN qui s'y tenait (même si Amnesty International avait placardé les abribus d'affiches remerciant l'Alliance pour sa guerre en Afghanistan[19]). En 2019, à Washington, les organisations World Beyond War et CODEPINK ont organisé un festival et une conférence pour dénoncer la tenue d'une réunion de l'OTAN[20]. En 2009, No to NATO, une coalition internationale regroupant 650 associations de plus de 30 pays, a été fondée. Depuis lors, elle organise chaque année des protestations contre des réunions de l'OTAN et promeut des solutions de rechange à l'Alliance. En 2023, des femmes de 36 pays ont créé le groupe Global Women for Peace – United Against NATO, qui publie du matériel éducatif à l'intention du grand public. Depuis 2022, l'International Peace Bureau et le mouvement World Beyond War organisent chaque année un événement mondial de vingt-quatre heures intitulé «La vague de paix», diffusé par Zoom. Des groupes pacifistes de Belgique, où est situé le siège de l'OTAN, jouent un rôle important dans l'opposition à l'Alliance. Au Royaume-Uni, des associations pacifistes comme No2Nato expriment leur forte opposition à l'OTAN.

Le 4 avril de chaque année, l'OTAN souligne l'anniversaire de sa création. Ses opposants profitent de l'occasion pour promouvoir une voie

différente et, surtout aux États-Unis, souligner la date où Martin Luther King a prononcé son célèbre discours contre la guerre à l'église Riverside, un an avant son assassinat.

En juillet 2024, alors qu'un sommet marquait le 75e anniversaire de l'Alliance à Washington, une coalition a organisé un contre-sommet et une manifestation devant la Maison-Blanche. Parmi les groupes membres figuraient Campaign for Nuclear Disarmament, CODEPINK, DSA International Committee, Global Network Against Weapons and Nuclear Power in Space, Global Women for Peace – United Against NATO, International Peace Bureau, NC Peace Action, No to War – No to NATO, Nuclear Age Peace Foundation, RootsAction, United National Antiwar Coalition, Veterans For Peace, Vrede, Women's International League for Peace and Freedom US et World Beyond War.

La coalition a émis cette brève déclaration:

> L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord est une force déstabilisatrice et irrespectueuse du droit qui se consacre à la militarisation et au bellicisme. Son existence même entraîne des guerres, qui pourraient devenir nucléaires. Son hostilité à l'égard des quelques grandes armées du monde qu'elle ne compte pas dans ses rangs alimente une course à l'armement et des conflits. L'engagement des membres de l'OTAN à participer aux guerres des uns et des autres, et leur poursuite d'ennemis éloignés de l'Atlantique Nord risquent d'entraîner la destruction du monde. Nous souhaitons l'avènement d'un monde débarrassé de l'OTAN où l'on investira pour éliminer la pauvreté, la faim, la maladie et le manque de logements, où l'on vivra en harmonie avec l'environnement, où l'on réglera les conflits par la diplomatie au sein de la seule organisation vraiment représentative du monde entier, les Nations Unies.

Aux États-Unis, on a pu constater, même dans les dernières années, que la pression populaire peut prévenir la guerre. De la présidence de Barack Obama à celle de Joe Biden, des groupes d'intérêt ont fait pression en faveur d'une guerre contre l'Iran que l'opposition du public a grandement contribué à contrer. Sous Obama, la résistance citoyenne en Europe et aux États-Unis a permis d'éviter une escalade incontrôlée du conflit en Syrie. En 2003, les pressions populaires n'ont pas su contrecarrer la décision des États-Unis d'attaquer l'Irak, mais ont bel et bien empêché l'OTAN de participer à l'agression.

Face à l’horrible génocide déclenché à Gaza dans la foulée de l’attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, la contestation populaire qui s’est déchaînée partout dans le monde a forcé des gouvernements qui soutenaient Israël depuis toujours à changer de politique.

Le moment est venu de bâtir un mouvement mondial d’opposition non seulement à telle ou telle guerre, mais à toutes les guerres. À l’heure actuelle, l’alliance belliciste par excellence, c’est l’OTAN. L’Alliance atlantique savoure son unité retrouvée depuis l’invasion russe de l’Ukraine, mais celle-ci sera de courte durée. On aperçoit déjà des fissures, certains de ses membres préconisant l’ouverture de pourparlers de paix tandis que d’autres visent encore une «victoire».

Pour prévenir un autre conflit mondial dévastateur et créer un ordre international qui ne sera pas fondé sur des alliances militaires, mais sur une coopération dont tous les pays sortiront gagnants, la tâche à accomplir est claire: il faut construire un mouvement citoyen mondial qui dira non à l’OTAN et non à la guerre.

Remerciements

Nous tenons d’abord à remercier nos organisations respectives. Medea exprime sa gratitude à l’inestimable cofondatrice de CODEPINK Jodie Evans, à ses merveilleuses codirectrices Farida Alam et Danaka Katovich ainsi qu’à son extraordinaire équipe qui, aux quatre coins des États-Unis, nous inspire par son engagement imaginatif en vue de mettre fin à la guerre. David remercie pour sa part World Beyond War et son fantastique conseil d’administration, son personnel, son comité consultatif et ses bénévoles, héros de la paix, ainsi que les fabuleux employés de RootsAction.

Nous tenons aussi à exprimer notre immense reconnaissance à Nicolas J.S. Davis pour son aide à la rédaction et à l’édition de cet ouvrage, notamment les sections portant sur les guerres de l’OTAN. C’est toujours un plaisir de travailler avec toi! Il en va de même pour notre méticuleux réviseur Bill Montross, toujours prêt à détecter toutes nos fâcheuses erreurs.

Nous souhaitons également exprimer notre gratitude à la campagne No to War – No to NATO, qui, pendant quinze ans, nous a aidés à rester centrés sur la problématique de l’Alliance. Nous savons gré à notre éditeur Colin Robinson, d’OR Books, qui a accepté de publier ce livre à temps pour le 75e anniversaire de l’OTAN. Colin a saisi l’importance de diffuser ces informations auprès d’un public qui en sait très peu sur les rouages d’une alliance militaire devenue incontrôlable.

Enfin, nous voulons saluer nos familles. Medea remercie son compagnon Tighe Barry pour son amour, ses encouragements et sa capacité à la soutenir dans ses projets interminables et hautement chronophages contre la machine

de guerre. David remercie ses parents, son épouse Anna, ses beaux-parents, sa sœur et sa famille ainsi que ses deux merveilleux garçons.

Notes

Préface

[1] George F. Kennan, «A Fateful Error», *The New York Times*, 5 février 1997.

Avant-propos

[1] Nathalie Guibert, «“La France n’a pas signé pour ça”: pourquoi Macron pense que l’OTAN est en état de “mort cérébrale”», *Le Monde*, 8 novembre 2019.

[2] Ashley Parker, «Donald Trump Says NATO Is “Obsolete”, UN Is “Political Game”», *The New York Times*, 2 avril 2016.

[3] Frédéric Mauro, «L’OTAN est morte mais l’Europe est malade», Institut de relations internationales et stratégiques, 21 novembre 2019.

[4] U.S. Senate Foreign Relations Committee, «Risch, Cardin, Ricketts, Shaheen Introduce Resolution Recognizing NATO’s 75th Anniversary», communiqué de presse, 10 avril 2024.

Chapitre 1

[1] Stéphanie Trouillard, «OTAN – États-Unis, une relation marquée par plus d’une crise», France 24, 17 février 2024.

[2] OTAN, *Le Traité de l’Atlantique Nord*, 4 avril 1949.

[3] *Ibid.*

[4] *Ibid.*

[5] OTAN, «Déclaration du secrétaire général de l’OTAN à l’occasion du 20e anniversaire du Partenariat pour la paix», 11 janvier 2014.

[6] Pawel Wargan, «NATO and the Long War on the Third World», *Monthly Review*, 1er janvier 2023.

[7] «La France et l’OTAN», site web de l’OTAN, s. d.

[8] Jawaharlal Nehru, «Asian-African Conference: World Peace and Cooperation», 22 avril 1955, dans *Selected Works of Jawaharlal Nehru*, 2e série, vol. 28, *1 February-31 May 1955*, New Delhi, Jawaharlal Nehru Memorial Fund, 2001, p. 110.

[9] Wargan, «NATO and the Long War on the Third World», *loc. cit.*

[10] Thomas L. Hughes, «The Significance of NATO – Present and Future», U.S. Department of State, REU-34, 13 août 1965.

[11] C.H. Donnelly (dir.), *Note des secrétaires du Groupe permanent au Comité de défense de l'Atlantique Nord sur le concept stratégique pour la défense de la zone de l'Atlantique Nord*, OTAN, D.C. 6/1, 1er décembre 1949, p. 13.

[12] Joseph R. Biden, «Speech Before the Euro-Atlantic Association in Warsaw», discours à l'ambassade et consulat des États-Unis en Pologne, 25 mars 1997.

[13] David Ochmanek, cité dans Grey Anderson, «Weapon of Power, Matrix of Management: NATO's Hegemonic Formula», *New Left Review*, nos 140-141, mars-juin 2023.

[14] Benjamin Schwarz, «"Cold War" Continuities: US Economic and Security Strategy Towards Europe», *Journal of Strategic Studies*, vol. 17, no 4, 1994, p. 82-104.

[15] *Ibid.*

[16] Voir Andrew Cockburn, *The Spoils of War: Power, Profit and the American War Machine*, Londres, Verso, 2021.

[17] «What Was the Warsaw Pact?», site web de l'OTAN, s. d.

[18] *Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle conclu entre la République populaire d'Albanie, la République populaire de Bulgarie, la République populaire de Hongrie, la République démocratique allemande, la République populaire de Pologne, la République populaire de Roumanie, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la République Tchécoslovaque*, Varsovie, 14 mai 1955.

Chapitre 2

[1] OTAN, *Le Traité de l'Atlantique Nord*, 4 avril 1949.

[2] «L'élargissement de l'OTAN et la porte ouverte», fiche d'information, OTAN, juillet 2016.

[3] Ivan Gabal, Lenka Helsusova et Thomas S. Szayna (dir.), *The Impact of NATO Membership in the Czech Republic: Changing Czech Views of Security, Military and Defence*, Camberley, Conflict Studies Research Centre, 2002.

[4] Svetlana Savranskaya et Tom Blanton, «NATO Expansion: What Gorbachev Heard», National Security Archive, 12 décembre 2017.

[5] Voir Philippe Descamps, «"L'OTAN ne s'étendra pas d'un pouce vers l'est"», *Le Monde diplomatique*, septembre 2018.

[6] Cité dans William Noah Glucroft, «NATO: Why Russia Has a Problem with Its Eastward Expansion», Deutsche Welle, 23 février 2022.

[7] Stanley Resor, «Opposition to NATO Expansion», Arms Control Association, 26 juin 1997.

[8] Madeleine Albright, *«Madame le secrétaire d'État…». Mémoires*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 311.

[9] George F. Kennan, «A Fateful Error», *The New York Times*, 5 février 1997.

[10] George F. Kennan, cité dans Thomas L. Friedman, «Foreign Affairs; Now a Word From X», *The New York Times*, 2 mai 1998.

[11] *Congressional Record: Proceedings and Debates of the 117th Congress, Second Session*, vol. 168, no 27, 10 février 2022, p. S632-S636.

[12] *Ibid.*

[13] Vladimir Poutine, «Discours du président russe sur la sécurité», *Perspective Monde*, 10 février 2007.

[14] Sarakshi Rai, «How Does a Country Become Part of NATO?», *The Hill*, 19 mai 2022.

[15] Lucia Mackenzie, «What Sweden Brings to NATO», *Politico*, 7 mars 2024.

[16] Tim Martin, «Saab Predicts “Great Possibilities” in Sweden’s NATO Entry, Warns of Supplier “Ecosystem” Issues», *Breaking Defense*, 26 avril 2023.

[17] Katariina Mustasilta *et al.*, «Finland in Afghanistan 2001-2021: From Stabilization to Advancing Foreign and Security Policy Relations», *Finnish Institute of International Affairs Reports*, n° 72, juin 2023, p. 14.

Chapitre 3

[1] *Charte des Nations Unies (version intégrale)*, Organisation des Nations Unies, 26 juin 1945.

[2] «War in Europe: Facts & Figures», *Frontline*, PBS, 1999.

[3] Ian Traynor, «Former War Crimes Prosecutor Alleges Kosovan Army Harvested Organs from Serb Prisoners», *The Guardian*, 12 avril 2008; voir aussi Carla Del Ponte et Chuck Sudetic, *La traque, les criminels de guerre et moi*, Paris, Héloïse d’Ormesson, 2009.

[4] Balkan Investigative Reporting Network, «Council Adopts Kosovo Organ Trafficking Resolution», *Balkan Transitional Justice*, 25 janvier 2011.

[5] Conseil de sécurité des Nations Unies, *Résolution 1160 (1998)*, S/RES/1160, 31 mars 1998.

[6] Tom Walker et Aidan Laverty, «CIA Aided Kosovo Guerrilla Army All Along», *The Sunday Times*, 12 mars 2000.

[7] Conseil de sécurité des Nations Unies, *Résolution 1199 (1998)*, S/RES/1199, 23 septembre 1998.

[8] John Flaherty et Jared Israel, «William Walker (Alias Mr. Racak) and His Salvador Massacre Coverup», *60 Minutes*, 22 mars 2002.

[9] «Controversy over Events That Triggered NATO Attacks», *B92*, 22 octobre 2008.

[10] Juha Rainio, Kaisa Lalu et Antti Penttilä, «Independent Forensic Autopsies in an Armed Conflict: Investigation of the Victims From Racak, Kosovo», *Forensic Science International*, vol. 116, nos 2-3, 15 février 2001, p. 171-185.

[11] Christophe Chatelot, «Kosovo: les morts de Raçak ont-ils vraiment été massacrés froidement?», *Le Monde*, 21 janvier 1999.

[12] Renaud Girard, «Raçak: zones obscures d’un massacre», *Le Figaro*, 20 janvier 1999; voir aussi «Recak Bodies “Were Tampered With”», *The Guardian*, 21 janvier 1999.

[13] «Appendice B: Statut de la force armée multinationale de mise en œuvre», dans Conseil de sécurité des Nations Unies, *Accords de Rambouillet. Accord intérimaire pour la paix et l’autonomie du Kosovo*, 7 juin 1999, p. 60-65.

[14] James Carafano et Janice Smith, «The Muddled Notion of Human Security at the U.N.: A Guide for U.S. Policymakers», The Heritage Foundation, 1er septembre 2006.

[15] Pascal Neuffer, cité dans Diana Johnstone, *La croisade des fous. Yougoslavie, première guerre de la mondialisation*, Paris, Le Temps des cerises, 2005, p. 305.

[16] «Truth Behind America’s Raid on Belgrade», *The Guardian*, 28 novembre 1999.

[17] Voir Gobierno de Cuba, «Déclaration du gouvernement de Cuba», 1er juin 1999.

[18] «War in Europe: Facts & Figures», *loc. cit.*

[19] Voir «Confrontation over Pristina Airport», BBC News, 9 mars 2000.

[20] *Ibid.*

[21] Natalie Nougayrède, «Une "prison secrète" américaine a existé dans un camp de l'OTAN au Kosovo», *Le Monde*, 25 novembre 2005; voir aussi «Questions Arise Over US Base in Kosovo», Deutsche Welle, 10 décembre 2005.

[22] «NATO Bombing "Caused Ethnic Cleansing" Says Carrington», *The Guardian*, 27 août 1999.

[23] Diana Johnstone, «NATO's Kosovo Colony», *Counterpunch*, 18 février 2008.

[24] Peter Klebnikov, «Heroin Heroes», *Mother Jones*, janvier-février 2000.

[25] Ian Traynor, «Nato Force "Feeds Kosovo Sex Trade"», *The Guardian*, 7 mai 2004.

[26] «PIB par habitant ($ US courants) – Kosovo», Groupe de la Banque mondiale, s. d.

[27] Medea Benjamin et Nicolas J. S. Davies, «Hey, Hey, USA! How Many Bombs Did You Drop Today?», *Counterpunch*, 13 janvier 2022.

[28] Gareth Porter, «How McChrystal and Petraeus Built an Indiscriminate "Killing Machine"», *Truthout*, 26 septembre 2011.

[29] iCasualties.org; Iraq Coalition Casualty Count, site web.

[30] «Les États-Unis saisissent 7 milliards de dollars de réserves de la banque centrale d'Afghanistan», *Le Monde*, 11 février 2022.

[31] Medea Benjamin et Nicolas J.S. Davies, «U.S. Joins Past Empires in Afghan Graveyard», *The Progressive Magazine*, 15 avril 2021.

[32] Richard J. Barnet, *Roots of War*, Londres, Penguin, 1973, p. 21.

[33] «Déclaration conjointe de la Russie, de l'Allemagne et de la France sur les propositions des trois pays pour un désarmement pacifique de l'Irak et le règlement de la question israélo-palestinienne», Vie-publique.fr, 5 mars 2003.

[34] Jeremy M. Sharp et Christopher M. Blanchard, *Post-War Iraq: Foreign Contributions to Training, Peacekeeping, and Reconstruction*, rapport au Congrès, Congressional Research Service, 25 septembre 2007.

[35] Tracy Wilkinson, «Italians Honor 19 "Dear Heroes" Killed in Iraqi Truck Bombing», *Los Angeles Times*, 19 novembre 2003.

[36] Patrice Claude, «The CIA's Main Man in Baghdad», *The Guardian*, 23 juillet 2004.

[37] «Human Rights Report. 1 July – 31 August 2006», UN Assistance Mission for Iraq, 2006.

[38] Sharp et Blanchard, *Post-War Iraq*, *op. cit.*

[39] Benjamin et Davies, «U.S. Joins Past Empires in Afghan Graveyard», *loc. cit.*

[40] Gareth Porter, «How America Armed Terrorists in Syria», *The American Conservative*, 22 juin 2017.

[41] iCasualties.org, *op. cit.*

[42] Garikai Chengu, «Gaddafi's Libya Was Africa's Most Prosperous Democracy», *Foreign Policy Journal*, 12 janvier 2013.

[43] Mary Lynn Cramer, «Before US-NATO Invasion, Libya Had the Highest Human Development Index, the Lowest Infant Mortality, the Highest Life Expectancy in All of Africa», *Counter Currents*,

4 mai 2011.

[44] C.Y. Kwanue, «Liberia Hands Over US$65M Projects to Libya: Bong Co to Benefit», *Liberian Observer*, 25 janvier 2011.

[45] Amandla Thomas-Johnson et Simon Hooper, «“Sorted” by MI5: How UK Government Sent British-Libyans to Fight Gaddafi», *Middle East Eye*, 7 novembre 2018.

[46] Helen Pidd, «How Family and Libya Conflict Radicalised Manchester Arena Bomber», *The Guardian*, 2 mars 2023.

[47] Conseil de sécurité des Nations Unies, *Résolution 1973 (2011)*, S/RES/1973, 17 mars 2011.

[48] Alex DeWaal, «The African Union and the Libya Conflict of 2011», *Reinventing Peace*, 19 décembre 2012.

[49] C.J. Chivers et Eric Schmitt, «In Strikes on Libya by NATO, an Unspoken Civilian Toll», *The New York Times*, 17 décembre 2011.

[50] «Report: More than 250 Gaddafi Supporters Found Dead in Sirte», BNO News, 26 octobre 2011.

[51] Corbett Daly, «Clinton on Qaddafi: “We Came, We Saw, He Died”», CBS News, 20 octobre 2011; Scott Shane et Jo Becker, «A New Libya, With “Very Little Time Left”», *The New York Times*, 27 février 2016.

[52] Patrick Wintour et Jessica Elgot, «MPs Deliver Damning Verdict on David Cameron’s Libya Intervention», *The Guardian*, 14 septembre 2016.

[53] «Libya: Stop Arbitrary Arrests of Black Africans», Human Rights Watch, 4 septembre 2011.

[54] «U.S. Foreign Assistance By Country», ForeignAssistance.gov, s. d.

Chapitre 4

[1] Base militaire d’Iavoriv, «Ukrainian PfP Training Centre», présentation, OTAN, s. d.

[2] Rodney Foliente, «Ukrainians Complete Mission in Iraq», U.S. Army, communiqué de presse, 11 décembre 2008.

[3] Steven Lee Myers, «Bush Supports Ukraine’s Bid to Join NATO», *The New York Times*, 2 avril 2008.

[4] William J. Burns, *The Back Channel: A Memoir of American Diplomacy and the Case for Its Renewal*, New York, Random House, 2020.

[5] William J. Burns, «Nyet Means Nyet: Russia’s NATO Enlargement Redlines», câblogramme, 1er février 2008, diffusé par WikiLeaks.

[6] «How Would You Vote if the Referendum on Ukraine’s NATO Accession Was Held the Following Sunday? (recurrent, 2002-2009)», Razumkov Centre, s. d.

[7] Jens Stoltenberg, *Rapport annuel du secrétaire général 2023*, Bruxelles, OTAN, 2024, p. 7.

[8] «Ukraine Crisis: 300 US Paratroopers Arrive in Western Ukraine to Train National Guard, US Army Says», ABC News, 17 avril 2015.

[9] «Joint Multinational Training Group-Ukraine», 7th Army Training Command, U.S. Army, s. d.

[10] «German MP Says Merkel Shares Responsibility for War in Ukraine as Ex-Chancellor Blocked Ukraine from NATO», *The New Voice of Ukraine*, 3 mars 2023.

[11] Lucian Kim, «How U.S. Military Aid Has Helped Ukraine Since 2014», NPR, 18 décembre 2019.

[12] «Merkel's Confession Could Be a Pretext for an International Tribunal», *The International Affairs*, 12 décembre 2022.

[13] «IntelBrief: The Transnational Network That Nobody Is Talking About», The Soufan Center, 22 mars 2019.

[14] Guy Faulconbridge et Darya Korsunskaya, «Putin's Suggestion of Ukraine Ceasefire Rejected by United States, Sources Say», Reuters, 13 février 2024.

[15] Jamey Keaten, «NATO Chief Fears Ukraine War Could Become a Wider Conflict», Associated Press, 9 décembre 2022.

[16] Brett Samuels, «Biden: Direct Conflict Between NATO and Russia Would Be "World War III"», *The Hill*, 11 mars 2022.

Chapitre 5

[1] OTAN, *Le Traité de l'Atlantique Nord*, 4 avril 1949.

[2] «Projet de réponse à la note soviétique du 31 mars», RDC/215/54, OTAN, 24 avril 1954.

[3] Sergey Radchenko, Timothy Andrews Sayle et Christian F. Ostermann (dir.), *NATO in the Cold War and After: Contested Histories and Future Directions*, Londres, Routledge, 2024.

[4] Jennifer Rankin, «Ex-Nato Head Says Putin Wanted to Join Alliance Early On in His Rule», *The Guardian*, 4 novembre 2021.

[5] Mark Perry, «The U.S. Army's War Over Russia», *Politico*, 12 mai 2016.

[6] «Countries and Territories», site web de Freedom House, s. d.

[7] «2022 Country Reports on Human Rights Practices», site web du Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, 20 mars 2023.

[8] Joe Saballa, «US Military to Help Build Seaport on PH Island Facing Taiwan», *The Defense Post*, 11 mars 2024.

[9] «Initiative pour l'interopérabilité avec les partenaires», OTAN, 7 mars 2024.

[10] *OTAN 2030. Unis pour une nouvelle ère*, Bruxelles, OTAN, 25 novembre 2020.

[11] Assemblée parlementaire de l'OTAN, «OTAN 2030: une alliance plus forte et plus unie sur la scène internationale», déclaration 460, 23 novembre 2020.

[12] «SIPRI Arms Transfers Database», site web du Stockholm International Peace Research Institute, s. d.

[13] John T. Psaropoulos, «Fear of China, Russia and Iran Is Driving Weapons Sales: Report», Al Jazeera, 11 mars 2024.

[14] «Agence OTAN de soutien et d'acquisition», OTAN, 22 avril 2022.

[15] Jens Stoltenberg, *Rapport annuel du secrétaire général 2023*, Bruxelles, OTAN, 2024, p. 148.

[16] Pavel Polityuk, «Japan Minister, in Kyiv Bomb Shelter, Pledges Funds to Fight Drones», Reuters, 7 janvier 2024.

[17] «Dialogues entre l'OTAN et le secteur privé dans le contexte de l'initiative OTAN 2030», OTAN, 2 juin 2021.

[18] «SIPRI Military Expenditure Database», site web du Stockholm International Peace Research Institute, s. d.

[19] «L'approche israélienne de l'innovation militaire présentée au Comité militaire de l'OTAN», OTAN, 8 mai 2023.

[20] Yuval Abraham, «"Lavender": The AI Machine Directing Israel's Bombing Spree in Gaza», *+972 Magazine*, 3 avril 2024.

[21] «Déclaration du secrétaire général de l'OTAN: "Israël n'est pas seul"», OTAN, 12 octobre 2023.

[22] «Les Européens en mer Rouge, entre inquiétude économique et prudence militaire», *Mediapart*, 16 janvier 2024.

[23] Dan Sabbagh, «US Announces Naval Coalition to Defend Red Sea Shipping From Houthi Attacks», *The Guardian*, 19 décembre 2023; «Coalition anti-Houthis en mer Rouge: l'Espagne refuse de participer à l'alliance militaire», *Libération*, 24 décembre 2023.

[24] «Deux otages israéliens libérés, l'ONU craint l'offensive sur Rafah, les Pays-Bas vont arrêter la livraison de pièces d'avions de combat à Israël… Ce qu'il faut retenir du conflit Hamas-Israël ce lundi 12 février», *Libération*, 12 février 2024; Andrew Gray, «EU's Borrell Suggests US Cut Military Aid to Israel», Reuters, 12 février 2024.

[25] «Gaza: La suspension de l'aide financière à l'UNRWA risque d'aggraver la famine», Human Rights Watch, 31 janvier 2024.

[26] Théo Bourrieau, «Guerre à Gaza: face aux menaces sur le financement de l'UNRWA, Antonio Guterres annonce la création d'un comité d'évaluation indépendant», *L'Humanité*, 5 février 2024; Kate Abnett, «EU Diplomat Says Defunding U.N. Palestinian Agency Would Be Dangerous», Reuters, 4 février 2024.

Chapitre 6

[1] Jens Stoltenberg, *Rapport annuel du secrétaire général 2023*, Bruxelles, OTAN, 2024.

[2] «Case Against Tommy Franks Dismissed», Al Jazeera, 23 septembre 2003.

[3] Ian Black et Ewan McAskill, «Us Threatens NATO Boycott over Belgian War Crimes Law», *The Guardian*, 13 juin 2003.

[4] «Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte nommé à la tête de l'OTAN», *Le Nouvel Obs*, 26 juin 2024.

[5] «Romanian President Iohannis to Run for NATO Leadership», Reuters, 12 mars 2024.

[6] Lucy Sarret, «NATO's Largest European Military Base Begins Construction in Romania», *Daily Express US*, 18 mars 2024.

[7] Précisons qu'il ne faut pas confondre le Conseil de l'Atlantique Nord (North Atlantic Council en anglais) avec l'Atlantic Council, groupe de réflexion doté de portes tournantes avec l'administration états-unienne et financé par des firmes d'armement et les gouvernements de nombreux pays.

[8] OTAN, «Les comités», OTAN, 15 octobre 2024.

[9] «Groupe des plans nucléaires (NPG)», OTAN, 7 août 2019.

[10] «Comité militaire», OTAN, 21 mai 2024.

[11] Piotr Smolar, «Donald Trump suscite l'effroi parmi les alliés en mettant en cause le principe de solidarité au sein de l'OTAN», *Le Monde*, 12 février 2024.

[12] Michael Gold, «Trump Says He Gave NATO Allies Warning: Pay in or He'd Urge Russian Aggression», *The New York Times*, 10 février 2024.

[13] «Le financement de l'OTAN», OTAN, 17 décembre 2024.

[14] OTAN, «Les dépenses de défense des pays de l'OTAN (2014-2023)», communiqué de presse, 7 juillet 2023.

[15] Stoltenberg, *Rapport annuel du secrétaire général 2023*, *op. cit.*

[16] Robert Pollin et Heidi Garrett-Peltier, «The U.S. Employment Effects of Military and Domestic Spending Priorities: 2011 Update», *International Journal of Health Services*, vol. 39, n° 3, 2009, p. 443-460.

[17] Stephen Wertheim, X, 11 février 2024.

[18] «We Need $2 Trillion/Year for Other Things», site web de World Beyond War, s. d.

Chapitre 7

[1] *Convention de 1899 pour le règlement pacifique des conflits internationaux*, La Haye, 29 juillet 1899.

[2] *Convention de 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux*, La Haye, 18 octobre 1907.

[3] *Pacte Briand-Kellogg*, 27 août 1928.

[4] *Charte des Nations Unies (version intégrale)*, Organisation des Nations Unies, 26 juin 1945.

[5] *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, 16 décembre 1966.

[6] James Dobbins *et al.*, *Extending Russia: Competing from Advantageous Ground*, Santa Monica, Rand Corporation, 2019.

[7] National Iranian American Council, «Organizations Tell U.S. Congress to Tell Us What Sanctions Do», World Beyond War, 5 août 2022.

[8] OTAN, *Le Traité de l'Atlantique Nord*, 4 avril 1949.

[9] «Strikes By US and Britain Against Houthi Forces Were Defensive – NATO», Reuters, 12 janvier 2024.

[10] Denitsa Koseva, «Bosnian President Appeals to US and Nato to Prevent New War», *BNE IntelliNews*, 11 janvier 2024.

[11] Jens Stoltenberg, «Opening Remarks», OTAN, 7 septembre 2023.

Chapitre 8

[1] «Politique et forces de dissuasion nucléaire de l'OTAN», OTAN, 6 décembre 2023.

[2] Ludo De Brabander et Soetkin Van Muylem, «NATO Practices Deployment of Nuclear Weapons in Belgium», Vrede, 13 octobre 2022.

[3] Hans Kristensen *et al.*, «Status of World Nuclear Forces», Federation of American Scientists, 29 mars 2024.

[4] Matt Precey, «Are US Nuclear Weapons Set to Return to RAF Lakenheath?», BBC News, 18 février 2024.

[5] «Nuclear Disarmament NATO», Nuclear Threat Initiative, 7 octobre 2024.

[6] Scott Neuman et Laurel Wamsley, «U.S. “Show Of Force” After Turkish-Backed Fighters Get Too Close to Base in Syria», NPR, 15 octobre 2019.

[7] Michael S. Schmidt, «“There’s Something Going On in Turkey”, U.S. Colonel Was Told During Coup Attempt», *The New York Times*, 2 août 2016.

[8] «Fact Sheet: US Nuclear Weapons in Europe», Center for Arms Control and Non-Proliferation, 18 août 2021; Nathalie Guibert et Jean-Pierre Stroobants, «La France invite ses alliés de l’OTAN dans le saint des saints nucléaire», *Le Monde*, 15 février 2020.

[9] Barack Obama, «Remarks by President Barack Obama in Prague as Delivered», The White House, Office of the Press Secretary, 5 avril 2009.

[10] Jack Matlock, cité dans «Vladimir Putin Meets with Members of the Valdai Discussion Club. Transcript of the Final Plenary Session of the 12th Annual Meeting», Valdai Club, 23 otcobre 2015.

[11] Julian Borger, «US Nuclear Weapons: First Low-Yield Warheads Roll Off the Production Line», *The Guardian*, 28 janvier 2019.

[12] Dan Zak, «Meet the Nuke the U.S. Keeps in Europe, Waiting to Not Be Used», *The Washington Post*, 25 mars 2022.

[13] Sébastien Roblin, «The F-35 Is Now the World’s First Stealth Fighter Certified to Carry a Nuke», *Popular Mechanics*, 8 mars 2024.

[14] Edmond Seay, «NATO’s Incredible Nuclear Strategy: Why U.S. Weapons in Europe Deter No One», *Arms Control Today*, 2 novembre 2011.

[15] Zak, «Meet the Nuke the U.S. Keeps in Europe, Waiting to Not Be Used», *loc. cit.*

[16] Jonathan Masters et Will Merrow, «Nuclear Weapons in Europe: Mapping U.S. and Russian Deployments», Council on Foreign Relations, 30 mars 2023.

[17] Büchel Action, «Peace Activists Gain Entry to German Air Base that Holds US Nuclear Bombs», World Beyond War, 15 juillet 2018.

[18] Brendan Boyle, «Holland Holds Biggest Anti-War Protest», United Press International, 21 novembre 1981.

[19] *Compte rendu intégral avec compte rendu analytique traduit des interventions*, Bruxelles, Chambre des représentants de Belgique, 16 janvier 2020; voir aussi Alexandra Brzozowski, «Belgium Debates Phase-Out of US Nuclear Weapons on Its Soil», *Euractiv*, 17 janvier 2020.

[20] Nina Werkhäuser et Naomi Conrad, «US Set to Upgrade Its Nukes in Germany», Deutsche Welle, 26 mars 2020.

[21] Voir, entre autres, le site web de Don’t Bank On the Bomb.

[22] Nations Unies, *Traité sur la non-prolifération nucléaire*, 1er juillet 1968.

[23] Nations Unies, *Traité sur l’interdiction des armes nucléaires*, 7 juillet 2017.

Chapitre 9

[1] *OTAN 2030. Unis pour une nouvelle ère*, Bruxelles, OTAN, 25 novembre 2020.

[2] «La France et l’OTAN», site web de l’OTAN, s. d.

[3] Jordan Cohen, Jonathan Ellis Allen et Nardine Mosaad, «Turkey Is a US Ally, but Should Not Be a Trusted One», *The Hill*, 31 décembre 2023.

[4] Miranda Bryant, «"Now We Are Not Safe": Sweden's Kurds Fear Nato Deal Has Sold Them Out», *The Guardian*, 7 février 2024.

[5] Richard Boudreaux et Amberin Zaman, «Turkey Rejects U.S. Troop Deployment», *Los Angeles Times*, 2 mars 2003.

[6] Marton Kasnyik et Niclas Rolander, «Hungary to Allow Sweden Into NATO Following Jet Fighter Deal», Bloomberg, 23 février 2024.

[7] Ambre Xerri, «Des troupes en Ukraine? L'idée avancée par Macron largement rejetée par les Européens», *L'Express*, 27 février 2024.

[8] Maegan Vazquez, «Congress Approves Bill Barring Presidents from Unilaterally Exiting NATO», *The Washington Post*, 18 décembre 2023.

Chapitre 10

[1] Assemblée parlementaire de l'OTAN, «OTAN 2030: une alliance plus forte et plus unie sur la scène internationale», déclaration 460, 23 novembre 2020.

[2] James Dobbins *et al.*, *Extending Russia: Competing from Advantageous Ground*, Santa Monica, Rand Corporation, 2019.

[3] Nicolas Camut, «Putin Could Attack NATO in "5 to 8 years," German Defense Minister Warns», *Politico*, 19 janvier 2024.

[4] «Danish Defence Minister Warns Russia Could Attack NATO in 3-5 Years», Reuters, 9 février 2024.

[5] Camut, «Putin Could Attack NATO in "5 to 8 years," German Defense Minister Warns», *loc. cit.*

[6] Sylvie Corbet, «Putting Western Troops on the Ground in Ukraine Is Not "Ruled Out" in the Future, French Leader Says», The Associated Press, 26 février 2024.

[7] Kaitlin Lewis, «NATO Moving Missiles Closer To Russia's Borders», *Newsweek*, 9 mars 2024.

[8] Harry Davies et Manisha Ganguly, «Up to 50 UK Special Forces Present in Ukraine This Year, US Leak Suggests», *The Guardian*, 11 avril 2023.

[9] Isabel van Brugen, «Are American Troops Fighting in Ukraine? What U.S. Intel Leaks Reveal», *Newsweek*, 14 avril 2023.

[10] Julian Barnes, Eric Schmitt et Helene Cooper, «The Critical Moment Behind Ukraine's Rapid Advance», *The New York Times*, 13 septembre 2022.

[11] Isabelle Khurshudyan, «Ukraine's Rocket Campaign Reliant on U.S. Precision Targeting», *The Washington Post*, 9 février 2023.

[12] Rishi Sunak et Volodymyr Zelensky, *Agreement on Security Co-Operation Between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Ukraine*, 12 janvier 2024.

[13] «Estonia Announces Security Agreement with Ukraine», *Ukrainska Pravda*, 8 mars 2024.

[14] Tetiana Herasimova, «Ukraine and Greece Begin Preparing Bilateral Agreement on Security Guarantees – Zelenskyy», *Ukrainian News*, 6 mars 2024.

[15] Tom Balmforth et Yuliia Dysa, «Explainer: What Are the Security Deals Ukraine Is Signing With Allies?», Reuters, 30 mai 2024.

[16] David Brennan, «NATO Needs Russia “Ruined” in Ukraine for Future Peace», *Newsweek*, 29 décembre 2023.

[17] Natasha Bertrand, «Austin’s Assertion That US Wants to “Weaken” Russia Underlines Biden Strategy Shift», CNN, 26 avril 2022.

[18] Rebecca Shabad, «Sen. Lindsey Graham Defends Calling for Russians to Assassinate Putin», NBC News, 4 mars 2022.

[19] «Plus de 300 aéronefs militaires russes interceptés par des appareils de l’OTAN en 2023», OTAN, 29 décembre 2023.

[20] *OTAN 2030. Unis pour une nouvelle ère*, Bruxelles, OTAN, 25 novembre 2020.

[21] «NATO to Hold Biggest Drills Since Cold War with 90,000 Troops», Reuters, 18 janvier 2024.

[22] Tamás Orbán, «Leaked German Defense Document Sketches Out Russian War Scenario», *The European Conservative*, 15 janvier 2024.

[23] Mark Pomerleau, «US, Allies Share Skills and Tactics at Annual NATO Cyber Exercise», *DefenseScoop*, 9 janvier 2024.

[24] «Europe Can’t Decide How to Unplug From China», *The Economist*, 15 mai 2023.

[25] Emmanuel Macron, «Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur l’OTAN, à Paris le 28 novembre 2019», Vie-publique.fr, 28 novembre 2019.

[26] *OTAN 2030*, *op. cit.*, p. 14-15.

[27] OTAN, «Concept stratégique 2022 de l’OTAN», fiche d’information, juin 2022.

[28] «Le secrétaire général met en place un groupe indépendant dans le cadre de la réflexion de l’OTAN sur son voisinage méridional», OTAN, 6 octobre 2023.

[29] *OTAN 2030*, *op. cit.*

[30] *Ibid.*, p. 39.

Chapitre 11

[1] «Timeline», site web du *Bulletin of the Atomic Scientists*, s. d.

[2] Con Coughlin, «Putin Is Now Openly Planning for War Against Nato», *The Telegraph*, 21 mars 2024.

[3] «Why End War», site web de World Beyond War, s.d.

[4] James Tusty et Maureen Tusty, *The Singing Revolution*, Sky Films Incorporated, 2006, 94 minutes.

[5] «Growing List of Successful Nonviolent Actions Used Instead of Wars», site web de World Beyond War, s.d.

[6] «Les fauteurs de troubles de la planète», *Courrier international*, 14 janvier 2014; «Le pays qui menace le plus la paix est… les États-Unis!», *Le Point*, 24 mars 2015.

[7] Dorothy Manevich et Hanyu Chwe, «Globally, More People See U.S. Power and Influence as a Major Threat», Pew Research Center, 1er août 2017.

[8] Carsten Terp Beck-Nilsson, «Anders Fogh Rasmussen kalder til global kamp for demokrati og frihed», *Altinget*, 1er mars 2018.

[9] Patrick Wintour, «US Seen as Bigger Threat to Democracy than Russia or China», *The Guardian*, 5 mai 2021.

[10] Laura Kelly, «Arab World Holds Overwhelmingly Negative View of the US Over Support for Israel», *The Hill*, 8 février 2024.

[11] Ethan Sager et Preslav Tonkov, «NATO's Leadership Faces Tougher Audience Outside Its Membership», Gallup, 18 juillet 2023.

[12] Lorna Bogue, «No, Ireland Shouldn't Join NATO», *Jacobin*, 4 octobre 2023.

[13] «Record 83% of Ukrainians Want NATO Membership», Reuters, 3 octobre 2022.

[14] Ben Thompson et Monica Sabarre, «Perspectives on NATO from the Outside», International Republican Institute, 21 juillet 2023.

[15] Moira Fagan, Jacob Poushter et Sneha Gubbala, «5. Views of NATO», Pew Research Center, 10 juillet 2023.

[16] Mohamed Younis, «Americans Remain Committed to NATO, Critical of UN», Gallup, 29 février 2024.

[17] «Save Sinjajevina», site web de World Beyond War, s. d.

[18] Nukewatch, «U.S. Peace Activist Given Prison Term in German Campaign to Oust U.S. Nuclear Bombs», World Beyond War, 11 mars 2024.

[19] Voir Jessica Whyte, «Humanizing Militarism: Amnesty International and the Tactical Polyvalence of Human Rights Discourses», dans Anna Yeatman et Peg Birmingham (dir.), *The Aporia of Rights: Explorations in Citizenship in the Era of Human Rights*, New York, Bloomsbury, 2014, p. 183-203; Vienna Colucci, «We Get It», Amnesty International, 19 mai 2012.

[20] «No to NATO, Yes to Peace Festival», World Beyond War, 3 et 4 avril 2019.

Déjà parus dans la collection «Futur proche»

Atossa Araxia Abrahamian
Citoyennetés à vendre. Enquête sur le marché international des passeports

Marco Armiero
Poubellocène. Chroniques de l'ère des déchets

Normand Baillargeon et Jean-Marc Piotte (dir.)
Au bout de l'impasse, à gauche. Récits de vie militante et perspectives d'avenir

Franco «Bifo» Berardi
Tueries. Forcenés et suicidaires à l'ère du capitalisme absolu

Gaétan Breton
La dette. Règlement de comptes

Gaétan Breton
Faire payer les pauvres. Éléments pour une fiscalité progressiste

Gaétan Breton
Tout doit disparaître. Partenariats public-privé et liquidation des services publics

Jean Bricmont
L'impérialisme humanitaire. Droit humanitaire, droit d'ingérence, droit du plus fort?

Pierre-Luc Brisson
L'âge des démagogues. Entretiens avec Chris Hedges

Noam Chomsky
Comprendre le pouvoir

Noam Chomsky
Futurs proches. Liberté, indépendance et impérialisme au XXI^e^ siècle

Noam Chomsky
La lutte ou la chute! Pourquoi il faut se révolter contre les maîtres de l'espèce humaine

Noam Chomsky
L'optimisme contre le désespoir. Entretiens avec C.J. Polychroniou

Noam Chomsky
Le précipice. Entretiens avec C.J. Polychroniou

Noam Chomsky
Qui mène le monde?

Noam Chomsky et Vijay Prashad
Le retrait. La fragilité de la puissance des États-Unis: Irak, Libye, Afghanistan

Noam Chomsky et Marv Waterstone
Les conséquences du capitalisme. Du mécontentement à la résistance

Gabriella Coleman
Anonymous. Hacker, activiste, faussaire, mouchard, lanceur d'alerte

Pierre Dardot, Haud Guéguen, Christian Laval et Pierre Sauvêtre
Le choix de la guerre civile. Une autre histoire du néolibéralisme

Mitchell Dean et Daniel Zamora
Le dernier homme et la fin de la révolution. Foucault après Mai 68

Francis Dupuis-Déri (dir.)
Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines

Chris Hedges
L'empire de l'illusion. La mort de la culture et le triomphe du spectacle

Chris Hedges
Les fascistes américains. La droite chrétienne à l'assaut des États-Unis

Chris Hedges
La mort de l'élite progressiste

Edward S. Herman et David Peterson
Génocide et propagande. L'instrumentalisation politique des massacres

Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS)
Dépossession: une histoire économique du Québec contemporain. Tome 1: les ressources

Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS)
Dépossession: une histoire économique du Québec contemporain. Tome 2: les institutions publiques

Am Johal et Matt Hern
Réchauffement planétaire et douceur de vivre. Road trip en territoire pétrolifère

Razmig Keucheyan
Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques

Naomi Klein
Le choc des utopies. Porto Rico contre les capitalistes du désastre

Naomi Klein
Dire non ne suffit plus. Contre la stratégie du choc de Trump

Naomi Klein
La maison brûle. Plaidoyer pour un New Deal vert

Naomi Klein
No logo. La tyrannie des marques

Naomi Klein
Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique

Naomi Klein et Rebecca Steffof
Comment tout peut changer. Outils à l'usage de la jeunesse mobilisée pour la justice climatique et sociale

Andrea Langlois et
Frédéric Dubois (dir.)
Médias autonomes. Nourrir la résistance et la dissidence

Julien Lefort-Favreau
Le luxe de l'indépendance. Réflexions sur le monde du livre

Linda McQuaig
Les milliardaires. Comment les ultra-riches nuisent à l'économie

Thibault Prévost
Les prophètes de l'IA. Pourquoi la Silicon Valley nous vend l'apocalypse

Luc Rabouin
Démocratiser la ville. Le budget participatif: de Porto Alegre à Montréal

Sherene H. Razack
La chasse aux Musulmans. Évincer les Musulmans de l'espace politique

Jeremy Scahill
Le nouvel art de la guerre. Dirty Wars

Samir Shaheen Hussain
Plus aucun enfant autochtone arraché. Pour en finir avec le colonialisme médical canadien

Tom Slee
Ce qui est à toi est à moi. Contre Airbnb, Uber et autres avatars de l'«économie du partage»

Nick Srnicek
Capitalisme de plateforme. L'hégémonie de l'économie numérique

Olúfémi O. Táíwò
L'élite cannibale. Comment les puissants se sont approprié les luttes identitaires (et tout le reste)

Astra Taylor
Démocratie.com. Pouvoir, culture et résistance à l'ère des géants de la Silicon Valley

Laura Tripaldi
Gender tech. Ce que la technologie fait au corps des femmes

Harsha Walia
Frontières et domination. Migrations, capitalisme et nationalisme

Lesley W. Wood
Mater la meute. La militarisation de la gestion policière des manifestations

La mise en page
est de Jolin MASSON

La révision du texte est de
Frederick LETIA

Le epub a été créé
par claudebergeron.com

Lux Éditeur
C.P. 25005, B.P. Villeneuve
Montréal (Québec) H2T 1R0

«Il existe de véritables solutions de rechange aux guerres sans fin. Nous pouvons et nous devons construire un monde plus sûr, fondé sur la Charte des Nations Unies, la paix et la diplomatie.» Jeffrey D. Sachs, extrait de la préface

Qu'est-ce que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)? Qui sont ses membres et ses partenaires, et quel rôle jouent-ils dans la géopolitique contemporaine? Cette alliance militaire, la plus grande jamais créée, sert-elle vraiment la cause de la paix ou celle des vendeurs d'armes et autres profiteurs de guerre? Alors que l'OTAN fait un retour en force sur la scène internationale, ce livre examine ses origines, sa structure et ses objectifs à une époque de tensions nmondiales croissantes.

Par une étude minutieuse des processus décisionnels qui la régissent, de la question souvent mal comprise de son financement et de la façon dont elle se joue du droit international, cet essai est une introduction indispensable pour comprendre une organisation sans cesse en expansion qui stimule la course à l'armement, exacerbe les conflits et accentue le risque de guerre nucléaire.

Medea Benjamin est cofondatrice du groupe pacifiste CODEPINK et de l'organisation internationale de défense des droits de la personne Global Exchange. Elle est l'autrice d'une dizaine d'ouvrages.

David Swanson est auteur, militant, journaliste et animateur de radio. Il est directeur général de World Beyond War, un mouvement international non violent qui vise à éradiquer la guerre et à établir une paix juste et durable.

FUTUR PROCHE